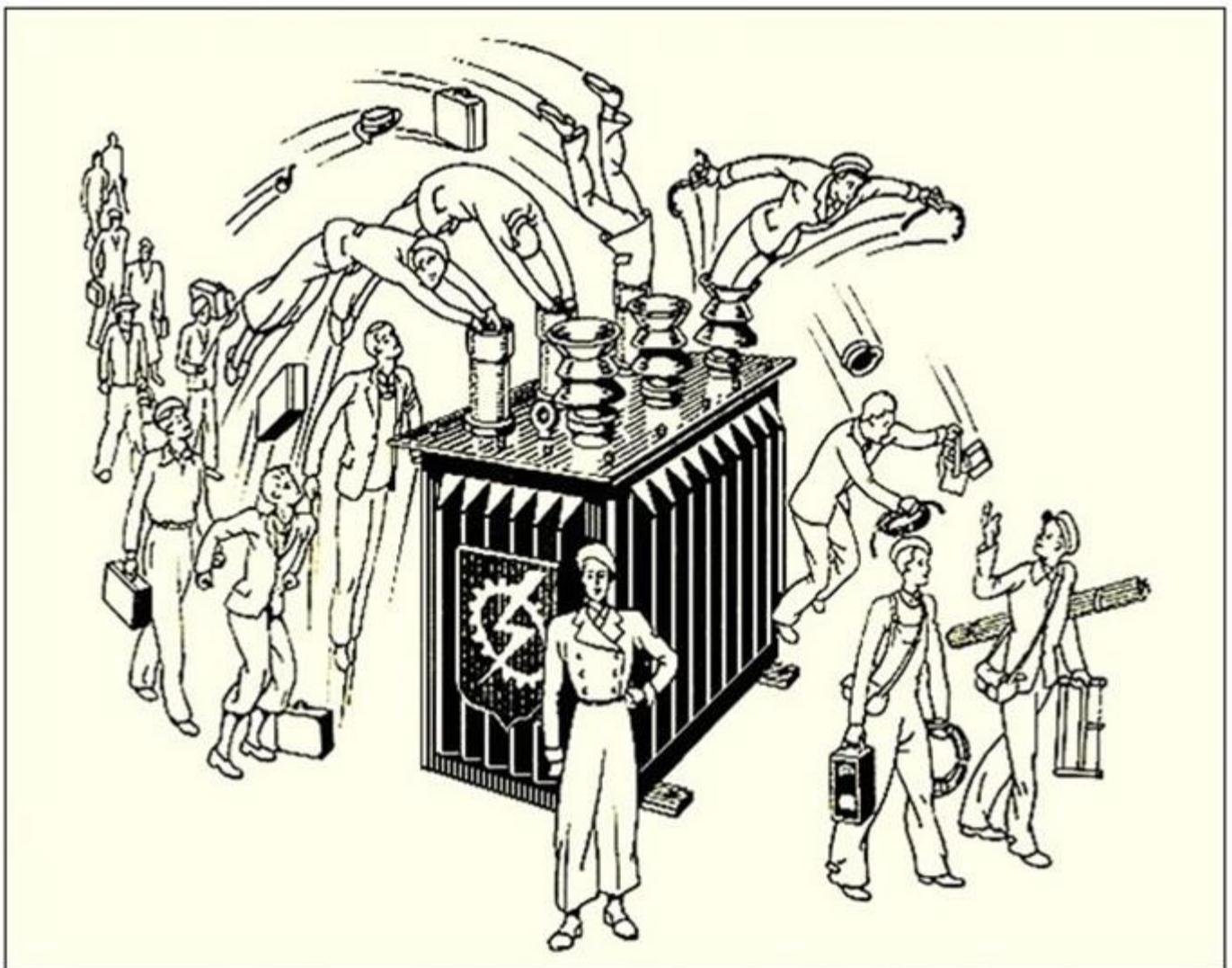


Mémoire Master 1
Histoire contemporaine
Université Paris Ovest-Nanterre-La Défense
Sous la direction de Sabine EFFOSSE

L'école nationale des métiers d'EDF de Gurcy-le-Châtel de 1940 à 1965:
Un modèle original de formation professionnelle des ouvriers de l'électricité

(Master 1: 1940-1943)



Source: 1er. numéro de « Gurcy Transfo », journal des élèves, octobre 1943.

PROCES-VERBAL DE SOUTENANCE DE MEMOIRE

Identité de l'étudiant : 28004645

Directeur de mémoire : Sabine EFFOSSE, Professeur d'Hisbin

Master préparé : MASTER 1

Session : Juin 2016

Note : 17/20

Mention : TRÈS BIEN

Titre de mémoire : L'école nationale des métiers d'EDF de Gurey-le-Chatel de 1940 à 1965, MASTER 1

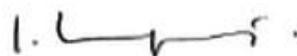
Rapport sur le mémoire : Recherche de qualité avec contribution d'un corpus de sources divers et bien maîtrisés, souci de contextualisation et grande clarté d'exposition du résultat de la recherche. Nous recommandons la poursuite de cette recherche de qualité en Master 2.

Date : 06 Juin 2016

Nom et signature des membres du jury :



S. EFFOSSE



I. Lespaut. Noret.

REMERCIEMENTS

- mes chaleureux camarades de licence d'histoire à Nanterre: Ariane SIMON, Elisabeth GAUSSERON, Camille BOTREL, Franck MACCARY, qui m'ont ouverte à un autre monde
- Sabine EFFOSSE, Professeur des Universités, pour sa patience et sa confiance
- Jean-Marc HUGUET, auteur d'une histoire d'une élite ouvrière, Paris, L'Harmattan, 1995, pour son soutien constant et nos rencontres fructueuses et amicales
- Alain BELTRAN, président du Comité d'histoire de l'électricité (Fondation EDF), pour son encouragement lors des Rendez-vous d'histoire de Blois en octobre 2015 et son « c'est un très beau sujet ! »
- Ruddy RACON, Frédéric LOPES de l'Association Amicale Énergie, pour leur facilitation de la mise en contact avec les anciens élèves adhérents de l'AAE et leur invitation à la rédaction de l'article sur le Baptême électrique, ainsi que la conférence le 15 Avril à la Fondation EDF
- les anciens élèves et fournisseurs de précieuses archives privées sur cette période 1940-1943:
 - ✦ Henri et Marcel BRELAUD (2^{ème}.promo, 1942) pour leur entretien, leur accueil chaleureux et les souvenirs patiemment remis en ordre.
 - ✦ Jacques LECLERCQ (3^{ème}.promo, 1943) pour son entretien, ses souvenirs vivaces et ses précieux documents de 1941.
 - ✦ Jean-Claude ROUVIÈRE (46^{ème}.promo, 1965), pour sa mise à disposition de nombreuses archives, dont des centaines de photographies, et son accueil chaleureux, qui m'a redonné courage.
 - ✦ André SANNIER (28^{ème} promo, 1956), pour son remarquable réseau d'anciens élèves, que j'ai commencé à exploiter au-delà de la période.
 - ✦ Michel ROLLAND (Soissons) pour son rôle d'itinérant chez les anciens élèves et professeurs, et les 7kg de photocopies d'archives privées envoyées à mon domicile.
 - ✦ de nombreux anciens élèves avec qui je suis en contact, mais dont la contribution sera précisée dans le Master 2 car postérieure à 1943.
- Stéphanie LE GALLIC et Léonard LABORIE, chercheurs au Comité d'histoire de l'électricité, pour les facilités d'accès à la bibliothèque du Comité.
- mon ancien collègue et ami Thierry BLANCHON, grand érudit et chineur d'ouvrages sur l'histoire d'EDF.
- Maurice DREANO pour sa sélection patiente des archives de Gurcy aux Archives historiques d'EDF de Blois.
- l'équipe du centre de formation EDF des Mureaux, et la belle exposition « écoles de métiers » réalisée en 2014.
- Poulettou.fr, le site de plus 5000 anciens élèves des écoles de métiers d'EDF, riche et vivant de souvenirs.
- mon mari Yann, et nos trois filles Éloïse, Andréa, Anouk, pour leurs encouragements précieux et l'acceptation de tant de renoncements induits par ces études.
- ... Virgile, car « labor omnia vincit improbus », ma devise de persévérance pendant ces quatre ans de Master 1, à préparer 14 matières et le présent mémoire.
- mon entreprise, EDF, dont je contribue modestement à la mémoire et aux valeurs.

REMARQUE PRÉLIMINAIRE:

La monographie de l'école de métiers de Gurcy-le-Châtel sera présentée en deux volets successifs: le présent mémoire de Master 1 se concentre sur le contexte et la genèse du centre, ses fondements et les premiers aspects opérationnels. Cette analyse sera complétée dans un deuxième temps par le mémoire de Master 2, qui abordera la période postérieure à 1943 jusqu'en 1965.

PLAN DU MÉMOIRE

INTRODUCTION

1. LA FRANCE EN 1940: CHAOS ET VOLONTÉ DE RENOUVEAU
2. LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE EN 1940
3. LA MYSTIQUE DE LA JEUNESSE SOUS VICHY
4. UNE CONSÉQUENCE DE LA DÉBÂCLE: LE CHÔMAGE DES JEUNES
5. LE PAYSAGE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES OUVRIERS: CARENCE DU CONTEXTE LÉGISLATIF
6. LA PRISE EN COMPTE DE LA PRÉOCCUPATION DU CHÔMAGE DES JEUNES DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE
7. LA MISE EN ŒUVRE OPÉRATIONNELLE DE GURCY: UNE MISE EN PLACE PROGRESSIVE
8. LES PREMIÈRE, DEUXIÈME, TROISIÈME PROMOTIONS JETTENT LES BASES DES PRINCIPES FONDATEURS
9. LES PRÉMICES D'UNE HISTOIRE CULTURELLE
10. LE BILAN DU CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE GURCY-LE-CHÂTEL EN 1943

CONCLUSION

PRÉCISIONS SUR LES SOURCES DU MÉMOIRE

NB: le sommaire détaillé est présenté à la fin du mémoire ([page 142](#))

INTRODUCTION

« Ce que tu dois faire: devenir un technicien accompli, un homme de métier, mais aussi et surtout assumer ton métier d'homme ».

PRÉSENTATION DU SUJET

Les quelques mots ci-dessus, inscrits dans la Loi de l'école de métiers de Gurcy-le-Châtel, chaque élève devait pouvoir les réciter sur demande des autres élèves, à tout moment et sous peine de sanction décidée par la Garde d'honneur. Ils figurent les trois pièces maîtresses de l'«esprit Gurcy»: formation technique, apprentissage civique, éducation aux valeurs humanistes.

Les «écoles de métiers d'EDF/GDF» rassemblent « des établissements d'enseignement technique de formation aux métiers de la production, de transport et d'électricité. Elles délivrent aux agents de maîtrise un brevet de technicien et aux agents d'exécution un brevet d'études professionnelles¹. » Ces écoles ont de fait dispensé dès 1941 aux jeunes garçons au sortir de l'adolescence, puis en parallèle à partir de 1954 aux adultes en formation continue, et jusqu'à leur fermeture définitive en 2004, une formation complète et spécialisée sur les métiers de l'électricité. Si elles ont été conçues et créées ex nihilo par EDF, les principes fondamentaux en ont néanmoins été posés avant même la nationalisation de 1946.

Le paysage de la formation technique aux métiers de l'électricité est alors un désert absolu, alors même que la forte croissance de la production d'électricité, au sortir de la guerre, nécessite le recours à du personnel nombreux et bien formé. L'objectif majeur des écoles, à la nationalisation d'EDF GDF, devient l'efficacité du grément des premiers postes d'ouvriers exploitants de centrales thermiques et usines hydrauliques. À l'issue de leur formation, les élèves, directement embauchés dans un centre d'exploitation d'EDF ou de GDF ou une centrale thermique ou hydraulique, mettaient ainsi immédiatement à profit l'enseignement reçu à l'école. Les anciens élèves représentent ainsi, jusqu'aux années 1965 au moins, la majorité des

¹ extrait de la convention EDF/ Éducation Nationale – Archives historiques d'EDF, Blois, Boite 836 635

embauches des ouvriers². Recrutés pendant les Trente Glorieuses dans un contexte de forte croissance de la production d'électricité (7% par an), ils ont contribué à la modernisation de l'appareil de production, et démarré au début des années 1970, les premières tranches nucléaires. Issus des collèges Maîtrise ou Exécution, certains d'entre eux ont accédé au Collège Cadre, notamment via la Promotion Ouvrière.

Ces jeunes ouvriers accompagnent ainsi l'évolution industrielle d'EDF: démarrage des paliers techniques des centrales 125 MW en 1952, 250 MW en 1961, 600 MW en 1968, puis des paliers nucléaires graphite-gaz (Marcoule 1956), et à eau pressurisée (CP0 à Fessenheim et Bugey en 1977).

Le terme « écoles de métiers » est officiel en 1956, après qu'un accord bilatéral ait été passé entre le Ministère de l'Éducation Nationale et le Service National EDF pour en fixer les modalités de co-gestion. Néanmoins ces écoles ne sont pas nées en 1956: à l'origine, elles étaient, pour la plupart³, des centres de jeunesse créés pendant la guerre pour occuper une génération de jeunes gens démobilisés et désœuvrés après la défaite de 1940. Une longue période de mutation et l'habileté et la volonté de quelques hommes charismatiques permettront leur transformation en véritables centres de formation professionnelle. Nous verrons par ailleurs tout au long de la recherche que la dénomination de l'école de Gurcy-le-Châtel a évolué: de « centre de rural » en 1941, parfois « Centre de Formation Professionnelle », il devient « centre National d'Instruction Électrique » dès 1946, avant de prendre le nom générique d'« École de métiers » ou « École nationale des métiers d'EDF » (ENM) en 1956. Cette pluralité sémantique est assez significative des évolutions engagées par l'école depuis sa création jusqu'à sa maturité.

En 1956, les ENM deviennent alors structurellement le lieu de formation des électriciens de réseaux par délégation de l'Éducation Nationale. Fonctionnant en internat, elles dispensent aux jeunes adolescents une formation technique et humaine au travers de cours théoriques et d'ateliers pratiques répartis équitablement dans l'emploi du temps, et érigeant en « loi » une vie communautaire où le sens des

² le complément des embauches étant réalisé par intégration des agents rapatriés d'Afrique du Nord; Histoire du SPT p 338

³ L'école de Sainte Tulle fait exception, F PANEL: « Entreprises publiques et formation professionnelle: Sainte Tulle, une école de métiers d'EDF », In: *Annales historiques de l'électricité*, Fondation EDF/Comité d'histoire n° 7, septembre 2009

responsabilités est exercé au quotidien. La pratique intensive du sport, notamment collectif, a largement contribué à la formation d'un esprit de corps propre à façonner les valeurs de service public.

Outre la formation technique, elles ont ainsi représenté, pendant près de soixante ans, un modèle singulier, original, et même exceptionnel, d'éducation et de formation théorique et pratique aux métiers du gaz et de l'électricité. Creuset de la formation professionnelle des électriciens et gaziers depuis les années 1940, elles ont laissé des empreintes indélébiles chez les élèves et les professeurs, malgré la courte durée du séjour: une année de formation seulement pour les jeunes gens qui détenaient quelques connaissances en électricité⁴, 18 mois pour les jeunes gens ignorants dans ce domaine. « Je suis rentré un élève peureux, j'en suis sorti un adulte mature et responsable »: m'a dit un ancien élève de l'école de Gurcy au cours d'un entretien mené pour la préparation du présent mémoire⁵. Ces quelques mots sont effectivement significatifs de l'attachement viscéral des élèves à leur matrice, concept original au milieu d'un paysage de la formation rigide et peu structuré.

Au total, ce ne sont pas moins de 33 000 jeunes hommes, agents d'exécution à 90%, qui sont sortis des écoles de métiers réparties sur toute la France: Gurcy-le-Châtel en Seine et Marne, La Pérolière dans le Rhône, Scourdois dans le Puy-de-Dôme, Ste Affrique dans l'Aveyron, Sainte Tulle dans les Alpes de Haute-Provence, Soissons-Cuffies dans l'Aisne pour EDF, Nantes-Montluc en Bretagne, Versailles dans les Yvelines et Lyon-la-Mouche pour GDF⁶.

À Gurcy, la formation des jeunes élèves s'arrête en 1986, après 87 promotions qui ont formé 6863 jeunes élèves et 707 agents de maîtrise technique, soit 7570 élèves au total⁷. Le centre restera jusqu'en 2004 un lieu de perfectionnement professionnel pour les adultes, mais la page « école de métiers » se tourne au milieu des années 1980, après trente années sous ce statut, et 45 années au service de la formation technique des jeunes agents.

⁴ En particulier une formation technique telle que BEP, BEI, cours complémentaires .

⁵ JC ROUVIÈRE, promotion Jean Moulin 1964, entretien du 25 juillet 2015

⁶ on peut également considérer que l'école de Blida, en Algérie, était avant 1962, une école de métiers EDF

⁷ Source : Exposition ENM les Mureaux, 2014

MOTIVATION DANS LE CHOIX DU SUJET

Lorsque j'ai été embauchée à EDF à la fin des années 1990, chaque jeune était tutoré par un « ancien » qui lui expliquait progressivement le métier et facilitait son intégration dans l'entreprise. Ces agents proches de la retraite, respectés pour leur savoir et leur expérience, diffusaient ainsi à la nouvelle génération non seulement le savoir-faire, mais aussi le savoir-être, et nous inscrivaient ainsi, si nous y étions réceptifs, dans la continuité d'une tradition de service public. C'est à leur contact que j'ai constaté que la majorité des techniciens exploitants de centrales nucléaires était des anciens élèves des « écoles de métiers » dont j'ignorais l'existence.

C'est toujours avec une nostalgie empreinte de fierté qu'ils me racontaient cette année d'étude: à l'évocation des noms de La Pérolière, Gurcy, Sainte Tulle, Soissons-Cuffies, Scourdois, Nantes-Montluc, leur regard s'allumait, et les mots se bousculaient à l'évocation de souvenirs passionnés de l'apprentissage du cœur de métier, de vie collective au grand air, de sport intensif, de franche camaraderie, de solidarité, mais aussi d'émancipation familiale, et d'apprentissage des responsabilités. La conclusion tombait, souvent avec la même phrase « c'est là aussi que j'ai appris à devenir un homme ».

De formation ingénieur, j'ai toujours exercé une fonction technique puis transverse au service de l'exploitation et de la maintenance des centrales nucléaires. En parallèle à mon activité professionnelle, j'ai souhaité m'ouvrir aux sciences humaines en passant pendant le congé parental de notre troisième fille une licence d'histoire à l'université de Nanterre, puis un master d'histoire contemporaine. Dans ce cadre, lorsqu'il s'est agi de choisir un sujet pour le mémoire de Master 1, je me suis souvenue de ces premiers contacts avec les anciens, de la forte impression qu'il m'avait laissée en m'évoquant leurs souvenirs des écoles de métiers, et de mes questionnements sur ces mystérieuses écoles. J'ai donc saisi l'opportunité de cette recherche pour approfondir leur étude: en comprendre les principes, les enjeux, leur genèse, le contenu des apprentissages, la vie quotidienne, les parcours professionnels à leur issue.

Je souhaitais aussi comprendre pourquoi les entreprises d'électricité, puis EDF à la nationalisation, ont fait le choix affirmé de la formation comme composante essentielle de la performance. Cette décision stratégique de gréement des besoins par la création ex nihilo de centres internes de formation professionnelle plutôt que de recourir à l'enseignement classique m'a semblée résolument singulière et m'a engagée à étudier davantage le sujet.

Les écoles de métiers constituent, encore actuellement, pour les agents EDF un socle commun essentiel de la culture d'entreprise. Avec le départ à la retraite des derniers anciens élèves des EDM, cette transmission orale d'une histoire culturelle et technique vers les nouveaux entrants s'étiole néanmoins, et s'éteint même. Rares sont à présent les nouveaux embauchés à avoir entendu parler des écoles de métiers. Leur mémoire est pourtant bien vivante: des retrouvailles d'anciens élèves et professeurs sont organisées régulièrement de façon informelle, ou officielle comme lors de la fermeture de Gurcy en 2004 des articles sur le sujet paraissent dans le journal du Comité d'entreprise⁸, des sites internet permettent la conservation du lien⁹, un annuaire des anciens et des échanges sont animés par une association dédiée¹⁰. Le lien entre anciens élèves se perpétue ainsi, tant bien que mal, mais cette mémoire, orale, est, comme l'écrit F. Panel à propos de l'école de Ste Tulle, sur le point de disparaître.

Aussi, en tant qu'agent EDF, je me suis sentie une responsabilité, si minime soit-elle, dans la conservation et la transmission de cette importante mémoire de notre culture d'entreprise, étudiée par ailleurs par A. Beltran¹¹. Dans un contexte pour EDF de pilotage d'enjeux industriels sans précédent, de concurrence accrue, et de renouvellement des compétences, il me semble essentiel, chacun à son niveau, de s'inscrire ainsi dans la continuité de notre histoire commune. Puisse cette étude contribuer, même au périmètre d'une seule école, à la formalisation de cette trace.

⁸ article « Anciens de promo » Journal des Activités Sociales de l'Énergie, mars 2015; article « exposition témoignage de la formation au sein des IEG » Journal des Activités Sociales de l'Énergie :déc. 2013

⁹ dont le site poulettou.fr qui rassemble plus de 5100 anciens élèves et professeurs des Écoles de Métiers

¹⁰ AAE (Association Amicale Energie), fondée en 1948.

¹¹ Directeur de recherches au CNRS, Président du Comité d'histoire de l'électricité et de l'énergie (Fondation EDF), auteur de nombreux ouvrages sur l'électrification de la région parisienne et de l'histoire de l'électricité

LIMITES GÉOGRAPHIQUES: POURQUOI GURCY ?

Parmi l'ensemble des écoles de métiers, j'ai choisi d'axer mon étude sur la seule école de Gurcy-le-Châtel. Plusieurs raisons m'ont conduit à concentrer l'étude sur ce centre:

- La situation géographique de Gurcy est particulièrement favorable: située à 75 km au Sud-Est de Paris, l'école est, parmi l'ensemble des écoles de métiers d'EDF, la plus proche de la capitale et donc des centres névralgiques de pouvoir et de décision. Elle suit donc, davantage et en amont des autres, les enjeux et priorités du moment.
- La forte personnalité, la volonté, et l'habileté politique des premiers pionniers de l'école de Gurcy ont permis le glissement progressif d'un centre de jeunesse élaboré dans le cadre d'une politique de redressement moral de Vichy vers un centre de formation aux enjeux résolument industriels. Gurcy est ainsi devenu en quelques années un bouillonnement d'innovations techniques, pédagogiques, méthodologiques pour l'ensemble de la formation à EDF, et même plus largement la formation technique au niveau national. En effet les expériences pédagogiques élaborées à Gurcy, qui relèvent initialement d'un certain « bricolage », se révèlent proprement révolutionnaires et ont été à ce titre très largement observées par les institutions officielles, ainsi qu'en témoignent les nombreuses photographies et profils des visiteurs du centre. Les fameuses « caisses » de Gurcy sont en exemple parmi d'autres de ces innovations pédagogiques. Nous étudierons ces outils qui ont permis la diffusion d'un modèle pédagogique non seulement au sein de l'Entreprise, mais aussi vers l'utilisateur qu'il s'agit de convertir, au seuil des Trente Glorieuses, en « consommateur ».

Associée au Centre d'Études et de Techniques Appliquées Pédagogiques (CETAP) dont nous développerons les enjeux et objectifs, le « modèle Gurcy » est proposé clé en mains à l'étranger pour la formation d'écoles professionnelles aux métiers de

l'électricité. Une trentaine de pays seront ainsi accompagnés de 1957 à 1970 par le CETAP pour la création de centres de formation similaires¹².

□ Par ailleurs, les premiers professeurs et directeurs pédagogiques de Gurcy, issus des écoles avant-gardistes de la rue Dareau¹³ à Paris ou de la Belle Ombre à Clermont-Ferrand, placent ainsi l'école, dès sa création, au cœur des innovations pédagogiques. L'influence de la psychotechnique introduite par Guy Palmade¹⁴, qui travailla beaucoup avec le grand pédagogue Jacques Henckès a été déterminante.

□ Enfin, la fermeture des écoles de métiers n'a pas fait l'objet d'un accompagnement, ou d'une politique particulière d'organisation et de conservation des archives par EDF. Aussi la plupart des objets, documents, photographies ont été mis au pilon au moment de la vente du domaine aux pompiers de Seine-et-Marne en 2004. Heureusement, sur plusieurs écoles, et notamment à Gurcy, quelques anciens élèves, conscients de l'importance de la sauvegarde de cette mémoire et de ce patrimoine, ont pu sauver de la destruction des documents qui constituent autant d'archives. Ils sont en majorité conservés chez eux, et quelques-uns ont été versés aux archives historiques d'EDF à Blois, ou publiés par des associations d'anciens élèves ou sur leur site Internet personnel. Les archives privées relatives à Gurcy sont les plus nombreuses, aussi le travail de l'historien s'est-il concentré sur ce corpus d'informations disponibles.

Il est néanmoins important de noter que Gurcy n'a formé « que » 22% de l'ensemble des agents sortis des ENM et n'a pas été la seule école dans laquelle des innovations pédagogiques ont été mises en œuvre. Cependant nous ne disposons que peu d'éléments sur lesquels nous appuyer pour les autres écoles. Cette démarche innovatrice et la créativité de ses outils feront donc non seulement sa spécificité, mais seront, jusqu'en 1956, un argument politique pour justifier

¹² Côte d'Ivoire, Congo, Tchad, Madagascar, Gabon, Haute-Volta (Burkina-Faso), Cameroun, Niger, Éthiopie, Niger, Algérie, Mali, Tunisie, Maroc, Chili, Argentine, Colombie, Cambodge, Philippines, Thaïlande, Singapour, Mexique, Pérou, Uruguay, Paraguay, Colombie, Grèce, Syrie, Lybie, Équateur, Réunion, (« chronique de l'histoire du SFP » p 76 à 80)

¹³ article B. Bonnet « Genèse de la pédagogie de la FP pour adultes, le centre de formation des cadres professionnels, 1940-1944 » p 18

¹⁴ Guy PALMADE (1920-2006) a introduit la psychosociologie à EDF. Présent à Gurcy dès 1947, il a notamment construit les tests psychotechniques de examens d'entrée (source: archive orale Henri BRELAUD); il a occupé la chaire de pédagogie à l'université de Lausanne.

l'autonomie dont l'Entreprise jouit par rapport à l'Éducation Nationale, garante de la formation technique des jeunes au plan national.

LIMITES CHRONOLOGIQUES

Au seuil du travail de recherche, ma volonté initiale était de concentrer l'étude sur la période qui marque la fin de l'enseignement des jeunes en écoles de métiers d'EDF, c'est-à-dire, pour l'école de Gurcy, la période qui encadre la sortie de la dernière promotion, en 1986. La problématique aurait alors porté sur la compréhension des mutations qui s'étaient opérées au sein de l'entreprise pour justifier ce changement de modèle dans la formation des jeunes embauchés.

Puis, les premiers éléments de recherche ont conduit à saisir assez vite, même de façon macroscopique, les raisons principales de cette fermeture: l'enseignement technique sur le plan national passe de la situation d'un désert absolu à un cursus élaboré et une structuration croissante. Construit progressivement après-guerre, il est, dans les années 1980, mature et exhaustif avec la création de « lycées d'enseignement professionnels » en 1976 puis de « lycées professionnels » en 1986, et la création en 1985 du « bac professionnel ». Par ailleurs, depuis leur affiliation à l'Éducation Nationale au travers des conventions, la spécificité des écoles s'amointrit progressivement car leur direction devient bicéphale EDF / Éducation Nationale ; le programme et l'organisation des études se rapprochent par ailleurs des autres structures d'enseignement sur le plan national¹⁵. D'autres raisons, difficiles à vérifier, m'ont été avancées oralement: la volonté de la Direction, à un moment où l'Entreprise avait besoin de forces vives pour la construction du Parc de 58 tranches nucléaires, de casser la culture syndicale qui s'y serait développée; l'argument serait aussi économique car ces écoles requièrent un budget conséquent.

Cependant, n'ayant trouvé aucune archive formalisée confirmant ces argumentaires, et devant le peu d'informations concrètes sur cette période de fin des EDM, j'ai modifié la limite chronologique de l'étude en la concentrant sur la période qui voit la genèse des centres de jeunesse créés dans la confusion du contexte agité d'un Vichy conquérant, jusqu'au cœur de l'âge d'or des écoles de métiers (EDM), soit de 1941 au milieu des années 1960.

¹⁵ Les « traditions » tels que le baptême électrique ou la procession au cimetière Maxwell s'arrêtent en 1971.

Nous avons convenu avec mon directeur de recherche, Sabine Effosse, que l'étude se concentrerait cette année sur la genèse du centre de Gurcy, à savoir la période qui couvre 1940 à 1943. Le contexte historique et celui de la formation professionnelle sont assez riches et les sources et archives assez nombreuses pour une recherche dédiée. L'arrivée du directeur Raymond Lambert en 1943 marque une césure si tranchante dans l'histoire de l'école que ce découpage chronologique présente un réel sens.

HISTORIOGRAPHIE DES THÈMES SOULEVÉS

HISTOIRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, EN PARTICULIER DES OUVRIERS

L'étude de l'histoire du centre de formation professionnelle de Gurcy-le-Châtel ne peut se concevoir que dans les contextes de l'histoire du système éducatif, de l'histoire de la formation, notamment celle des ouvriers. Ce dernier domaine reste encore assez peu exploré.

□ Contrairement à l'histoire de la formation technique des ingénieurs et des techniciens, l'histoire de la formation des ouvriers reste peu explorée. Jusqu'au début du XXe siècle, ceux-ci sont formés presque exclusivement par l'apprentissage auprès des patrons, souvent à la suite de leur père. Le cadre législatif est pratiquement inexistant et résolument libéral: c'est l'industrie qui décide des aspects quantitatifs et qualitatifs de la formation de leurs ouvriers. Il faudra l'avènement de la loi Astier 1919 pour commencer à encadrer la formation des apprentis. Néanmoins, bien que bien intentionnée, cette loi comportera de nombreux écueils et sera peu appliquée. Ce relâchement législatif donne une grande flexibilité à l'industrie quant aux résultats et moyens de la formation de leur personnel d'exécution. L'historiographie actuelle du domaine se concentre principalement autour de la loi Astier et de la crise de l'apprentissage. À la suite de Vincent Troger, Bernard Charlot et Madeleine Figeat ont analysé avec profit le lien entre formation professionnelle et chômage des jeunes.

□ L'histoire spécifique des centres de formation professionnelle est largement lacunaire: le sujet, pris dans sa singularité, n'aurait été spécifiquement étudié que par Vincent Troger. Le décret du 20 septembre 1939 crée, via la Direction de l'Enseignement Technique du Ministère de l'Éducation nationale, les centres de formation professionnelle pour former « la main-d'œuvre en temps de guerre », c'est-à-dire les ouvriers de l'industrie de l'armement. Dans un contexte de chômage endémique, on apprend que le Secrétariat Général à la Jeunesse confie à des organismes privés le soin d'acquiescer et organiser des centres de formation professionnelle « pour adolescents inoccupés ». Le secteur de l'électricité saura en tirer profit. C'est ainsi que le centre de Gurcy a été créé par le Comité Sully, dont les statuts ont été déposés en novembre 1940. Les sources sur le Comité Sully sont peu nombreuses, aussi l'ouvrage de J.M. Huguet m'a-t-il été précieux, ainsi que sa transmission des statuts associatifs du Comité. Les archives de Blois éclairent le lien entre le Comité Sully et le Secrétariat Général à la jeunesse, les élèves devant s'enregistrer auprès du Comité Sully dès leur inscription.

Par décret du 18 septembre 1944, le Gouvernement provisoire transforme les « centres de formation professionnelle » en centres d'apprentissage. La législation est renforcée par l'Arrêté du 27 juillet 1949 qui en fixe le classement. Les écoles de métiers prennent alors des statuts divers: La Pérolrière devient centre d'apprentissage public, Lyon-la Mouche demeure privé. Quant à Gurcy-le Châtel, il s'appellera « Centre d'instruction électrique », en particulier grâce à l'habileté du directeur Raymond Lambert arrivé en 1943.

□ l'historiographie du système éducatif, de la pédagogie et de la formation des enseignants est largement concentrée autour d'Antoine Prost. Ses ouvrages présentent l'avantage d'insister non seulement sur l'histoire factuelle du système éducatif, mais aussi sur l'apport de « l'éducation nouvelle » qui a largement contribué à renouveler les méthodes pédagogiques. Bernard Bonnet nous apprend que les méthodes pédagogiques actives portées par la méthode Carrard enseignée aux moniteurs des écoles de la rue Dareau et de la Belle Ombre se généralisent et influencent, par la volonté de Vichy, tous les centres de formation professionnelle. Les archives et sources confirment leur utilisation à l'école de Gurcy comme les autres.

De même, l'école des Roches étudiée par Nathalie Duval, a influencé l'approche sur la formation des professeurs de Gurcy-le-Châtel. En effet, ainsi que nous l'apprend

Jean Marc Huguet, la fille de Jérôme Carcopino, secrétaire d'État à l'Éducation Nationale et à la Jeunesse est l'épouse de Jacques Bertier, fils de Georges Bertier, directeur de l'école des Roches qui deviendra le premier responsable de la formation d'EDF et GDF à la nationalisation. De fait, l'éducation nouvelle, et la pédagogie active dessinent les principes appliqués à Gurcy et qui perdureront jusqu'à sa fermeture.

Au moment de la transformation de Gurcy en école de métiers, en 1956, EDF s'inscrit dans le courant d'une prise de conscience de l'industrie française du retard pris dans l'optimisation de sa productivité, et s'inspire, comme la plupart des entreprises, du TWI (Training Within Industry) américain étudié par Claude Dubar¹⁶. À l'aune de ces méthodes modernes, EDF repense et structure sa formation des enseignants, et réagit en créant « l'école normale des écoles de métiers »: le Centre d'Études et d'Entraînement Pédagogiques (CETAP), basé à l'école de Gurcy. La mission du CETAP est d'« étudier les méthodes pédagogiques, réaliser des outils pédagogiques, dispenser des formations aux pédagogues ¹⁷ », c'est à dire, dans le courant de la formation professionnelle accélérée (FPA), de former mieux et plus vite. Le temps des professeurs formés à la méthode Carrard à l'école de la rue Dareau d'où sont issus, ainsi que nous l'apprend Bernard Bonnet, les premiers professeurs des « centres de formation professionnels » contemporains de Gurcy, est révolu.

Dans ce cadre, il s'agit d'étudier en quoi ce centre suit d'une part les enjeux de son temps autour de la montée en puissance de la formation professionnelle des jeunes adultes qui marque un tournant dans les années 1954-55, et d'autre part en quoi Gurcy représente une exception dans la mesure où très peu d'entreprises ont pris en main de façon volontaire, énergique et massive, la formation professionnelle de leurs salariés. En ce sens, EDF a fait preuve d'une exceptionnelle modernité en ayant fait le choix de la formation interne, plus de 20 ans avant la loi sur la formation professionnelle du 3 décembre 1966 qui définit la formation professionnelle comme une obligation nationale, et 30 ans avant la loi du 16 juillet 1971 qui contraint les entreprises à participer au financement de la formation continue.

¹⁶ C DUBAR, *La formation professionnelle continue*, Paris, la Découverte, 1990

¹⁷ R LAMBERT *une école d'humanisme technique: Gurcy-le- Chatel*, Petit journal, 1960

Ainsi l'étude du centre du Gurcy viendrait à contre-courant de la thèse d'Antoine Prost¹⁸ qui avance que les entreprises n'étaient en rien impliquées dans la formation, et s'en remettaient à des structures extérieures pour former leur personnel. Il évoque les seuls cas de Schneider ou Renault qui ont mis en place une formation pour leurs ouvriers, et élude le rôle d'EDF qui a pourtant formé, de cette façon et dans ce même contexte, plus de 33000 agents.

HISTORIOGRAPHIE DU CENTRE DE FORMATION DE GURCY

Lorsque j'ai commencé à chercher des sources écrites, documents, archives, j'ai été très surprise de constater que le support écrit n'a aucunement été utilisé pour pérenniser tout ce pan mémoriel. On cite les écoles de métiers dans les ouvrages ou supports documentaires internes à l'entreprise lorsqu'il s'agit d'évoquer la formation professionnelle au seuil des années 1960 ou au sein d'analyses de la typologie des recrutements et des effectifs. Mais ce sont toujours les écoles nationales de métiers qui sont évoquées, et toute la période antérieure à 1956 est omise, soit plus de quinze ans passés sous silence. Plusieurs étudiants de Maîtrise, surtout de la Sorbonne, se sont penchés dans les années 1995 sur la question de la formation professionnelle à EDF mais les écoles de métiers y constituent une donnée d'entrée parmi d'autres. Malgré l'effectif très important des jeunes gens sortis des écoles de métiers, aucune monographie ne leur a été consacrée.

Fort heureusement, un ouvrage a été édité en 2005 sur l'histoire de la formation professionnelle à EDF, et les écoles de métiers en particulier. Il retrace, notamment au travers de témoignages, la mémoire de ces écoles. L'historiographie des écoles de métiers d'EDF reste cependant très lacunaire. Les nombreux entretiens avec l'auteur, Jean Marc Huguet, m'ont vite donné des pistes sur la genèse sous Vichy. Suite à mes demandes successives, j'ai pu consulter les archives historiques d'EDF situées à Blois qui contiennent de nombreux documents administratifs éclairant les étapes institutionnelles de la création du centre. D'abondantes archives institutionnelles sont disponibles à Blois: circulaires et courriers entre le Comité Sully, le Secrétariat Général à la Jeunesse et les entreprises adhérentes au Syndicat des

¹⁸ A PROST, *Histoire de l'enseignement et de l'éducation, tome IV: depuis 1930*, Perrin, 2004

Producteurs et Distributeurs d'Énergie Électrique, originaux des conventions liant l'Éducation Nationale aux écoles de métiers, bail du bâtiment précisant les conditions de propriété, conditions de recrutement des premières promotions, contenu des premiers emplois du temps, etc ...

Les années d'or de Gurcy, à partir de 1955, sont plus faciles à documenter et, les anciens élèves sont désormais nombreux à me proposer entretiens et archives.

À partir des années 1950, le modèle de Gurcy est évoqué sur de nombreux supports mettant en avant sa singularité: articles de journaux, films à caractère promotionnel, revues spécialisées, revues sportives vantant les exploits des élèves dans les compétitions inter écoles. Les livrets d'accueil et carnets de promotions, édités chaque année, contiennent des informations précieuses telles que les contenus de l'enseignement, les conditions de vie des élèves, la présentation des principes d'autodiscipline. Les journaux internes, rédigés par les élèves, permettent d'en savoir plus sur leur perception de l'école et sur les activités extra-scolaires.

Le point de vue des dirigeants, directeurs et professeurs est plus difficile à documenter. Nous avons malgré tout quelques écrits de leurs mains dans des revues spécialisées dans l'éducation, et les messages et valeurs transmises aux élèves transparaissent dans les discours de sortie de promotion, dont nous avons de nombreuses traces¹⁹. La vie quotidienne des élèves relève de témoignages oraux, que nous nous attacherons à amasser. Le souvenir des écoles est si vivant dans la vie des anciens élèves, que nous pouvons trouver de nombreuses photographies, témoignages, souvenirs, dans les sites Internet dédiés et dans les archives privées.

Les sources restent malgré tout très éparses, et, pour une large part, relèvent du domaine privé. Il reste encore très étonnant qu'à la fermeture de Gurcy, l'entreprise n'ait pas cherché à conserver cette mémoire, qui a pourtant largement contribué à l'image positive de l'agent EDF auprès de la population. Interrogés sur ce point, A Beltran et J.M. Huguet sont dans la même incompréhension de ce désintérêt.

Une particularité de ce sujet réside dans la diversité des sources, tant par leur nature que par les champs couverts. La monographie de l'école de Gurcy le Châtel est au

¹⁹ notamment les discours de D. ALLIER, directeur de 1959 à 1967

carrefour de l'histoire culturelle des entreprises, de l'histoire sociale, de l'histoire des sciences de l'éducation, de la sociologie. De fait, la plupart des ouvrages utiles pour la documentation de ce mémoire ont davantage été trouvés dans la bibliothèque du Département Sociologie de l'Université de Nanterre que dans la bibliothèque du Département Histoire.

PROBLÉMATIQUE

L'étude s'est attachée à analyser le contexte et les raisons de la mise en place d'un processus intégré de formation des ouvriers électriciens au travers du centre de jeunesse puis de l'école de métiers de Gurcy-le-Châtel. La recherche portera sur deux points en particulier:

- d'une part l'analyse de ce modèle original d'apprentissage global au sein du paysage de la formation professionnelle en France,
- d'autre part l'adaptation des principes d'éducation et d'apprentissage, pour la plupart définis dès les années 1940, aux enjeux politiques et industriels de l'Entreprise EDF.

DISPOSITIF D'INVESTIGATION: DÉMARCHE

Malgré la vivacité de la mémoire des anciens des EDM et de l'école de Gurcy en particulier, trouver des informations précises sur le sujet n'a pas été aisé car les sources sont très dispersées et il a fallu plus d'une année pour parvenir à trouver des archives dédiées. Aussi, la démarche engagée pour rassembler des informations et sources a été la suivante:

- La première personne à m'avoir donnée des pistes est un collègue, ancien élève de l'école de métiers de La Pérolrière, Jean-Marc Sallaz, formateur-concepteur à l'UFPI²⁰ dans le domaine du combustible. Syndicaliste CGT engagé, il y fut élève en 1974 puis professeur en 1982, et a en outre traversé la mutation du thermique classique vers l'ère nucléaire. Nos discussions m'ont convaincue que le sujet était

²⁰ UFPI (Unité de Formation Production Ingénierie), service actuel de la Formation d'EDF

digne d'intérêt. C'est aussi lui qui m'a, le premier, évoqué l'existence d'un ouvrage dédié au sujet de la formation professionnelle à EDF²¹ écrit par Jean-Marc Huguet. J'ai par ailleurs été, dès le début, encouragée par mon collègue et ami Thierry Blanchon, qui m'a volontiers prêté les ouvrages sur l'histoire d'EDF, qu'il chine depuis longtemps.

□ Le Comité d'Histoire de l'électricité et de l'énergie, qui a fait suite en 2001 à l'AHEF²² au sein de la Fondation EDF a accueilli favorablement mes recherches et en a éclairé la démarche: Léonard Laborie et Stéphanie Le Gallic ont ainsi facilité mes accès à la bibliothèque du Comité et aux infrastructures de la Fondation. J'y ai en particulier trouvé des mémoires de Maitrise relatifs à la formation professionnelle à EDF ou à l'histoire et la structure du Service Production Transport.

□ Mes recherches m'ont conduite ensuite vers l'association Association Amicale Énergie (AAE), fondée en 1948, et qui, outre l'édition d'un annuaire des anciens élèves, soutient les agents en activité dans leurs projets de formation. L'adhésion à cette association, puis l'accueil favorable reçu de la part du président, Ruddy Racon, et son adjoint Frédéric Lopes, m'ont permis de pouvoir contacter directement Jean Marc Huguet, auteur du livre retraçant la formation professionnelle à EDF depuis ses débuts. Au cours des années scolaires 2014-2015 puis 2015-2016, nous avons pu nous entretenir maintes fois, et bénéficier ainsi de ses recherches sur le sujet, qui ont constitué autant de données.

□ Par chance, les prémices de ma recherche ont coïncidé avec la tenue, sur le site principal de formation des agents EDF aux Mureaux, d'une exposition temporaire dédiée, conçue par l'AAE et les anciens élèves et professeurs. Cette exposition m'a permis, non seulement de consulter directement des archives privées, mais aussi de découvrir l'existence de deux courts métrages promotionnels en 1952 et 1960²³, précieuses sources audiovisuelles. J'ai pu également accéder librement aux documents et objets placés dans la réserve de l'exposition, et les scanner ou les photographier.

²¹ J.M. HUGUET, *la formation d'une élite ouvrière, industries électrique et gazière*, Paris, L'Hamattan, 2005

²² Association pour l'Histoire de l'Électricité créée en particulier à l'initiative du président M. BOITEUX et de F. CARON, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris-Sorbonne

²³ « Les trois de Gurcy », 1952 et « l'école de la vie » 1960

□ Par ailleurs, parallèlement, j'ai consulté à Blois les sources relatives aux écoles de métiers au sein des archives historiques EDF, qui ont délégué des Archives Nationales pour conserver les documents à caractère décisionnel et administratif qui concernent EDF, GDF, et les sociétés qui ont précédé leur nationalisation. Y sont collectées et conservées les archives institutionnelles des sociétés nationalisées et les fonds de la Direction centrale d'EDF et GDF depuis la nationalisation. Quelques anciens élèves, soucieux d'inscrire ces écoles dans la mémoire collective et d'en conserver la trace y ont versé leurs archives privées. Cet accès direct aux sources a grandement étoffé le contenu du mémoire.

□ Lorsque j'ai commencé à disposer de suffisamment d'éléments, j'ai pu constater que certains noms revenaient fréquemment sur les articles et informations internet consacrés à la mémoire de Gurcy. Ainsi, ai-je pu repérer le nom de Jean-Claude Rouvière, de la promotion Jean Moulin sorti en 1965, comme un membre très actif de l'entretien de la mémoire de Gurcy. Son entretien²⁴, d'une durée prévue d'une heure, a finalement duré 3h30, et a été l'occasion d'en savoir plus sur le quotidien des élèves, difficile à retracer dans les archives. Il a également eu la gentillesse de me prêter de nombreuses archives personnelles ou conservées lors de la fermeture de Gurcy. Ces archives sont de toutes natures: écrites, iconographiques, diapositives, photographies, objets... Lorsque ce mémoire sera achevé, nous avons convenu que je verserai l'ensemble de ces traces écrites ou iconographiques aux archives EDF à Blois, afin de pouvoir en conserver dignement le souvenir et les mettre à disposition des chercheurs.

□ Lors de cette dernière année scolaire 2015-2016, je me suis attachée à exploiter les documents patiemment rassemblés. Les sources institutionnelles (lois, décrets, journal officiel) sont aisément accessibles sur Internet, notamment sur Gallica ou sur le site des Archives nationales. Ce type de documentation a été la plus simple à recueillir.

J'ai par ailleurs mené une dizaine d'entretiens d'anciens élèves, sur l'ensemble de la période. Tous les entretiens ont fait l'objet d'enregistrement, et de retranscription. Parmi eux, deux entretiens concernent des élèves des deuxième et troisième

²⁴ entretien du 25/07/2015

promotions, dont la retranscription est présentée en annexes 3 et 4. Je n'ai pu trouver des élèves de la première promotion, peut-être sont-ils tous décédés.

Grâce à l'aide précieuse d'anciens élèves qui ont eu connaissance de mon travail, j'ai pu remonter la filière des élèves des premières promotions et trouver quelques archives privées sur les premières années de l'école. Ce lent et patient travail de terrain, de réseaux, m'a permis de constituer, autour de la construction de l'histoire de Gurcy, un faisceau très vaste d'anciens élèves de 1941 à 1970, qui s'activent sur toute la France (et même au-delà puisque je suis en contact avec des anciens élèves partis démarrer les petites sœurs de Gurcy à l'étranger), et me procurent des informations. Certains m'écrivent fréquemment des mails de souvenirs de leur passage à Gurcy, d'autres passent en revue les listes des participants aux retrouvailles et leur téléphonent un par un pour leur proposer de prendre contact avec moi ; d'autres enfin parcourent la France à la recherche d'archives, qu'ils photocopient et m'envoient à mon domicile. J'ai aussi reçu une centaine de pages manuscrites d'un ancien élève de la promotion 1947-1948²⁵ très désireux de transmettre cette mémoire, et décédé la semaine suivant son envoi. Enfin, l'association Amicale Energie, en me sollicitant pour la rédaction d'un article sur le Baptême électrique, paru en janvier 2016 dans la revue Amicale Energie diffusée à plusieurs milliers d'exemplaires, puis en m'invitant à prononcer une conférence lors de leur assemblée générale en avril, contribue largement à faire connaître mon travail et à prendre contact avec d'anciens élèves, enseignants ou directeurs de Gurcy.

Ce travail de conservation de la mémoire suscite une énergie et un enthousiasme inattendu et très large, et représente une véritable aventure humaine.

□ Le travail de recherche a été surtout rendu difficile par le peu de temps que je pouvais quotidiennement y consacrer, du fait de mes responsabilités professionnelles par ailleurs denses et des exigences dues à mon statut de mère de famille nombreuse. Aussi ai-je développé une méthodologie personnelle d'analyse des sources qui m'a permis d'optimiser mon temps et a accru mon efficacité. De plus, j'ai structuré le travail de mémoire en rapprochant ma démarche de celle d'une gestion de projet classique comme je le fais au titre de mes fonctions

²⁵ René RAULT-VERPREYS, 11^e promo

professionnelles. J'ai donc défini, en tenant compte du champ de contraintes qui me sont spécifiques, un plan d'action associé à un échéancier, des livrables finaux et intermédiaires, et développé une analyse de risques et d'impacts. En outre, la création du centre de Gurcy étant la résultante d'un faisceau d'acteurs et d'influences politiques ou morales, j'ai cartographié le réseau des acteurs ayant conduit à sa création, facilitant ainsi le travail ultérieur de structuration.

Pour la retranscription des entretiens, et la synthèse d'une partie des sources, je me suis beaucoup aidée d'un logiciel de reconnaissance vocale, « Dragon Naturally Speaking » V13, qui m'a permis un gain de temps considérable et une efficacité accrue, estimée d'un facteur trois.

POINTS CLÉS

La monographie de l'école de métiers de Gurcy-le-Châtel porte donc sur les deux points suivants:

- l'étude du centre de formation professionnelle de Gurcy-le-Châtel, en le plaçant dans le contexte de la formation professionnelle des ouvriers sur le plan national
- la construction de ce modèle d'éducation technique et humaine à la lumière des enjeux politiques et industriels propres à chaque période.

L'analyse est réalisée sur une base chronologique, en distinguant trois parties:

- 1940-1943: la genèse de la création de l'école et ses débuts chaotiques.
Le présent mémoire de Master 1 s'est concentré sur cette première période.
Le mémoire de Master 2 abordera les deux suivantes.
- 1943-1956: l'arrivée en 1943 du directeur Raymond Lambert marque une césure et amorce l'adaptation de l'école à des enjeux industriels
- 1956-1965: la transition vers le statut d'école de métiers en 1956 renforce son institutionnalisation et confirme son âge d'or qui se poursuit jusqu'au milieu des années 1960.

Les sources étudiées sont protéiformes: sources manuscrites, iconographiques, audiovisuelles, entretiens avec des anciens élèves ou professeurs, compte-rendu de

visite le cas échéant viendront opportunément compléter l'analyse. Il s'agit donc d'étudier exhaustivement l'ensemble des sources mises à notre disposition, et les mettre en perspective pour en tirer à la fois l'histoire institutionnelle de l'école de Gurcy, mais aussi l'histoire-mémoire telle qu'elle a été vécue par ses protagonistes.

Pour présenter cette première réflexion concentrée sur la période 1940-1943, nous évoquerons les conséquences induites par la débâcle et la volonté du régime de Vichy d'une Révolution Nationale qui s'appuierait sur la jeunesse. La débâcle induit un chaos qui renverse tous les équilibres, et crée un chômage inquiétant. Le secteur de l'électricité n'y échappe pas mais s'inscrira réactivement dans cette problématique. Cette étude a par ailleurs comme fil conducteur les contours de la formation professionnelle des ouvriers, champ historiographique peu étudié mais essentiel pour comprendre les motivations de la création d'un centre de formation professionnelle dédié. La préoccupation de la formation des ouvriers de l'industrie, son cadre législatif et sa mise en œuvre seront autant d'opportunités que saura saisir le Syndicat Professionnel des Producteurs et Distributeurs d'Énergie Électrique pour créer un centre à sa mesure. Enfin nous nous attarderons sur le faisceau d'acteurs et leurs influences à l'origine du centre de formation professionnel de Gurcy-le-Châtel avant d'en expliciter les aspects opérationnels.

1. LA FRANCE EN 1940: CHAOS ET VOLONTÉ DE RENOUVEAU

Le contexte de la création du centre de formation de Gurcy-le-Châtel doit être analysé précisément, car il s'entremêle avec la conjoncture politique, industrielle et sociale de la France de 1940. La rapidité avec laquelle le centre de formation est mis en place s'interprète dans un contexte de fracture et de regain d'une société nouvelle, dont la jeunesse est le vecteur.

1.1. LA RAISON DE LA DÉBÂCLE: UNE « MORALITÉ DÉCADENTE »

22 juin 1940: après à peine neuf mois de guerre, l'armistice est signé. Il a suffi de quelques semaines pour que l'Allemagne mette à terre, de manière fulgurante et inattendue, l'ennemi victorieux de 1918. Cette défaite, foudroyante, précède une débâcle militaire, civile et sociale. Elle saisit les esprits et jette un trouble considérable au sein d'une société en état de choc.

La France est à genoux: 120 000 morts, 200 000 blessés, 1 600 000 prisonniers en captivité en Allemagne, une économie paralysée. Le territoire est couvert de ruines: 500 communes sont en partie ou complètement détruites ; le volume de décombres s'évalue à environ 10 millions de mètres cubes, et s'étendent sur une portion du territoire bien plus étendue que les seuls Nord et Est de la première guerre mondiale. Presque toutes les communications sont coupées, en particulier les grandes lignes de chemin de fer au Nord d'une ligne Nantes- Poitiers-Lyon. Le réseau routier aussi est très dégradé²⁶.

Huit millions de français, soit un habitant sur cinq, se jettent spontanément sur les routes en juin 1940²⁷, dans un désordre apocalyptique. Cet exode diffuse sur l'ensemble du territoire une sensation de chaos, alors même que le désordre était concentré, vingt ans auparavant, sur deux régions seulement.

Ce chaos entraîne rapidement une fracture profonde au sein du pays, celle-ci est largement exploitée par le nouveau régime, non seulement pour justifier l'arrêt des

²⁶ D BARJOT. « L'industrie française des travaux publics (1940-1945) ». In: *Histoire, économie et société*, 1992, 11^e année, n°3. Stratégies industrielles sous l'occupation. pp. 415-436.

Au total, ce sont 130 km de voies, 542 ouvrages d'art et 43 postes d'aiguillage qui sont hors d'usage. Sur la route, 250 km de sections nationales ou secondaires sont impraticables, et 2500 ponts détruits

²⁷ Dont par exemple André SANNIER, 28^e promotion.

combats mais aussi pour souligner la nécessité d'une rupture avec l'ordre ancien par la restauration d'un État autoritaire qui mettra fin à la « déliquescence sociale ». La montée en puissance du Maréchal Pétain est proportionnelle au désarroi des Français; son attitude réactive rassure: dès le 10 juillet, par un Acte constitutionnel, il fait abroger la constitution de la III^{ème} République et devient chef de l'État²⁸. En s'interrogeant sur les causes du désastre, il accable les responsables de l'ancien régime: « la France a connu, il y a quatre mois, l'une des plus grandes défaites de son histoire. Cette défaite a de nombreuses causes, mais toutes ne sont pas d'ordre technique. Le désastre n'est, en réalité, que le reflet, sur le plan militaire, des faiblesses et des tares de l'ancien régime politique.²⁹ »

Selon Vichy, leur attitude désinvolte, jouissive, a causé l'affaiblissement puis la perte du pays. Cette « décadence », terme abondamment évoqué par Vichy, est aussi morale: « l'esprit de jouissance l'a emporté sur l'esprit de sacrifice. On a revendiqué plus qu'on a servi. On a voulu épargner l'effort; on rencontre aujourd'hui le malheur » dira le Maréchal, deux jours avant l'armistice.

Les corps d'armée français sont dissous, et le territoire est divisé en deux zones. La zone Nord est immédiatement envahie, la zone Sud jouit d'une liberté relative, jusqu'en novembre 1942 où elle sera entièrement occupée. La convention d'armistice prévoit également la reddition des troupes françaises, et la création d'une armée réduite à 100 000 hommes destinée au seul maintien de l'ordre en zone libre.

L'ensemble de ces éléments de contexte -la « décadence de l'ordre moral » et la nécessité d'une « régénérescence » tant morale que physique, la séparation du territoire en deux zones sous un mode d'administration différente - auront des impacts importants sur la genèse de l'école de Gurcy.

²⁸ « *L'Assemblée nationale donne tous pouvoirs au Gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du Maréchal Pétain, à l'effet de promulguer par un ou plusieurs actes une nouvelle constitution de l'État français. Cette constitution devra garantir le droit du travail, de la famille, de la patrie.* » Cet article recueille 566 voix pour, 80 contre, 20 abstentions ²⁹ discours du 11 octobre 1940

1.2. LA NÉCESSITÉ D'UN RENOUVEAU: LA RÉVOLUTION NATIONALE SE VEUT UNE RÉVOLUTION CULTURELLE

La défaite est présentée comme une opportunité salubre pour reconstruire une société vierge des défauts qui ont conduit à la dislocation générale. La proposition du Maréchal est une refonte totale des bases du pays « C'est sur cet amas de ruines qu'il faut, aujourd'hui, reconstruire la France. (...) L'ordre nouveau est une nécessité française³⁰. » Cet ordre nouveau, ce programme régénérateur qui redonnera à la France toute sa flamboyance passée, tient en deux mots: la « Révolution Nationale ». Il s'agira ainsi de rétablir les valeurs fondatrices et traditionnelles du pays. Parmi celles-ci, la valeur du travail manuel, la célébration du monde rural, la glorification d'un corps robuste prêt à servir.

Ainsi que l'écrit Henry Rousso³¹, la Révolution Nationale ne peut se réduire à un slogan vide de sens, et constitue un projet à part entière, un corps de doctrine, mais aussi un horizon de l'action publique. Elle est un projet global pour l'État et la société et se dresse « contre un ordre périmé³² ». Cette utopie nationale a-t-elle pour autant fasciné les Français? Yagil Limore l'affirme, mais le débat reste entier³³. Quoiqu'il en soit, c'est bien la volonté du gouvernement que de mettre en place un faisceau d'actions avec une ligne conductrice: la régénérescence de l'homme nouveau.

2. LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE EN 1940

Après la débâcle, l'ensemble du pays est complètement désorganisé. Certes, d'après le Maréchal, la cause serait morale, néanmoins les dysfonctionnements concernent tous les secteurs de l'économie. Les cartes sont rebattues partout, et les principes séculaires sont mis à mal. Dans le secteur de l'électricité, la répartition jusqu'ici naturelle des outils de production, et des modes de consommation sont renversés.

³⁰ discours du 11 octobre 1940

³¹ H ROUSSO, directeur de recherche au CNRS à l'Institut d'histoire du temps présent, dont il a été directeur de 1994 à 2005. *Vichy. L'événement, la mémoire, Histoire*, Gallimard, 2001

³² déclaration de Pétain à la presse américaine, 22 août 1940

³³ JJ BECKER. Y LIMORE, « L'homme nouveau et la Révolution nationale de Vichy (1940-1944) ». In: *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°58, avril-juin 1998. pp. 187-188

2.1. PRODUCTION ET CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ

2.1.1. Le paysage de l'électricité avant-guerre: une production équilibrée entre charbon et barrages, et une faible consommation

Jusqu'à la période d'entre deux guerres, les moyens de production d'électricité sont répartis à parts égales entre le charbon, qui alimente des centrales thermiques toujours plus puissantes, situées dans le Nord et L'Est du territoire, et la production hydraulique des barrages (la « houille blanche »), situés majoritairement dans la partie Sud.

L'interconnexion du réseau de transport à haute tension français, qui couvre 3000 km de lignes sur l'ensemble du territoire, est réalisée en 1938, soit l'année du programme dit « plan des 3 milliards », qui encourage et finance usines et équipements pour favoriser le potentiel hydroélectrique du territoire. Cette interconnexion est un atout majeur et un gage de modernité, et permet au pays d'importer seulement le tiers de ses besoins en charbon. En 1939, le réseau électrique couvre ainsi les quatre cinquièmes du territoire³⁴. La densité du réseau électrique français est la plus importante au monde: elle représente 20 000 km de lignes pour une surface de 1000 km², soit quatre fois supérieure à celle des États-Unis.

Néanmoins l'équilibre entre production et consommation n'est pas assuré: au seuil de la deuxième guerre mondiale, la France est un pays qui consomme peu d'électricité³⁵. Dans les régions rurales, nombreuses sont les habitations qui n'en sont pas équipées. La crise des années 1930 et la guerre ralentissent encore l'électrification du pays³⁶. L'électricité n'a pas complètement achevé sa mutation du statut de « fée » vers celui de « servante ». ³⁷

³⁴ alors qu'en Grande-Bretagne, il n'en couvre qu'un tiers

³⁵ La consommation par habitant par contre est l'une des plus basses des pays industrialisés: elle est en France de 433 kWh, 500 Grande-Bretagne, 696 en Allemagne, 1118 aux États-Unis, et 1633 kWh par habitant en Suisse, soit 4 fois supérieure à la consommation française.

³⁶ DVD édité pour les 70 ans d'EDF « EDF, 70 ans intensément », Épisode 1

³⁷ A. BELTRAN *la fée et la servante*, Paris, Belin, 2000

2.1.2. Une conséquence du chaos de la guerre: la désorganisation du réseau

Lors du partage du territoire français et de l'annexion partielle de l'Est du pays (Moselle, Haut Rhin, Bas Rhin) en 1940, la production d'électricité et son pendant la consommation sont bouleversées. En effet, l'importation de charbon est désormais impossible, et l'accaparement de la production de charbon du Nord et du Pas de Calais par la puissance occupante rendent difficile l'alimentation en houille des centrales thermiques. De plus, la destruction des voies de chemin de fer et des gares de triage asphyxie l'alimentation en combustible des centrales.

Enfin, l'Allemagne exige la croissance de la production industrielle en priorisant l'industrie de l'armement, et cette production doit être alimentée en énergie³⁸.

Commence alors une période de grande pénurie de la production d'électricité, qui, malgré un sursaut en 1942-1943³⁹, se pérennise tout au long de la guerre: la production d'électricité baisse ainsi de 8,6 milliards de kWh en 1938 à 7,3 milliards en 1941. Sur la seule région parisienne, la consommation chute de 2,5 milliards de kWh en 1938 à 1,9 en 1944, soit une diminution du quart de la consommation en 5 ans.

Les modes de production, les conséquences dramatiques du bouleversement des équilibres de production/consommation pendant la guerre, les modes de consommation, ont été largement étudiés par Alain Beltran. Il souligne l'importance de la pénurie d'énergie pendant la guerre, la santé fragile des multiples sociétés de production, la difficulté due à la coupure des lignes et à leur sabotage. Ainsi, écrit-il, en 1944, les sabotages sur les lignes de transport avaient-elles complètement isolé

³⁸ « La situation depuis le commencement du mois est une situation de détresse. Ce n'est pas que le charbon manque, mais on ne peut l'expédier des mines du Nord et le débit en provenance des Mines du Centre et du Midi est insuffisant. D'autre part les apports d'énergie hydraulique sont très réduits en raison des coupures de lignes d'interconnexion » écrit le Comité de Contrôle de l'Office Charbonnier des Secteurs Électriques le 12 mai 1944. BELTRAN Alain. « Les entreprises d'électricité (production thermique) ». In: *Histoire, économie et société*, 1992, 11^e année, n°3. Stratégies industrielles sous l'occupation. pp. 437-443.

³⁹ MORSEL Henri. « De la pénurie à la stratégie ou l'organisation de l'énergie électrique sous l'Occupation en France ». In: *Histoire, économie et société*, 1992, 11^e année, n° 3. Stratégies industrielles sous l'occupation, sous la direction de Dominique Barjot. pp. 455-462

la région parisienne des ressources hydroélectriques des Alpes et du Massif Central⁴⁰.

De surcroît, la démographie de la tranche d'âge apte à travailler est réduite alors même que les moyens de production nécessitent de nombreux ouvriers.

2.2. L'ORGANISATION DU SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ: UNE MULTITUDE D'ENTREPRISES AUTOUR D'UN SYNDICAT PROFESSIONNEL

Au début du siècle, de nombreuses sociétés privées saisissent l'opportunité d'investir le secteur nouvellement porteur de la production, du transport et de la distribution d'électricité: après une introduction discrète vers 1920 les salons des appartements bourgeois, l'électricité conquiert, après-guerre, le statut de bien d'utilité générale⁴¹.

Vers la fin des années 1930, deux cent entreprises privées assurent la production d'électricité, une centaine le transport et plus de mille la distribution d'électricité, soit au total près de 1400 entreprises privées coexistent et assurent la production, le transport, et la distribution d'électricité et de gaz sur tout le territoire.

Les années 1920 marquent le début d'une période de concentration des groupes d'électricité qui ont les moyens d'investir dans des outils de production de capacité croissante. De grands groupes à vocation régionale émergent. Au Nord, le plus important est celui d'Ernest Mercier, le « french technocrat », qui concentre les plus grosses centrales de la région parisienne⁴² et comporte de multiples sociétés.

2.2.1. Le Syndicat Professionnel des Producteurs et Distributeurs d'Énergie Électrique

Pour gérer cette multiplicité et optimiser la concentration, en 1919 est créée « l'Union de l'électricité », et les sociétés privées de production et de distribution

⁴⁰ A BELTRAN, R FRANCK, H ROUSSEAU *La vie des entreprises sous l'Occupation: une enquête à l'échelle locale*, Paris, Belin, 1994

⁴¹ A BELTRAN, M RUFFAT *Culture d'entreprise et histoire*, Paris, Ed d'organisation, 1991

⁴² dont celle de Gennevilliers (350 MW) et de Vitry (500 MW)

d'électricité trouvent une communauté d'intérêts dans la création d'un Syndicat professionnel: le « Syndicat Professionnel des Producteurs et Distributeurs d'Energie Électrique ».

Ce Syndicat professionnel coordonne les entreprises adhérentes et se fait leur porte-parole⁴³. À ce titre, il transpose la politique publique vers le secteur de l'électricité. Il aura la perception visionnaire d'une opportunité à saisir pour permettre au secteur de disposer de personnel ouvrier formé, sur la base d'un investissement limité. Il sera en particulier appelé à jouer le rôle principal dans la décision de mise en place du centre du Gurcy-le-Châtel et dans le recrutement des élèves au sein des sociétés adhérentes.

2.2.2. La Compagnie Parisienne de distribution d'Électricité (CPDE)

À la fin du XIXe siècle, dans la perspective de l'exposition universelle de 1889, le Conseil municipal de Paris décide la création d'un réseau de distributeurs d'électricité et divise géographiquement la capitale en six « secteurs » et délègue l'exploitation de chaque secteur à une concession. Les six concessions sont successivement renouvelées par la ville de Paris jusqu'en 1908. À cette date, elles sont unifiées et la distribution est confiée à l'Union des secteurs⁴⁴. L'objectif est l'unification du réseau et l'optimisation de production, du transport et de la distribution d'électricité.

Cette unification précède la création de la Compagnie Parisienne de Distribution d'Électricité (CPDE), filiale du puissant groupe Mercier, fin 1913. La distribution de l'électricité et du gaz est confiée alors par la ville à la seule CPDE, jusqu'à la nationalisation de l'électricité et la création d'EDF en 1946. La CPDE rendra possible la création de l'école de Gurcy en se portant acquéreur du domaine.

⁴³ J.M. HUGUET *Chronique d'histoire de la formation professionnelle à EDF*,p17

⁴⁴ qui exclut le quartier des Halles, directement exploité par la ville

3. LA MYSTIQUE DE LA JEUNESSE SOUS VICHY

La littérature qui évoque la jeunesse sous Vichy est foisonnante, significative en tout cas de l'importance de cet acteur pour le projet de Vichy. L'historiographie converge sur le constat que les expérimentations autour de la jeunesse, associées au courant contemporain du catholicisme social ont contribué à créer un esprit très fécond.

3.1. UN PROJET DE JEUNESSE NOUVELLE

En parallèle à la désignation des fauteurs de trouble qui ont toute responsabilité dans la défaite, le régime désigne rapidement l'acteur principal de cet ordre nouveau: la Jeunesse de France. Vierge de toute responsabilité dans la défaite, aux antipodes de la jeunesse d'avant-guerre, veule, adonnée aux plaisirs, élevée dans la perversion du sens moral, elle incarne la relève salutaire d'une France assainie.

Dès les premières semaines, le Maréchal souligne ce rôle majeur qu'il veut lui accorder: *« parmi les victimes des circonstances de la guerre, la jeunesse est particulièrement l'objet de notre souci. Adolescents séparés de vos familles, jeunes démobilisés incertains du lendemain, je m'associe à vos tristesses et à vos inquiétudes: vous êtes l'avenir de la France nouvelle. C'est sur vous que repose l'avenir. Ayez confiance, nous vous aiderons ⁴⁵ »*

Cette mystique de la jeunesse est un fondement de la Révolution Nationale, et sera une priorité absolue pour le gouvernement de Vichy. La Jeunesse fera l'objet de toutes les attentions, non seulement de Vichy, mais des organisations catholiques et associations: elle est l'opportunité d'un bouillonnement et chaque domaine y voit son renouveau.⁴⁶ Ainsi, les perceptions autour de ce regain patriotique par la jeunesse sont-elles fortement hétérogènes et l'organisation de cette jeunesse fera polémique: jeunesse unie n'est pas jeunesse unique⁴⁷.

⁴⁵ discours Pétain du 13 août 1940

⁴⁶ P GIOLITTO, *Histoire de la jeunesse sous Vichy*, Paris, Belin, 1991. Historien spécialiste de l'enseignement, montre ainsi que la jeunesse est largement convoitée par plusieurs camps, notamment l'Église, qui souhaite garder la mainmise sur l'école privée et les organisations catholiques de jeunesse, telles les JOC, JEC, JAC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne, Jeunesse Étudiante Chrétienne, Jeunesse Agricole Catholique)

⁴⁷ J COTILLON. « Jeunesses maréchaliste et collaborationniste dans la France de Vichy ». In: *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°74, 2004. Il insiste sur la diversité des courants, des formes d'engagement, des structures et mouvements qui rassemblent la jeunesse.

Une marque commune des actions relatives à la jeunesse (structuration légale, regroupements, enseignement), est l'imprégnation d'une conscience sociale et d'un profond anti-intellectualisme. Les actions autour de la jeunesse, notamment l'enseignement, se veulent ancrées dans le réel, au plus près du terrain, de la pratique, de la terre aussi. Ce point marquera les principes fondateurs de Gurcy, qui saura retourner ces origines à son avantage.

3.2. LES ACTIONS PRIORITAIRES VERS LA JEUNESSE: RÉNOVATION DE L'ENSEIGNEMENT ET MOUVEMENTS DE JEUNESSE

L'État Français reprend en main la jeunesse dans toutes ses composantes. À peine deux mois après l'armistice, on annonce déjà une réforme de l'école en renforçant le contrôle sur les instituteurs qui auraient failli dans leur mission d'éducateurs. Les programmes sont rapidement révisés et on met en place des enseignements nouveaux. Il s'agit de redonner à la jeunesse « *courage et santé* ». Une priorité nouvelle est donnée à la pratique sportive par de nouvelles instructions officielles en juin 1941⁴⁸: quatre à cinq heures par semaine sont consacrées aux sports de plein air. Les travaux manuels occupent une place bien plus importante, et les enseignements sont de façon générale « *désintellectualisés* », la théorie est systématiquement complétée par des enseignements pratiques et manuels.

Les nouveaux concepts se diffusent aussi vers les enfants plus âgés. Les « mouvements de jeunesse » sont une réponse à l'encadrement, et à la reformation morale et physique de toute une tranche d'âge. Rapidement, dès l'été 1940, le gouvernement fait créer des mouvements de jeunesse ou soutient des mouvements existants⁴⁹.

⁴⁸ Maréchal Pétain, Appel du 15 août 1940 « *Nous ne devons jamais perdre de vue que le but de l'éducation est de faire de tous les Français des hommes ayant le goût du travail et l'amour de l'effort. Leur idéal ne doit plus être la sécurité d'un fonctionnarisme irresponsable, mais l'initiative du chef, la passion de l'œuvre et de sa qualité. Restituer dans toute leur plénitude ces vertus d'homme, c'est l'immense problème qui se pose à nous. La formation d'une jeunesse sportive répond à une partie de ce problème. Les projets actuels du Ministre de la Jeunesse visent à rendre à la race française santé, courage, discipline.* »

⁴⁹ messages du 13 août 1940 « les mouvements de jeunesse seront maintenus, et complétés par des initiatives nouvelles »

Ainsi, les Scouts de France⁵⁰ et les mouvements d'Action Catholique ont été maintenus. Le premier reçoit rapidement l'agrément de l'État: leurs buts, leurs valeurs sont proches de ceux de la Révolution Nationale: esprit d'équipe au travers de jeux collectifs, courage pour effectuer les travaux manuels, valeurs de solidarité et vie au grand air. Par ailleurs, leur fondateur Baden Powel⁵¹ attache de l'importance au concret et méthodes actives⁵² « *il ne s'agit pas tant d'enseigner que de mettre le garçon en état d'apprendre* ». Lorsque nous aborderons le faisceau d'acteurs qui a contribué à la fondation de l'école de Gurcy, nous verrons que leur point commun, qu'ils soient issus du Secrétariat Général à la jeunesse, du Comité Sully, ou qu'ils soient représentants hiérarchiques au centre, est d'avoir eu une responsabilité dans le mouvement scout. Imprégnés d'idéal social, conscients de leur responsabilité auprès de la jeunesse, ils sont mûs par un même élan.

Attardons-nous sur un autre mouvement de jeunesse, pourtant absent en zone Nord, mais dont les valeurs et l'état d'esprit se rapprochent aussi de celui de Gurcy.

Dès juillet 1940, les cadres des mouvements de jeunesse (scouts pour un tiers d'entre eux, Association catholique des jeunesse françaises etc.) constatent que ceux-ci ne regroupent que 10 à 15% des jeunes de France, de milieu essentiellement bourgeois. Pour parer à l'inoccupation des autres jeunes, une cinquantaine de cadres se réunissent autour Henry Dhavernas (justement Commissaire général des Scouts de France⁵³) à 15 km de Vichy⁵⁴, pour définir la structure et les principes directeurs d'un nouveau mouvement de jeunesse. Ce sera « les Compagnons de France ». L'association est agréée par le Secrétariat Général

⁵⁰ le plus ancien mouvement de jeunesse, fondé en 1908 par un général anglais, Lord Baden-Powel. Il arrive en France en 1911 et connaît un grand succès après la Grande Guerre. Leur nombre serait, d'après P GIOLITTO, de 40 000 en 1939 et 160 000 en 1944; 100 000 en 1944 d'après A. PROST ⁵¹ Lord BADEN POWELL, *Scouting et Youth movements*

⁵² les méthodes actives sont des méthodes pédagogiques dans lesquels l'élève est acteur de son apprentissage. Il découvre lui-même les concepts par l'expérience et l'interrogation

⁵³ déclaré inapte au service militaire, Henry DHAVERNAS est frappé, après la débâcle, par le spectacle de l'oisiveté forcée des adolescents qui, faute d'emploi, végètent chez eux ou dans des centres de réfugiés, alors que les besoins sont partout immenses.

⁵⁴ dans la forêt de Randan.

à la jeunesse le 20 juin 1941⁵⁵. Le mouvement est chargé de mettre en œuvre les principes de la Révolution Nationale dans les milieux ouvriers et ruraux, et de dispenser aux jeunes de 15 ans à 20 ans une formation physique, professionnelle et morale⁵⁶.

Leur quotidien, nous apprend P.Nord⁵⁷, est rude: le réveil à 6h30 précède six heures de travail, montée des couleurs matin et soir et veillées ou débats autour de feux de camp. Le travail est organisé par équipe autour de chantiers d'utilité publique tels que terrassement, adduction d'eau, déforestation, participation aux travaux des champs. Ils construisent des stades pour la pratique de l'éducation physique et participent, au titre du Secours National⁵⁸, à une œuvre d'entraide auprès des plus déshérités. Par ailleurs, les Compagnons de France pratiquent la méthode dite « naturelle » en éducation physique autour de l'hébertisme-nous détaillerons cette notion plus loin-. Ils organisent des activités culturelles, des chorales, des regroupements sportifs. Outre les activités physiques, ils insufflent des qualités supposées avoir fait défaut pendant l'époque de la IIIe République, un faisceau de valeurs telles que la valeur de l'effort et la vertu du travail manuel, l'esprit d'équipe, au final, une forme d'« *esprit scout* » ainsi qu'évoqué par P Nord. L'uniforme (béret bleu, cravate, chemise, short ou des knickers), et le port d'un blason (le coq) sur la poche de la chemise marquent leur appartenance au mouvement. Cette association, qui reçoit, tout comme les Scouts, des subventions généreuses de Vichy, bénéficie d'un grand succès: en moins d'un trimestre, plus de 16 000 jeunes, souvent de condition modeste, se déclarent volontaires et 230 chantiers sont ouverts

Ces deux mouvements de jeunesse, Scouts de France et Compagnons de France ont un projet éducatif similaire pour la jeunesse, autour de la construction de vertus éducatives fondamentales⁵⁹. Pour renforcer la cohésion du groupe, les deux mouvements portent un uniforme et possèdent un blason. Par ailleurs, les Scouts

⁵⁵ Décision déposés le 14 décembre 1940 puis modifiés le 18 mai 1941 DJH/1906. J.O du 14 août 1940, p. 4698. Les statuts de cette association loi 1901 sont

⁵⁶ rapport d'inspection générale du 6 décembre 1941, commenté par les Archives Nationales de Pierrefitte. F44/54, au sein du Fonds « Compagnons de France » ref.F/44/77-F/44/95

⁵⁷ P NORD, « Vichy et ses survivances: les Compagnons de France », *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 2012/4 (n° 59-4), p. 125-163

⁵⁸ créée en 1914, cette organisation obtient en 1940 le monopole de la collecte privée des fonds, qu'elle redistribue vers les associations caritatives.

⁵⁹ telles que l'apprentissage d'une vie en groupe; le don de soi dans l'effort; une formation physique poussée qui puisse permettre des actions énergiques au service des citoyens et de la Nation

comme les Compagnons de France attachent une grande importance à la formation du personnel encadrant.

Nous verrons, à l'analyse des premières années de l'école de Gurcy, que le rapprochement est inéluctable.

À noter que ces deux mouvements sont très différents des Chantiers de la jeunesse, qui leur sont pourtant contemporains⁶⁰. Ceux-ci, même s'ils cultivent des valeurs morales communes, ont une organisation plus militaire et surtout un caractère obligatoire⁶¹. La contrainte d'un stage de six puis huit mois sans finalité éducative s'opposerait a priori à toute tentative de rapprochement avec les valeurs de Gurcy. Néanmoins, nous le verrons, certaines influences et pratiques lui sont communes.

3.3. L'INSTITUTIONNALISATION DE CETTE PRIORITÉ: LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL À LA JEUNESSE

Pour structurer ce rôle prioritaire de la Jeunesse dans le relèvement de la France, le Gouvernement de Vichy crée, en juillet 1940⁶², soit à peine un mois après l'armistice, un organisme spécialement chargé de coordonner les actions spécifiques à la jeunesse: le « Secrétariat Général à la Jeunesse ».

Ce Secrétariat connaît des réorganisations successives, qui marquent certes son autonomie croissante d'action et de décision, mais qui sont significatives d'une relative désorganisation politique: il est créé au sein du Ministère de la Famille et de la Jeunesse, mais les domaines « famille » et « jeunesse » sont séparés dès septembre 1940 et le « Secrétariat Général à la Jeunesse » est rattaché au Secrétariat d'État à l'Instruction publique et à la Jeunesse⁶³.

⁶⁰ Loi du 30 juillet 1940 relative au séjour dans des groupements de jeunesse des jeunes gens incorporés les 8 et 9 juin 1940, art 3 du JO du 1er août 1940 p. 4 605. Ils prendront en septembre 1940 le nom de « chantiers de jeunesse ». cotes 20130073/1-20130073/609, Archives Nationales de Pierrefitte-sur-Seine, Dès le 1er août 1940, les premières jeunes recrues sont affectées, pour une durée de six mois, aux « Groupement des jeunesses françaises », qui dépendent de la direction de la Jeunesse du ministère de la Jeunesse et de la Famille.

⁶¹ Salle des inventaires virtuelles des Archives Nationales https://www.siv.archivesnationales.culture.gouv.fr/siv/rechercheconsultation/consultation/ir/consultation/IR.action?udld=root&conslr=&ird=FRAN_IR_000881&frontlr=&auSeinIR=false et A HUAN, F CHANTEPIE, JR OHEIX *Les chantiers de la jeunesse, 1940-1944: une expérience de service civil*, Nantes, Opéra Éditions, 1998

⁶² loi du 15 juillet 1940

⁶³ loi du 6 septembre 1940

En novembre, la structure est rattachée directement à la Présidence du Conseil, signe de sa montée en puissance⁶⁴. Enfin, la loi du 8 janvier 1941 consacre le rattachement définitif du Secrétariat général à la Jeunesse au Secrétariat d'État à l'Instruction publique⁶⁵.

Pour coordonner les actions, le Secrétariat Général à la Jeunesse dispose de moyens croissants: 40 délégués régionaux et presque 200 adjoints sur toute la France en février 1941, soit quatre fois plus qu'en novembre 1940, à peine trois mois plus tôt.

Le premier président du Secrétariat Général à la Jeunesse, en septembre 1940, est Georges Lamirand, admirateur déclaré du maréchal Lyautey, d'ailleurs président d'honneur des Scouts de France. À sa suite, il écrira son attachement au « *rôle social de l'ingénieur* »⁶⁶.

Ce Secrétariat Général à la Jeunesse⁶⁷ sera appelé à jouer un rôle significatif dans l'histoire de Gurcy: les acteurs institutionnels imposent l'enjeu des centres de formation professionnelle.

4. UNE CONSÉQUENCE DE LA DÉBÂCLE: LE CHÔMAGE DES JEUNES

La jeunesse est le terreau de la France de la Révolution Nationale. Néanmoins, le nouveau régime doit parallèlement faire face au problème d'un chômage endémique. Comment concilier ces deux problématiques ?

4.1. L'AMPLEUR ET LES DANGERS DU CHÔMAGE DES JEUNES

Tandis qu'après l'armistice, la France compte plus de 1,6 million de prisonniers de guerre et une population active estimée à 20 millions, le nombre des demandeurs

⁶⁴ loi du 1er novembre 1940

⁶⁵ ses prérogatives sont modifiées jusqu'à leur définition précise en janvier 1942.

⁶⁶ Lyautey était convaincu de la mission éducatrice et sociale de l'officier. À sa suite Georges Lamirand écrit en 1932 *le social de l'ingénieur: scènes de la ville d'usines*. Préfacé par Lyautey lui-même, il insiste sur la nécessaire action sociale (et religieuse) du cadre, et son rapprochement avec les ouvriers. Il inspire Ernest Mercier, et assiste Raoul Dautry, ministre de l'armement au début de la guerre.

⁶⁷ inventaire des archives du Secrétariat Général à la Jeunesse (1940 - 1944) Archives Nationales, cote F/44/1-F/44/36 (salle des inventaires virtuels)

d'emplois est évalué au chiffre considérable d'un million de français.⁶⁸ Parmi eux, cent mille jeunes recrues, démobilisées depuis la clause d'armistice qui a supprimé le service militaire, se retrouvent brutalement sans occupation. Ces jeunes gens se retrouvent désœuvrés, jetés par la débâcle sur le pavé des villes ou les chemins de l'exode.

⁶⁸ dont 800 000 chômeurs secourus. D BARJOT *L'industrie française des travaux publics (1940-1945)*. In: Histoire, économie et société, 1992, 11^e année, n°3. Stratégies industrielles sous l'occupation. pp. 415-436 et SAUVY A la vie économique des Français de 1939 à 1945, Paris, Flammarion, 1978, pp 172-178. Le chiffre est cohérent avec l'analyse de N TERROT, *Histoire de l'éducation des adultes en France*, Paris, l'Harmattan, 2000, p183

⁶⁹ B CHARLOT B, M FIGEAT, *Histoire de la formation des ouvriers 1789-1984*, Paris, Minerve, 1985

⁷⁰ P GIOLITTO, *Histoire de la jeunesse sous Vichy*, Paris, Belin, 1991

Le nombre total des jeunes sans qualification se retrouvant inoccupés est difficile à évaluer, mais B Charlot et M Figeat estiment à 270 000 garçons et autant de filles qui se retrouvent au chômage ou inoccupés ⁶⁹. Dans la seule capitale, 35 000 jeunes chômeurs errent ainsi, en proie à la délinquance et aux débordements⁷⁰.

Il devient urgent d'occuper cette jeunesse, qui risque de glisser vers le chapardage, l'oisiveté et la paresse, à l'opposé des valeurs morales de droiture et d'ordre qui sont justement la priorité du nouveau gouvernement.

4.2. L'URGENCE D'UNE STRUCTURATION NATIONALE

Les pouvoirs publics craignent les conséquences néfastes du désœuvrement de cette population qui peut rapidement basculer dans la délinquance. Il est urgent de les encadrer et de les occuper pour éviter d'éventuels débordements lourds de conséquences. Or il n'existe pas, en 1940, de structure dédiée, hormis les mouvements de jeunesse, dont certains, on l'a vu, sont créés en hâte à l'été 1940. De plus ces mouvements ne sont autorisés qu'en zone Sud, libre. En zone Nord, aucune structure formelle d'encadrement n'est à même d'accueillir et gérer ces jeunes.

Le 25 septembre 1940, Georges Lamirand est nommé secrétaire général à la jeunesse, et à l'automne de cette même année, le gouvernement affirme sa volonté de prendre à bras le corps le problème du chômage des jeunes en confiant officiellement la lutte contre le chômage de jeunes de 14 à 21 ans au tout nouveau

⁶⁸ dont 800 000 chômeurs secourus. D BARJOT *L'industrie française des travaux publics (1940-1945)*. In: Histoire, économie et société, 1992, 11^e année, n° 3. Stratégies industrielles sous l'occupation. pp. 415-436 et SAUVY A la vie économique des Français de 1939 à 1945, Paris, Flammarion, 1978, pp 172-178. Le chiffre est cohérent avec l'analyse de N TERROT, *Histoire de l'éducation des adultes en France*, Paris, l'Harmattan, 2000, p183

⁶⁹ B CHARLOT B, M FIGEAT, *Histoire de la formation des ouvriers 1789-1984*, Paris, Minerve, 1985

⁷⁰ P GIOLITTO, *Histoire de la jeunesse sous Vichy*, Paris, Belin, 1991

Secrétariat Général à la Jeunesse, par la loi du 28 novembre 1940⁷¹. Il crée le 9 décembre une structure publique, le « Commissariat au chômage des jeunes », pour l'assister dans cette prise en charge globale du problème et la gestion opérationnelle.⁷² Celui-ci se veut un appui au Secrétariat général en « *aidant et contrôlant, au point de vue administratif, financier et technique les organismes créés conformément aux directives du Secrétariat Général à la Jeunesse pour lutter contre le chômage des jeunes de quatorze à vingt et un ans, en assurant leur formation professionnelle et leur éducation physique et civique* ». La marge de manœuvre du Secrétariat à la jeunesse est importante: il a toute latitude pour « *créer ou organiser toute institution pouvant contribuer à la lutte contre le chômage des jeunes* ».

Voici donc le vœu pieux de réponse à ce chômage endémique: structurer l'organisation de la lutte contre le désœuvrement des jeunes par une approche complète, qui englobe éducation professionnelle, morale et physique.

La réalité sera plus chaotique, néanmoins les bases institutionnelles des structures de formation professionnelle sont jetées.

5. LE PAYSAGE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES OUVRIERS: CARENCE DU CONTEXTE LÉGISLATIF

L'histoire de la création de l'école de Gurcy-le-Châtel s'inscrit absolument dans le paysage de la formation professionnelle des ouvriers en 1940. En effet, c'est bien parce que l'offre de formation professionnelle au métier spécifique d'électricien est quasiment inexistante que les sociétés du secteur de l'électricité sont très mobilisées pour créer une formation adaptée à leurs besoins. De plus, nous verrons que le contexte de création des premiers centres de formation professionnelle, leur tutelle ministérielle, leur pédagogie et même la formation de leurs maîtres posent les premiers jalons de l'organisation.

⁷¹ loi du 28 novembre 1940 « *confiant au Secrétariat d'état à la présidence du conseil (Secrétariat Général à la Jeunesse) l'organisation de la lutte contre le chômage des jeunes gens de 14 à 21 ans* » (JO CRF du 29 novembre, p 5874)

⁷² loi du 9 décembre 1940. (JORF du 20 décembre 1940, p 6186). L'article 1 précise que les prérogatives du Commissariat au chômage des jeunes sont « temporaires », tout comme le problème de l'inoccupation des jeunes

Or l'historiographie de la formation professionnelle des ouvriers est un champ qui reste à explorer. Ainsi que le mentionne le compte rendu d'une journée d'étude dédiée à la formation technique des ouvriers⁷³, l'historiographie de la formation des ingénieurs est bien plus documentée que celle des ouvriers.

5.1. LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES OUVRIERS JUSQU'EN 1940: UN DÉSERT

Si la formation des ingénieurs et agents de maîtrise est assurée par un enseignement technique de qualité, celle des ouvriers est peu structurée, du moins institutionnellement⁷⁴. En réalité, jusqu'en 1940, les écoles techniques sont réservées à quelques secteurs vitaux, et évoluent dans un cadre résolument libéral⁷⁵, tandis que la masse se trouve face à une formation largement insuffisante. L'intervention publique se concentre sur les incitations financières, et laisse au patronat l'initiative du contenu et de la formation.

L'avènement de la guerre, les conséquences liées au chômage, la crise démographique font basculer la politique publique vers un interventionnisme accru, mais toujours accompagné par les secteurs industriels les plus dynamiques. L'historiographie s'accorde d'ailleurs d'une même voix pour reconnaître la plus-value apportée par Vichy dans le paysage désolé de la formation professionnelle des jeunes ouvriers.

⁷³ 30 mai 2013, à Belfort « *cultures et formations techniques des ouvriers des techniciens du 17^e au 20^e siècle* »

⁷⁴ A PROST, *L'enseignement en France 1800 1967*, Armand Colin, 1968

⁷⁵ L'organisation des jurys de CAP relève de la compétence des départements, et les Comités départementaux de l'enseignement technique sont chargés d'accorder des exemptions de taxes d'apprentissage et d'agrèer les cours professionnels. L'organisation, locale, est largement pilotée par les notables locaux.

5.1.1. La formation des ouvriers jusqu'au début de la guerre: le seul cadre de la loi Astier

Depuis la fin du XIXe siècle⁷⁶, le parcours scolaire de la majorité des enfants s'achève à 14 ans en fin d'école primaire. A la veille de la seconde guerre mondiale, la moitié seulement d'entre eux passe avec succès l'examen suprême du certificat d'études primaires, passeport vers la vie active. Ceux qui poursuivent leurs études intègrent une école primaire supérieure (EPS) ou des cours complémentaires.

Parmi eux, les meilleurs élèves qui souhaitent ensuite se diriger vers un métier technique passent le Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP)⁷⁷ ou le Certificat d'Études Pratiques, souvent après avoir fait une des Écoles Pratiques de Commerce et d'Industrie (EPCI) qui font suite aux EPS⁷⁸. Les EPCI s'adressent à une proportion réduite de la population⁷⁹ d'élèves pour former plutôt des contremaîtres, agents de maîtrise ou fonctionnaires que des ouvriers. Au final, ces écoles s'adressent plutôt à des futurs techniciens et ne concernent qu'une minorité de jeunes⁸⁰.

Pour la très grande majorité des ouvriers de l'industrie, l'embauche se réalise encore par la succession au père, et ne fait suite à aucune formation professionnelle: en

⁷⁶ depuis la loi Goblet de 1886, N DUVAL *Enseignement et éducation en France du XVIIIe à nos jours*, Paris, COLIN, 2011, p31

⁷⁷ il ne concerne néanmoins qu'un cinquième des élèves. *Tableau de statistique des diplômes des français*, INSEE, revue INSEE Première, mars 1994. Le certificat d'aptitude professionnelle doit permettre la mobilité de la main-d'œuvre qualifiée, la certification de sa qualification, et la reconnaissance de l'engagement de. À l'échelle nationale, il permet une certaine standardisation de la compétence. N TERROT, *Histoire de l'éducation des adultes en France*, l'Harmattan, 1997 p 183: Au final, le taux de réussite au CAP reste très faible: seuls 184 000 élèves sont inscrits dans l'ensemble des trois années de scolarité, parmi eux seulement 48 000 se présentent au CAP et 26 000 obtiennent le diplôme.

⁷⁸ les écoles pratiques de commerce et d'industrie seront transformées en août 1941 en collèges techniques

⁷⁹ V TROGER, JC RUANO BORBALAN, *Histoire du système éducatif*, PUF, 2009, p83, En 1939, 250 établissements, école nationale professionnelle ou écoles pratiques scolarisent environ 70 000 élèves dont 15000 filles

⁸⁰ Aziz JELLAB, *Sociologie du lycée professionnel: L'expérience des élèves et des enseignants dans une institution en mutation*. Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2009.

Il cite la réflexion de Maurice LACOIN, ingénieur à la compagnie Paris Orléans qui organisait des cours à destination des ouvriers qualifiés: « je crois qu'il faut poser comme idéal la distinction complète: les écoles pratiques devant former l'élite, et les autres la masse; d'où la nécessité de deux moyens de contrôle différents: le certificat d'études pratiques pour les écoles pratiques et le CAP pour la masse des apprentis ». De fait, les EPCI sont confirmées comme une formation d'élite par leur conversion en août 1941 en collèges techniques.

Par ailleurs le CEC (Certificat d'Études Complémentaires) sanctionne la fin de 1ère année de Cours Complémentaires

1906, 800 000 des 875 000 jeunes ouvriers de moins de 21 ans qui travaillent dans l'industrie (soit 90%) n'ont reçu aucun enseignement postérieur à l'enseignement primaire. L'apprentissage se fait essentiellement « sur le tas »⁸¹ auprès d'un patron. Le sujet de la formation des ouvriers intéresse alors peu les pouvoirs publics, et, même si les congrès de la Première internationale abordent la question de l'instruction ouvrière, la solution de la formation de la masse des ouvriers n'est pas encore trouvée⁸².

Pourtant, la disparition des corporations, les progrès techniques et une nouvelle organisation de la division du travail posent la question de la formation de la main-d'œuvre qualifiée. Le rattachement de la Direction de l'Enseignement Technique⁸³ au Ministère de l'industrie et du commerce éclaire sa finalité: la formation technique des ouvriers est destinée avant tout à former la main-d'œuvre très qualifiée des industries de pointe, notamment la métallurgie. L'État est si désengagé du sujet qu'en 1902, un groupe d'industriels et de notables crée l'Association Française pour le Développement de l'Enseignement Technique (AFDET) pour coordonner les actions de formation ouvrière. Prémptée par la puissante Union des Industries Métallurgiques et Minières (UIMM), l'AFDET se préoccupe en fait exclusivement de la formation d'ouvriers qualifiés de leur propre industrie⁸⁴.

Dans les autres industries, l'apprentissage subit une crise importante⁸⁵, remontée depuis le début du siècle dans de nombreux rapports et commissions d'enquête, mais restée sans solution. L'apprentissage n'est pas encadré légalement, les dérives sont nombreuses et le patronat désengagé d'une formation de long terme des ouvriers: il utilise à bon compte cette main-d'œuvre bon marché.

À l'aube des années 1920, une étape essentielle dans l'organisation de l'enseignement technique initial des ouvriers est franchie avec la loi Astier de 1919.

⁸¹ Il existe quelques exceptions, par exemple la création à Paris en 1873 de l'école d'apprentis du boulevard de la Villette, qui se donnait pour objectif de combiner formation théorique et le travail de. Elle est la première école professionnelle de la ville de Paris. cf:

<http://www.vie-publique.fr/politiques-publiques/apprentissage-enseignement-professionnel/chronologie/>

⁸² DUBAR Claude, *La formation professionnelle continue*, Paris, la Découverte, 1990

⁸³ la Direction de l'Enseignement Technique est créée en 1892 et a sous sa tutelle l'ensemble par des initiatives locales privées

⁸⁴ Patrice PELPEL et Vincent TROGER, *Histoire de l'enseignement technique*, Paris, Hachette Éducation, 1993

⁸⁵ PROST Antoine, *Histoire de l'enseignement et de l'éducation*, tome IV: depuis 1930, édition Perrin, 2004 et TERROT Noël, *Histoire de l'éducation des adultes en France*, l'Harmattan, 1997, p180

Cette loi porte sur l'organisation de l'enseignement technique: elle instaure des « *cours professionnels obligatoires*⁸⁶ » pour les employés (garçons et filles) de moins de 18 ans du commerce et de l'industrie. Ces cours sont destinés à compléter par un enseignement général la formation pratique reçue en entreprise. Certes, la formation n'est pas gérée sur le plan national et reste à l'initiative du patronat, mais, avec la loi Astier, elle commence à être encadrée. Le financement des cours professionnels est prévu d'être assuré principalement par la taxe d'apprentissage, créée en 1925⁸⁷. En organisant eux-mêmes des cours ou en les subventionnant, les employeurs peuvent être exonérés de cette taxe d'apprentissage. Cet avantage fiscal accordé aux employeurs est, pour les industries, une incitation importante à la création autonome d'un processus de structure de formation⁸⁸. Malgré ces écueils, elle marque un tournant dans la structuration de la formation professionnelle des ouvriers.⁸⁹.

Jusqu'en 1940, l'incitation à la formation des apprentis auprès des entreprises est donc essentiellement financière. La première conférence nationale de l'apprentissage, organisée par le patronat en 1925, appelle de fait les professionnels à créer leurs propres structures d'apprentissage⁹⁰ et l'État se borne à inciter les

⁸⁶ Votée sans débat par la chambre des députés, la loi Astier est promulguée le 15 juillet 1919. Titre V de la loi: Ces cours sont gratuits, et se déroulent pendant quatre heures par semaine sur le temps de travail, ils mènent en trois ans au certificat d'aptitude professionnelle, spécifique à chaque métier, et qui remplace le certificat de capacité professionnelle. Ces cours doivent être mis en place par les communes lorsqu'il n'existe pas de cours privés.

⁸⁶ la taxe d'apprentissage la taxe est une incitation financière à la création à la formation du personnel des entreprises. Son montant est de 0,2 % de la masse salariale.

⁸⁸ V TROGER, *une histoire de l'éducation et de la formation*, Paris, Edition Sciences humaines 2006.

Néanmoins, la loi Astier ne produit pas les effets escomptés. Elle ne concerne finalement que des jeunes gens et jeunes filles déjà engagés dans la vie active et ne contraint pas les employeurs à embaucher des apprentis afin de leur dispenser la formation pratique complémentaire aux cours professionnels. Par ailleurs le financement de ces cours professionnels n'est pas prioritaire pour les communes. De plus, Le patronat ne joue pas le jeu de la formation pratique en parallèle aux cours professionnels. Ceux-ci n'accueillent pas plus de 160 000 jeunes en 1929.

⁸⁹ article 4 du décret du 31 mars 1926; C DUBAR, *La formation professionnelle continue*, collection repères, la découverte, Paris, 1990. Pour les ouvriers, la légitimité du diplôme est renforcée par la création en 1926 du Brevet professionnel qui s'adresse aux élèves ayant passé deux ans aux cours professionnels prévus par la loi Astier

⁹⁰ C DUBAR, supra

entreprises à embaucher des apprentis par le décret-loi du 24 mai 1938 sur la formation professionnelle⁹¹.

5.1.2. Le tournant de la guerre et une structuration bienvenue

Au seuil de la guerre, les cours professionnels n'ont guère convaincu. Ils ne recensent alors, d'après Vincent Troger et Guy Brucy⁹² que 184 135 inscrits sur un potentiel d'un million de jeunes gens. Pierre Giolitto⁹³ cite aussi une publication officielle qui affirme que les trois quarts des 666 000 jeunes qui atteignent 14 ans en 1940 entrent dans la vie active sans aucune formation.

C'est finalement par Vichy que l'on verra se structurer la formation professionnelle des ouvriers. Soucieux de réhabiliter le travail manuel, le gouvernement se préoccupe enfin de formation. Mais à qui doit-elle bénéficier en priorité ? À la Nation, pour construire une population instruite et proche des réalités de terrain, ou servir plutôt l'industrie, qui utilisera cette population qualifiée pour répondre aux enjeux du pays?

Les finalités sont bien différentes d'un choix à l'autre. Nous avons étudié cette question au travers de l'analyse des changements des organismes de tutelle des nouvelles structures de formation ouvrière.

5.2. DE SEPTEMBRE 1939 À JUIN 1940, LE SECTEUR PIONNIER DE L'ARMEMENT POSE LES FONDEMENTS

La guerre modifie le paysage industriel et les priorités de production: le secteur vital est celui de l'armement, où les besoins d'ouvriers qualifiés sont énormes. Aussi, en septembre 1939, un décret-loi⁹⁴ crée des Centres de Formation Professionnelle

⁹¹ Tout employé de 14 à 17 ans a droit à une « éducation professionnelle pratique ». Il impose aussi aux chefs d'entreprises de plus de cinq personnes et ne relevant pas de la chambre des métiers d'embaucher des apprentis. Néanmoins ce décret, bien que contraignant, ne sera pas appliqué

⁹² BRUCY Guy, TROGER Vincent. « Un siècle de formation professionnelle en France: la parenthèse scolaire? ». In: *Revue française de pédagogie*, volume 131, 2000. Les formations professionnelles entre l'École et l'Entreprise. pp. 9-21

⁹³ GIOLITTO P, *Histoire de la jeunesse sous Vichy*, Paris, Belin, 1991

⁹⁴ décret-loi du 21 septembre 1939, paru au JOCRF le 24 septembre, p 11715 « organisation de la formation professionnelle en temps de guerre ».

Accélérée (CFPA) « afin d'intensifier la préparation de la main-d'œuvre en temps de guerre ». De jeunes ouvriers de 15 à 20 ans y sont formés en six mois aux métiers de production d'armes.⁹⁵ Une quarantaine de CFPA sont ouverts, et on place à leur tête des professeurs formés par la méthode Carrard, que nous évoquerons plus longuement lorsqu'il s'agira de Gurcy. Il s'agit de former rapidement du personnel ouvrier qualifié⁹⁶ en créant chez eux des automatismes des gestes élémentaires à la production d'armes⁹⁷. Ces CFPA, bien que spécifiques à un secteur de l'industrie, sont bien la genèse des centres de formation des ouvriers de l'industrie.

En formant des ouvriers très qualifiés en peu de temps, les CFPA posent les premiers jalons de l'innovation pédagogique et du besoin d'efficacité, qui seront repris ensuite dans l'ensemble des structures de formation professionnelle, quel que soit le domaine technique.

5.3. APRÈS LA DÉBÂCLE JUSQU'EN JUIN 1942: LES CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE: FORMATION TECHNIQUE OU MORALE ? DES CHANGEMENTS DE TUTELLES SIGNIFICATIFS

La débâcle et l'exode posent, ainsi qu'on l'a vu, la question du contrôle et de l'encadrement de milliers de jeunes qui se retrouvent au chômage. Comment occuper cette masse immense ? La solution du gouvernement est toute trouvée: les CFPA, devenus inutiles après la défaite, seront utilisés à cette fin. Dans un premier temps, Hippolyte Luc, Directeur de la direction de l'Enseignement Technique depuis 1933, demande donc la transformation des CFPA en « *Centres de formation pour adolescents inoccupés* »⁹⁸, dans lesquels il n'est plus question de formation mais seulement d'occupation des jeunes.

Le ministre de l'armement, Raoul Dautry, met œuvre une politique énergique, qui se révèle un succès puisqu'en mai 1940 la France produit plus de chars que l'Allemagne.

⁹⁵ BRUCY Guy, TROGER Vincent. « Un siècle de formation professionnelle en France: la parenthèse scolaire? ». In: *Revue française de pédagogie*, volume 131, 2000. Les formations professionnelles entre l'École et l'Entreprise. pp. 9-21

⁹⁶ les ouvriers y sont sélectionnés par des tests psychotechniques. Ce point est intéressant, car la psychotechnique, introduite par Guy Palmade, sera largement utilisée à Gurcy puis à EDF

⁹⁷ A PROST « Jalons pour une histoire de la formation des adultes (1920-1980) » in *Recherche et formation*, n°53, 2006 p6

⁹⁸ circulaire de la Direction de l'Enseignement Technique du 30 octobre 1940

À la création du Commissariat au chômage des jeunes fin 1940, les CFPA, et par extension l'ensemble des centres de jeunesse⁹⁹ passent alors de la tutelle de la Direction Technique de l'Éducation Nationale à celle du Commissariat au chômage des jeunes.

Ainsi, à partir du deuxième semestre 1940, les centres de formation professionnelle servent avant tout au regroupement et à l'occupation des jeunes gens au chômage. La formation n'est plus la finalité, elle devient une opportunité. Antoine Prost est d'ailleurs clair sur ce détournement: « *L'apprentissage en école apparaît véritablement comme un remède au chômage, et non d'abord comme un enseignement. Faute de pouvoir mettre les jeunes au travail, on les met à l'école* »¹⁰⁰

Or, en 1941¹⁰¹, l'organisation et la gestion des centres de formation professionnelle repassent sous tutelle de Direction de l'Enseignement Technique. Enfin, par la loi du 20 janvier 1942, les « centres de jeunesse » deviennent des « centres de formation professionnelle », et leur direction, unifiée, repasse sous contrôle du Secrétariat Général à la Jeunesse. Les prérogatives de la Direction de l'Enseignement Technique se limitent au contrôle pédagogique de l'enseignement¹⁰².

Ces tutelles changeantes ont leur importance: la Direction de l'Enseignement Technique, rattachée à l'Éducation Nationale, est préoccupée de formation professionnelle, tandis que le Secrétariat Général à la Jeunesse et le Commissariat au chômage des jeunes sont avant tout concernés par la formation morale des jeunes gens et le chômage des jeunes est leur obsession.

Ces changements de tutelle impliquent des tensions¹⁰³ entre la Direction de l'Enseignement Technique et le Commissariat au chômage des jeunes. La question de la pédagogie et de la formation des moniteurs cristallise ces tensions. Le Secrétariat général à la Jeunesse s'oppose à l'enseignement jugé trop intellectuel de

⁹⁹ les centres de jeunesse accueillait alors des jeunes gens des deux sexes pour une période de pré apprentissage suivi de deux ans d'apprentissage

¹⁰⁰ Antoine PROST, *Histoire de l'enseignement et de l'éducation Partie IV. Depuis 1930*, Tempus, 1981, p555

¹⁰¹ Réforme Carcopino en avril 1941. Le Commissariat au chômage des jeunes passe sous la responsabilité de la Direction de l'Enseignement Technique. Son rattachement accroît les tensions déjà présentes

¹⁰² B. CHARLOT et M FIGEAT, *Histoire de la formation des ouvriers 1789 1984*, Paris, Minerve, 1985. Le Secrétariat Général à la Jeunesse ne laisse à l'enseignement technique qu'un rôle de surveillance

¹⁰³ A PROST, *L'enseignement en France 1800 1967*, Armand Colin, 1968

la Direction de l'Enseignement Technique: il se dirige vers un enseignement alternatif, concret en faisant le choix de la méthode Carrard qu'il déploie dans tous les centres de formation professionnelle¹⁰⁴. Pour la formation des moniteurs, le Secrétariat Général à la Jeunesse choisit un enseignement global en généralisant pour tous les moniteurs l'obligation d'une formation à l'Institut des métiers, situé rue Dareau à Paris. Les compétences de cette école de moniteurs seront d'ailleurs étendues à la libération au plan national.¹⁰⁵

La pédagogie et la formation des enseignants sont des domaines qui permettent au Secrétariat Général à la Jeunesse de s'affranchir des méthodes jugées trop traditionnelles et trop intellectuelles de l'Enseignement Technique.

5.4. L'APPORT SIGNIFICATIF DE VICHY DANS LA CONSTRUCTION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES OUVRIERS

Au final, l'historiographie s'accorde¹⁰⁶ sur un nombre d'environ 800 centres de formation professionnelle à la Libération, qui certes fonctionnent dans des conditions souvent précaires, mais délivrent un diplôme reconnu à plus de 50 000 jeunes¹⁰⁷. Ces centres de formation, créés par Vichy, sont bien les ancêtres des lycées professionnels.

L'apport du gouvernement de Vichy à l'enseignement professionnel des ouvriers est donc particulièrement déterminant¹⁰⁸: il a enfin légiféré et contrôlé un domaine longtemps laissé à l'initiative du patronat et des syndicats. Il a également normalisé

¹⁰⁴ B BONNET, *La formation professionnelle des adultes: une institution et ses agents 1934 1994*, thèse de sociologie soutenue en 1995 à l'université Paris X, sous la direction de Lucie TANGUY. Cette « méthode de formation pour les centres urbains et ruraux », dite Carrard, est appliquée à partir de sept 1941 pour cinq métiers de base (mécanique générale, forge serrurerie, chaudronnerie, menuiserie, maçonnerie)

¹⁰⁵ B BONNET, *la professionnelle des adultes: une institution et ses agents 1934 1994*, thèse de sociologie soutenue en 1995 à l'université Paris X, sous la direction de Lucie TANGUY: Elle deviendra l'organisme central de la doctrine pédagogique de la formation professionnelle accélérée, qu'elle assumera jusqu'à son intégration au sein de l'AFPA à la fin des années 1960

¹⁰⁶ N TERROT, supra, p183 et T CHARMASSON, V TROGER, « Les Centres de formation professionnelle. Naissance des lycées professionnels, 1940-1944 », Colombes, Syndicat national des personnels de direction des lycées professionnels, 1987. In: *Histoire de l'éducation*, N. 37, 1988. p111

¹⁰⁷ la très grande majorité de ces centres professionnels deviendront les centres publics d'apprentissage dont la loi du 21 février 1949 fixera le statut

¹⁰⁸ V TROGER, N TERROT, C DUBAR et A PROST s'accordent sur ce point

le contenu des CAP¹⁰⁹. Par ailleurs, pour juguler l'anarchie du développement de diplômes professionnels, il réserve en octobre 1943 l'exclusivité de la délivrance des diplômes professionnels et techniques à l'instruction publique¹¹⁰, ôtant ainsi au secteur privé un levier de contrôle de la formation.

Nous avons effectivement en notre possession un diplôme de l'élève Lucien Faucher, élève de la première promotion sortie en octobre 1942, à entête du Syndicat Professionnel des Producteurs et Distributeurs d'Énergie Électrique et du centre de formation Professionnelle de Gurcy-le-Châtel¹¹¹.

Les bases des centres de formation professionnelle sont ainsi jetées dès 1941. Néanmoins, la gestion des centres de formation ne sera pas assurée directement par le Commissariat au Chômage des jeunes.¹¹² Le Secrétariat Général à la Jeunesse possède la commandite sur les centres de formation professionnelle, mais n'a pas les compétences de gestionnaire. Pour la gestion opérationnelle des centres de formation professionnelle, le commissariat au chômage des jeunes s'appuie, conformément à ses prérogatives définies par la loi, sur des structures associatives qui doivent recevoir l'agrément du Secrétariat Général¹¹³.

Pour le secteur industriel, électricité en particulier, l'association gestionnaire sera le « Comité Sully ».

¹⁰⁹ un règlement général de tous les CAP industriels masculins est promulgué en décembre 1943

¹¹⁰ article 1^{er} de la loi du 4 octobre 1943: « *les écoles publiques et privées d'enseignement technique, industriel et commercial, les écoles par correspondance, les cours professionnels, les sociétés, les syndicats et groupements professionnels, ne peuvent, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, délivrer aucun diplôme professionnel sanctionnant les préparations professions industriels, commerciales ou artisanale* »

¹¹¹ Fonds de l'exposition des Écoles de métiers EDF au centre de formation EDF des Mureaux, 2014

¹¹² rapport du SPPDEE aux sociétés adhérentes, décembre 1941, p.20

¹¹³ Georges Friedmann dans la revue Esprit 1946 précise les contours de l'organisation des premiers centres d'apprentissage: G FRIEDMANN « *un grand problème humain, l'apprentissage* », in Esprit, 1946, cité par JM HUGUET, supra « *C'est à la profession, ainsi que l'a prévu la charte du travail, qu'il appartiendra, avec le concours financier de l'État, de diriger pratiquement les centres spécialisés qu'elle aura contribué organiser, et d'y réaliser non pas théoriquement mais au contraire de manière pratique et directe, l'orientation professionnelle des jeunes gens et leur intégration réelle dans la vie active du pays* »

6. LA PRISE EN COMPTE DE LA PRÉOCCUPATION DU CHÔMAGE DES JEUNES DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE

L'ampleur du chômage des jeunes préoccupe non seulement la sphère politique, mais bien naturellement la sphère industrielle est directement impliquée. Le secteur de l'énergie est particulièrement réactif dans sa contribution à la mise en place de solutions efficaces et réactives.

6.1. LE CHOIX DES SECTEURS DE L'ÉNERGIE

6.1.1. Le choix du secteur de l'électricité: une orientation résolue vers la formation des ouvriers

Les outils de production d'électricité ont été, nous l'avons vu, très abîmés par la guerre. La consommation est certes faible, mais les nécessités du pays et les exigences de l'occupant imposent de produire et distribuer du courant, et donc de disposer rapidement d'une main d'œuvre qualifiée.

Dès le 12 décembre 1940, soit à peine deux semaines après le vote de la loi du 28 novembre sur le chômage des jeunes, une circulaire¹¹⁴ sur le sujet est adressée par le vice-président du Syndicat des Producteurs et Distributeurs d'Énergie Électrique aux directeurs des sociétés membres. Cette circulaire rappelle l'enjeu national et le « *devoir de la profession* » d'examiner des solutions que peut apporter le secteur pour occuper ces jeunes « *exposés aux plus graves dangers de démoralisation* ».

La circulaire énonce les formules proposées par la loi du 28 novembre: camps de jeunesse, centres de rassemblement, ateliers de jeunesse. Le Syndicat ne donne pas obligation de moyens, mais impose une obligation de résultat: certes il est du devoir de la chambre syndicale de collaborer à la volonté politique, mais la priorité est la mise à disposition réactive d'ouvriers qualifiés à même de pouvoir produire et distribuer le courant. Il faut « *contribuer activement à la formation d'une élite appelée à devenir plus tard l'élite de notre personnel d'exécution* ». Les écoles et structures existantes lui paraissent défailtantes et trop orientées vers la formation morale: il n'existerait pas, dans le paysage de la formation au niveau national, d'institution qui puisse répondre à ce besoin urgent.

¹¹⁴ Circulaire 206 du 12 décembre 1940: « chômage de la jeunesse, orientation et formation », Archives EDF, Blois, Boite 757 303.

Aussi, bénéficiant d'une part de l'intérêt des pouvoirs publics sur le sujet du chômage des jeunes, d'autre part d'un vivier considérable de jeunes adultes inoccupés, le secteur de l'électricité saisit cette opportunité pour ajouter une dimension de formation au seul regroupement de jeunesse. Il va donc créer et mettre en œuvre des « *centres ruraux* »¹¹⁵ qui puissent former quelques centaines de jeunes annuellement pour répondre à son besoin.

Nous verrons par la suite que l'état d'esprit, les principes, et même l'organisation pratique de l'école de Gurcy sont déjà présents dans cette circulaire de décembre 1940: on y parle déjà d'effort commun, d'esprit d'équipe, de préparation physique, de formation technique exigeante: toutes les composantes d'une future « *élite professionnelle* »¹¹⁶ .

6.1.2. Dans l'industrie du gaz: des solutions proches

Dans l'industrie du gaz, la préoccupation est identique mais les propositions de solutions diffèrent quelque peu.

Aux archives historiques d'EDF à Blois, nous avons retrouvé un rapport de 1940¹¹⁷ qui affiche cette même préoccupation de l'industrie du gaz pour le chômage et la pénurie de main-d'œuvre. Elle oriente alors son action vers les jeunes à partir de 14 ans, donc d'âge plus précoce que dans le secteur de l'électricité. Sa proposition tient en deux volets: d'une part, organiser des centres de rassemblement, d'autre part embaucher directement les jeunes dans les entreprises du secteur.

¹¹⁵ « *C'est pourquoi notre chambre syndicale a retenu le principe d'une organisation à caractère corporatif qui permettrait chaque année de mettre à la disposition de notre industrie quelques centaines de jeunes gens, ayant acquis d'une part une sérieuse formation professionnelle, et qui d'autre part par l'éducation spécialement attentive, présenterait les plus solides garanties morales. Pour atteindre ce but, nous envisageons, dès à présent, la création de quelques centres ruraux répartis sur l'ensemble du territoire et groupant chacun une centaine de jeunes gens de 16 à 18 ans choisis individuellement parmi les meilleurs élèves des écoles professionnelles* ».

¹¹⁶ rapport du SPPDEE aux sociétés adhérentes, décembre 1941

¹¹⁷ « *Mémoire sur la possibilité de la contribution industrie du gaz au problème du désœuvrement de la jeunesse* », Archives historiques d'EDF, Blois, Boite 719 726. « *aucun problème ne serait plus d'importance que celui posé par le désœuvrement actuel de quelque 500 000 jeunes garçons et autant de jeunes filles, dont la formation générale donnera l'apparence de la France de demain.* »

De fait, la Compagnie du gaz déclare le 20 novembre 1941 l'ouverture à Lyon-la-Mouche d'un centre d'apprentissage pour former des jeunes gens à partir de 14 ans pendant trois ans à la profession de tourneur, ajusteur, vérificateur de compteurs. Les études préparent au diplôme national du CAP¹¹⁸. Par ailleurs, le Syndicat des producteurs de gaz crée en 1942 un centre de formation à Versailles, destiné à accompagner les jeunes à acquérir en six mois un début de formation¹¹⁹. Ce centre de formation est externe¹²⁰, et ouvert aux garçons et aux filles, sur des métiers différents. La première promotion sort de Versailles en octobre 1943¹²¹.

Les réactions de l'industrie du secteur de l'énergie dessinent les contours de leur solution au problème de chômage des jeunes: des centres de rassemblement, à vocation professionnalisante afin d'acquérir des métiers génériques, utiles à l'industrie.

6.2. LE GESTIONNAIRE OPÉRATIONNEL PAR DÉLÉGATION DU SECRÉTARIAT A LA JEUNESSE: LE RÔLE CAPITAL DU COMITE SULLY

Le Secrétariat Général à la Jeunesse s'appuie donc sur des structures associatives pour la gestion opérationnelle des structures nouvellement créées. Le Comité Sully assurera ce rôle dans l'industrie. Sa fonction et ses prérogatives, essentielles, ont été découvertes et étudiées par Jean-Marc Huguet.

Quel est son objectif, et ses liens avec Gurcy ?

Les statuts du Comité Sully sont déposés à la préfecture de Clermont-Ferrand le 15 novembre 1940¹²². Ils indiquent que le Comité « *a pour objet de concourir à la lutte contre le chômage, notamment en favorisant le retour à la terre* ¹²³ ». Plus

¹¹⁸ JM HUGUET *chronique d'histoire de la formation professionnelle à EDF*, p28 à 32. Dès 1930 la Compagnie du gaz de Lyon organise l'apprentissage de ses ouvriers à l'usine de production de Lyon-la-Mouche. Cette usine de production hébergera elle-même une école de GDF.

¹¹⁹ lettre circulaire numéro 66 du 8 juin 1943, Comité d'organisation de l'industrie du gaz, Archives historiques d'EDF, Blois, Boite 719 726

¹²⁰ Mémoire, supra. « *Les jeunes viendraient au centre tous les jours, sauf dimanche, de neuf heures du matin 18 heures et prendraient en commun le repas du midi. L'emploi du temps serait différent pour les jeunes gens et pour les jeunes filles, mais inspirés des mêmes idées générales* »

¹²¹ JM HUGUET, supra, p 51

¹²² Journal Officiel de la République Française JORF du 30/11/40 p 5912. Le siège initial de l'association est 28 rue du Lycée, à Clermont-Ferrand, il est ensuite transféré au 40 rue du bac à Paris

¹²³ déclaration de constitution d'association (statuts) réf. CP 21 865, préfecture du Puy-de-Dôme

précisément, l'article 1er des statuts¹²⁴ indique que cette association a pour but général de « *concourir à la lutte contre le chômage, notamment en favorisant le retour à la terre par la formation professionnelle adéquate de la jeunesse et la propagande familiale* ». Agréé rapidement par le Secrétariat Général à la Jeunesse¹²⁵, le Comité Sully crée et gère des centres aux fonctions très éclectiques, mais avec une même finalité morale.

Le conseil d'administration du Comité Sully est composé du président, Jean-Luc Souty, médecin et directeur du service médico-social de Michelin; du vice-président Henri Bonnet de Paillerets, directeur de banque, et Michel Froissart, directeur d'industrie agricole est le trésorier. Aucun des fondateurs n'appartient donc ni à l'industrie électrique, ni au milieu de la formation professionnelle. Quelle est donc leur communauté d'intérêts ?

Une réponse se trouve dans un article du journal Ouest-Éclair, paru en août 1941¹²⁶: « *tout était à créer. Il n'y avait de certain que la volonté des cadres de faire quelque chose de beau, de grand et de nouveau. Ces cadres avaient l'esprit et les consignes du Comité Sully. Comment mieux définir l'esprit Sully qu'en le traduisant esprit Scout ? À cet apport des organismes de jeunesse chargés du côté moral s'ajoute l'apport de la mission de restauration paysanne, avec ses techniciens. Cette collaboration a fait proprement des miracles* ». Cette valeur commune qui les anime serait-il donc « *l'esprit scout* » ?

¹²⁵ bulletin de l'office central des œuvres de bienfaisance, n° 71, nov. 41 (Gallica)

<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6581234d/f69.item.r=%22comit%C3%A9%20sully%22.zoom>:

« Agréé par le Secrétariat Général à la Jeunesse. Crée et dirige des centres de jeunesse où les jeunes gens de 15 à 20 ans sont occupés et formés à des travaux utiles en vue de leur orientation ou reclassement professionnel, et reçoivent simultanément une éducation morale et civique adaptée à leur âge ».

Art 2: *Les moyens d'actions de l'association sont de créer, diriger, gérer, promouvoir, notamment en faveur de la jeunesse citadine, des organisations de pré apprentissage, notamment des techniques agricoles rurales, de fermes-écoles, de centres de jeunesse, et d'une façon générale toutes institutions d'éducation physique intellectuelle, morale, civique, professionnelle, économique sociale, tendant à favoriser l'orientation professionnelle, le retour à la terre et le développement de l'artisanat*

¹²⁶ article OUEST ÉCLAIR du 26/08/1941 (Gallica):

<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k662426d/f1.item.r=%22comit%C3%A9%20sully%22.zoom>

L'analyse de la cartographie des acteurs à l'origine de Gurcy est effectivement très explicite sur ce réseau d'influence. Toutes ces institutions, mouvements, associations, se veulent habités d'un souffle innovant, et conscient de sa responsabilité d'éducateur auprès de la jeunesse.

7. LA MISE EN ŒUVRE OPÉRATIONNELLE DE GURCY: UNE MISE EN PLACE PROGRESSIVE

Dans le secteur de l'électricité, le représentant institutionnel des multiples sociétés de production et distribution d'électricité est le Syndicat Professionnel des Producteurs et Distributeurs d'Énergie Électrique (SPPDEE). Il apporte sa contribution à la préoccupation nationale du chômage des jeunes en sollicitant une de ses sociétés adhérentes les plus importantes, la CPDE, pour acquérir rapidement un domaine qui puisse accueillir des « *adolescents inoccupés* ». Le Syndicat est très réactif: cinq mois seulement séparent, dans un contexte de débâcle, la loi du 28 novembre 1940 sur le chômage des jeunes et l'arrivée des premiers jeunes à l'école de Gurcy-le-Châtel au printemps 1941. Nous verrons que les raisons qui le poussent à cette promptitude ne sont pas que philanthropiques.

Les sources qui permettent de documenter ces éléments sont diverses: au centre des archives EDF à Blois, nous avons retrouvé un nombre important d'échanges épistolaires entre le Syndicat professionnel et ses sociétés adhérentes: le premier se veut convaincant de l'intérêt du centre, les autres négocient leur contribution au financement. Par ailleurs, grâce au fond privé de JC Rouvière, nous avons retrouvé un rapport rédigé en décembre 1941, soit quelques mois après l'ouverture du centre, par la direction du centre à l'attention du Syndicat professionnel qui est particulièrement riche de détails. Ce rapport fait le bilan de « *l'expérience* », et, tout en en faisant la promotion, en détaille l'organisation, la structure, et les composantes de la formation dispensée. Par ailleurs, des anciens élèves de l'école¹²⁷ nous ont fait parvenir des documents complémentaires sur cette période ; enfin les entretiens oraux avec des élèves des deuxième et troisième promotions¹²⁸ permettent de

¹²⁷ Jean-Claude ROUVIÈRE, Michel ROLLAND (école de Soissons, petite fille de Gurcy) et Jacques LECLERCQ

¹²⁸ entretiens du 14 mai 2016 avec Henri et marcel BRELAUD (2^e promotion 1941-1942) et des 14 février et 6 mai 2016 avec Jacques LECLERCQ (3^e promotion 1942-1943), retranscrits en annexes 3 et 4.

mesurer l'écart entre la situation tracée dans les rapports et la réalité de la vie quotidienne des élèves.

7.1. LE FAISCEAU DES ACTEURS INSTITUTIONNELS À L'ORIGINE DE L'ÉCOLE DE GURCY-LE-CHÂTEL

Sur la base du travail préalable de JM Huguet et de documents complémentaires, nous avons réalisé et présenté en annexe 2 une cartographie des différents acteurs qui ont contribué à la création de l'école de Gurcy¹²⁹.

Une typologie de couleurs et de police dans cette cartographie y indique le faisceau convergent des influences: influence morale (scoute, réseau d'anciens élèves de grandes écoles) et chantres de méthodes pédagogiques très innovantes (école des Roches, centre de la Belle Ombre, rue Dareau).

- La très grande majorité des principaux protagonistes, voire même la totalité, a, en 1941, des responsabilités au sein du Mouvement des Scouts de France. Ainsi Michel Froissart, vice-président du Comité Sully et Commissaire de district de Fontainebleau des Scouts de France, est à l'origine du « froissartage », une technique encore utilisée de nos jours pour construire lors des camps scouts des équipements éphémères en bois sans l'utilisation d'aucun clou ni ficelle¹³⁰.

Georges Lamirand, président du Secrétariat Général à la Jeunesse¹³¹, Michel Bouton le premier directeur de Gurcy, et même M Husson, propriétaire de la grosse ferme voisine de Gurcy sont issus du mouvement scout. Henri Dhavernas, fondateur des Compagnons de France et le Général de la Porte du Theil, concepteur des Chantiers de la Jeunesse, ont d'ailleurs aussi des responsabilités importantes chez les scouts.

¹²⁹ cette technique de gestion de projet est intéressante pour comprendre les influences relatives et donc les orientations déterminantes.

¹³⁰ le Général de La Porte du Theil, à l'origine des chantiers de la jeunesse, le fait venir en 1942 pour être commissaire général des Chantiers de la jeunesse en charge de la formation technique. Michel Froissart se consacre ainsi à l'éducation populaire afin de valoriser les vertus du monde rural aux jeunes citadins.

¹³¹ Pierre Giolitto insiste aussi sur cette influence scoute au sein du Secrétariat à la jeunesse. « *Jusqu'en 1942, ce sont les hommes de Lamirand issus du catholicisme social du scoutisme qui tiennent le Secrétariat à la jeunesse, dont Dhavernas, fondateur des compagnons de France et La Porte du Theil.* ».

La « méthode naturelle », méthode sportive novatrice utilisée dans toutes les structures de jeunesse, est conceptualisée par Georges Hébert, lui-même scout¹³². Le « parcours Hébert » est d'ailleurs encore utilisé également chez les scouts de France.

- D'autres réseaux d'influence s'entrecroisent: le réseau des anciens élèves du collège Stanislas, et de l'école Supélec. Husson, Jacques Morane chef du service de la formation professionnelle au Ministère du travail en 1934 et Préfet du Loiret sous Vichy ; Henri de Paillerets ; le futur directeur Raymond Lambert, sont issus du collège Stanislas. Plusieurs sont aussi des anciens élèves de Supélec: Raymond Lambert et Jacques Morane sont de la même promotion (1926).
- Ne négligeons pas l'influence qu'a pu avoir l'école des Roches dans la pédagogie créative qui sera la marque de Gurcy lors de son âge d'or. L'école des Roches, creuset depuis la fin du XIXe siècle de « l'École nouvelle » qui prône des méthodes actives au travers d'une pédagogie très innovante car participative, est dirigée par Georges Bertier¹³³. Son fils Jean est l'époux de la fille de Georges Carcopino, ministre de l'Éducation Nationale et auteur de la réforme qui modifie en avril 1941 la tutelle des centres de formation professionnelle. Quant à la fille de Georges Bertier, elle est l'épouse de Louis Garonne, directeur de la formation des jeunes au Secrétariat Général à la jeunesse et lui-même ancien professeur de l'école des Roches.
Quel est le lien entre l'école des Roches et Gurcy ? Jean-Marc Huguet attire l'attention sur le fait que Georges Bertier sera le premier directeur du service de la formation professionnelle à EDF. Étant donné l'influence considérable des méthodes pédagogiques de Gurcy dès la création d'EDF en 1946 et les responsabilités que prendront en son sein Raymond Lambert à son départ de Gurcy¹³⁴, le lien paraît effectivement réel.
- Jean-Luc Souty fait exception car non impliqué dans les Scouts. Néanmoins, un élément attire l'attention: il est directeur du service médico-social de Michelin, et habite à quelques pas du centre de La Belle Ombre, justement

¹³² Robert Lafitte, l'un des principaux collaborateurs d'Hébert, est nommé commissaire national adjoint des Éclaireurs de France en 1937

¹³³ N DUVAL, *l'école des Roches*, Paris, Belin, 2009

¹³⁴ en 1955, il devient directeur de PROF OR, service très influent qui gère alors la formation à EDF

affilié aux établissements Michelin. Ce centre de La Belle Ombre, est le pendant dans la zone Sud de l'Institut des métiers de la rue Dareau: ils forment tous deux les moniteurs des centres de formation professionnelle à la pédagogie active de la méthode Carrard.

Cette analyse des influences relatives autour de Gurcy est intéressante car elle permet la synthèse des principes fondateurs de l'école: le sens collectif et l'esprit d'équipe propres à l'esprit scout se retrouveront à l'école de Gurcy dans le fonctionnement par équipes et l'importance du sport collectif; le fonctionnement participatif, influencé par l'école des Roches, se retrouvera dans l'autodiscipline, marque de fabrique des écoles de métiers d'EDF. Enfin, l'innovation pédagogique de la méthode Carrard et de la formation des moniteurs qui la dispensent sera le point d'entrée de réflexion de Jacques Henckès, le grand pédagogue qui fera la gloire de Gurcy.

Ces facteurs seront largement développés lorsque nous étudierons Gurcy après 1943. Mais le terreau est bien présent depuis 1941.

7.2. FÉVRIER- MARS 1941: LA CRÉATION DU CENTRE: UNE OPPORTUNITÉ DE FORMATION À BON COMPTE

L'analyse de la chronologie des événements¹³⁵ démontre la rapidité de la mise en œuvre opérationnelle du centre de formation professionnelle de Gurcy-le-Châtel. Cette rapidité interroge, et son analyse précise permet de démontrer que la création du centre est la concrétisation d'une attitude « opportuniste » du Syndicat professionnel.

7.2.1. La création d'une structure à finalité de formation: une opportunité à saisir

Sur les seuls mois de novembre et décembre 1940, et malgré les difficiles conditions de circulation de l'information en cette période de débâcle, les acteurs institutionnels et industriels sont très réactifs à la lutte contre le chômage des jeunes: sur le plan national, le Gouvernement légifère le 28 novembre et le secteur de l'énergie s'organise en conséquence: dès le 15 novembre le Comité Sully est

¹³⁵ annexe 1

constitué, enfin à peine un mois plus tard paraît une circulaire¹³⁶ du Syndicat des Producteurs et Distributeurs d'Énergie Électriques pour inciter les sociétés adhérentes à trouver des solutions.

Cette circulaire présente un intérêt majeur: tout en mettant en avant son devoir d'allégeance à la volonté gouvernementale, le Syndicat professionnel argumente une opportunité à saisir pour disposer enfin de personnel qualifié dont l'industrie électrique a besoin. En effet, *« pour urgente que soit la tâche de résorber le chômage des jeunes gens, cette tâche ne doit pas nous faire perdre de vue un devoir plus large auquel notre chambre syndicale estime que notre industrie a le devoir de collaborer, en contribuant activement à la formation d'une élite appelée à devenir plus tard l'élite de notre personnel d'exécution »*. La réponse du Syndicat à ce besoin de main d'œuvre formée est *« la création de quelques centres ruraux répartis sur l'ensemble du territoire et groupant chacun une centaine de jeunes gens de 16 à 18 ans »*.

Il s'agit bien d'opportunisme: la création de centres de formation de futurs ouvriers permet à la fois de répondre à la volonté nationale et au besoin de l'industrie, le tout sur la base d'un investissement limité puisque le Syndicat pourrait alors bénéficier de subventions: *« Compte tenu de l'intérêt porté par le gouvernement au problème de jeunesse, et des subventions qui seraient alors possibles de recevoir pour l'entretien des élèves, on peut dire que l'aspect financier d'une telle réalisation ne se heurte à aucune difficulté sérieuse »*. La loi de 1925 sur la taxe d'apprentissage permet en outre une exonération fiscale importante.

Cet opportunisme est confirmé par le rapport rédigé en décembre 1941 par le Syndicat à l'attention des entreprises adhérentes: il avance les mêmes arguments que la circulaire 206: une préoccupation légitime mais ponctuelle du chômage

¹³⁶ Circulaire 206 du 12 déc. 1940, Boîte 757 303: *« au cours de la séance du 4 décembre 1940, notre chambre syndicale a examiné attentivement les différents problèmes, qui font également l'objet de préoccupations gouvernementales, et qui se rattachent au chômage des jeunes gens que moins de 21 ans, ainsi que leur orientation formation professionnelle. À la suite d'un échange approfondi, il est apparu que notre industrie se devait, dans les circonstances présentes, apporter une contribution positive à l'heure déjà entreprise par le pouvoir.(...) Une loi récente (28 novembre 1940) a organisé la lutte contre le chômage des jeunes gens de 14 à 21 ans. C'est dans le cadre très large de cette loi que tous vos efforts pourront être dirigés. »*

conjoncturel, et en parallèle un problème pérenne de formation professionnelle d'ouvriers¹³⁷.

Néanmoins, cette proposition du Syndicat ne fait pas l'unanimité: nous avons retrouvé une note de janvier 1941 d'une entreprise d'électricité de Saint-Étienne qui, évoquant la circulaire 206, privilégie l'argument « *chômage des jeunes gens* » à l'argument de la formation professionnelle¹³⁸ et propose, plutôt que la création d'un centre, l'embauche d'enfants d'agents, indépendamment des besoins en personnel des entreprises.

En tout état de cause, c'est la fonction de centre de formation qui est mise en avant dès l'ouverture du centre. Le règlement intérieur¹³⁹, daté de mai 1941, est très clair à ce sujet et ne mentionne pas même la question du chômage des jeunes. Par contre plusieurs sources évoquent la nécessité pour l'industrie électrique de former une « *élite ouvrière* ».

Voilà le but affiché du centre de formation professionnelle à créer: servir le pays en permettant à l'industrie électrique de disposer rapidement d'ouvriers qualifiés et spécialistes de ses métiers.

7.2.2. En mars 1941: l'acquisition d'un domaine pour en faire un centre rural

En réponse à la volonté du Syndicat, la création d'un « centre rural » est annoncée par circulaire dès janvier 1941, soit six semaines seulement après l'incitation du Syndicat professionnel. Cette circulaire¹⁴⁰ présente les conditions d'acquisition du domaine: « *une société s'est rendue acquéreur d'un domaine*

¹³⁸

rapport du SPPDEE aux sociétés adhérentes, décembre 1941, p2: « *Dès cette époque, nous avons eu le sentiment qu'une telle situation serait en somme de courte durée et qu'en dehors de l'effort que les pouvoirs publics avaient entrepris de réaliser pour faire face à une situation exceptionnelle, un problème plus profond et de caractère permanent se posait dans l'intérêt du pays, à savoir d'organiser de manière durable l'orientation et la formation professionnelle des jeunes gens de manière à leur permettre de s'intégrer au mieux dans l'activité productrice de la nation.* ».

¹³⁸ lettre du 17 janvier 1941, ref C/LR, Archives historiques d'EDF, Blois, Boite 757 303

¹³⁹ Règlement intérieur du 2 mai 1941, Archives historiques d'EDF, Blois, Boite 719 726, « Le centre est créé sous les auspices du Secrétariat Général à la Jeunesse, par l'intermédiaire Comité Sully, avec la collaboration du Syndicat professionnel des producteurs et distributeurs d'énergie électrique. C'est un centre de formation professionnelle spécialement destiné à l'orientation des jeunes gens de différentes activités relevant de l'industrie de l'énergie électrique. »

¹⁴⁰ Circulaire C/17 du 28 janvier 1941, Archives historiques d'EDF, Blois, Boite 757 303

important situé à 70 km au Sud Est de Paris ». Cette société, c'est la Compagnie Parisienne d'Électricité (CPDE), qui, via sa filiale Société Française Immobilière, acquiert le 12 mars 1941 le domaine de Gurcy-le-Châtel pour un montant de cinq cent soixante-cinq mille francs. La propriété est immédiatement louée au Comité Sully, pour un montant de trente-cinq mille francs annuels pour en faire un « *centre de formation professionnelle* », suivant des modalités de répartition définies dans un bail¹⁴¹ que nous avons pu consulter. L'association prend à sa charge l'entretien du domaine, les grosses réparations, le parc et le potager en en conservant la récolte. La CPDE finance de surcroît l'aménagement d'ateliers et salles de conférence¹⁴².

Le domaine acquis par la CPDE se situe à la campagne, au sein du canton de Donnemarie-en-Montois, sur la petite commune de Gurcy-le-Châtel qui compte alors 220 habitants. La gare la plus proche, Nangis, est à 12 km. Cette réclusion du centre favorise une vie communautaire, quasi à huis clos, et en autarcie.

La circulaire C/17 jette ainsi les premières bases de la formation à Gurcy: les jeunes gens devront avoir entre 16 et 18 ans, et la formation se poursuivra pendant une année. La formation se veut « *professionnelle et morale* ». Le Secrétariat Général à la Jeunesse est associé, car il « *fournira les cadres administratifs et prendra à sa charge, au moyen de subventions, les dépenses de nourriture et d'entretien des jeunes* ».

Le premier directeur ou « chef de centre » est Maurice Bouton, ingénieur de la Compagnie de Gaz de Pithiviers¹⁴³ détaché pour quelques mois et donc encore rémunéré par Energie Industrielle, au titre de « subvention pour l'effort solidaire ». Tout comme les fondateurs du Comité Sully, Maurice Bouton est très impliqué dans le scoutisme: il est chef du district adjoint du secteur de Montargis depuis 1938. Son épouse¹⁴⁴, cheftaine très engagée dans le mouvement des Guides de France connaît par ailleurs personnellement Henri de Paillerets, vice-président du Comité Sully. Le détachement de M Bouton au centre de Gurcy se veut de courte durée: il

¹⁴¹ Archives historiques d'EDF, Blois, Boite 719 726. Le bail entre en vigueur le 1^{er} octobre 1941 et est enregistré pour trois ans

¹⁴² note du 28 mai 1941, réf 381MH/JH, Archives historiques d'EDF, Blois, Boite 719 726

¹⁴³ société de l'Energie Industrielle, adhérente au Syndicat professionnel.

¹⁴⁴ Geneviève BOUTON a été interviewée par Jean-Marc HUGUET le 21 février 2003. Cet entretien n'a pas été enregistré, mais, pour en avoir parlé avec lui, Madame BOUTON a confirmé l'état d'esprit qui régnait alors à Gurcy: un état d'esprit pétri de valeurs catholiques et sociales

entre en vigueur le 5 mai 1941¹⁴⁵ est prévu de durer jusqu'en novembre. Il ne quittera finalement le centre (et son employeur) qu'en avril 1942¹⁴⁶.

Administrativement, la direction du centre de Gurcy est en fait bicéphale: elle est partagée entre le chef de centre et Jacques Gérard, membre du Comité Sully et directement dépêché par le Secrétariat Général à la Jeunesse. Henri Brelaud, élève de la deuxième promotion Ampère, que nous avons pu interroger, a assuré, en plus de ses cours, le Secrétariat de Maurice Bouton puis de M Gérard à son départ. Il est avantagé par rapport à ses camarades, car n'est pas contraint de passer sa journée dans les champs ou dans le parc à des travaux rudes. Il garde le souvenir de M Bouton d'un homme courtois, peu impliqué dans l'enseignement et dans la vie des élèves.

À partir de février 1942, le successeur de Maurice Bouton est nommé, c'est un « *ingénieur de chez nous* »¹⁴⁷, il s'agit de Raymond Lambert, dont nous évoquerons ultérieurement la profonde empreinte sur Gurcy. La « révolution Gurcy », à partir de la Libération, viendra de lui et son nom est indissociable de l'école.

7.3. UNE LÉGENDE TENACE: GURCY ET LE STO

Une légende tenace affirme que le centre de Gurcy-le-Châtel aurait été créé «pour échapper au Service du Travail Obligatoire ». Plusieurs élèves m'ont dit, même écrit¹⁴⁸, leur certitude que là se trouvait l'origine principale du centre.

Or l'examen minutieux de l'ensemble des sources institutionnelles de cette époque ne m'a pas permis de conclure sur ce point, en tout cas de démontrer un lien entre la création du centre et cet objectif louable. Néanmoins, l'analyse de la chronologie permet de jeter un doute sur cette motivation: les premières mesures d'envoi de personnel en Allemagne datent du début 1942, soit plus d'une année après la signature du bail. Enfin, nous avons vu que l'initiative principale venait du Syndicat des Producteurs et Distributeurs d'Énergie Électrique, et la gestion opérationnelle est

¹⁴⁵ note du 13 mai 1941, réf C3/JC « conditions et enseignement de M BOUTON », Archives historiques d'EDF, Blois, Boite 719 726

¹⁴⁶ note du 17 avril 1942, réf C3/GN de M COULON, Énergie industrielle à Montargis au siège social (M DUFOUR), Archives historiques d'EDF, Blois, Boite 719 726

¹⁴⁷ c'est-à-dire la CPDE. Note du 20 février 1942, Archives historiques d'EDF, Blois, Boite 719 726

¹⁴⁸ manuscrit de René Rault-Verpreys, promotion 1947, 11^e promotion.

confiée au Comité Sully, association agréée par le Secrétariat Général à la Jeunesse. Il apparaît dans ce contexte difficile que la motivation du centre ait été à l'encontre de la volonté gouvernementale.

Certains élèves de la seconde et troisième promotion sont bien partis en Allemagne au STO car le premier numéro du journal « Gurcy transfo » mentionne la liste nominative des élèves et professeurs. Néanmoins, il est vrai que certaines entreprises adhérentes au Syndicat ont pu préserver des jeunes élèves en stage chez elles¹⁴⁹.

7.4. LE DOMAINE DE GURCY ET LE CHÂTEAU

Le bail¹⁵⁰ précise que la surface du domaine couvre exactement 19ha 76a 69ca et détaille la composition et la fonction des différents bâtiments et espaces verts.

7.4.1. Le domaine

Le domaine est divisé en trois espaces fonctionnels: d'une part le château, véritable cœur du centre; d'autre part les « *bâtiments annexes à usage d'ateliers et corps de ferme* ». L'ensemble se situe sur 20 hectares d'espaces verts, dont cinq à six hectares pour les cultures maraîchères¹⁵¹, le reste étant des bois.

¹⁴⁹ lettre des Ateliers d'Orléans du 19 mars 1943, Boite 719 726 « Travail en Allemagne: en raison de la situation très particulière des dix stagiaires, nous avons obtenu de l'inspection du travail l'autorisation de ne pas les déclarer dans le recensement de notre effectif. »

¹⁵⁰ Bail entre les soussignés Société financière immobilière et Association dite Comité Sully, Archives historiques d'EDF, Blois, Boite 719 726: « Ce qui est accepté par ladite association par Monsieur
DESBRUYERES: une propriété située à Gurcy-le-Châtel Seine-et-Marne destinée à l'installation d'un centre de formation professionnelle et comprenant: le château proprement dit, élevé sur sous-sol, un rez-de-chaussée avec entresol, sur les deux ailes deuxième et troisième étage, ce dernier sur la partie centrale; Les communs qui forment un groupe de bâtiments autour d'une cour centrale avec passage couvert côté du château comprenant trois locaux formant bûchers, puis la galerie souterraine aboutissant au château et logement de concierge; sur l'aile en retour, écuries et locaux divers, resserrement (...). enfin une remise des petits logements avec chambres à l'étage; à la suite du passage à ciel ouvert, logements de garde avec pièces à l'étage (...) ruine classée d'une ancienne église; (...) un terrain sur lequel se trouve un grand hangar, de Château-d'Eau, une petite remise servant à renfermer les outils de jardin et une habitation ancienne avec grange et remise à proximité du château d'eau, terrain vague en forme de triangle à l'intersection de trois chemins. Enfin au fond, terrain avec verger et bâtiment à usage d'habitation et vocation agricole »

¹⁵¹ rapport du SPPDEE aux sociétés adhérentes, décembre 1941, p3: « Après un accord intervenu rapidement avec le Secrétariat Général à la Jeunesse, bâtiment de Gurcy. Bâtiment principal pouvant recevoir 150 jeunes gens, bâtiment annexe à usage d'atelier, bâtiment de ferme et 20 ha de terre dont cinq à six pour les cultures maraîchères. »

Chacune de ces composantes à une fonction spécifique et se verra attribuer un rôle dans l'histoire et la mémoire du centre:

- les bâtiments annexes, autrefois à usage de communs, sont transformées en ateliers et laboratoires équipés de tout l'appareillage et outillage nécessaire aux travaux pratiques en application directe du cours. L'usage de ces bâtiments a été confirmé par Jacques Leclercq, élève de la troisième promotion. Par ailleurs un baraquement en bois abritant le réfectoire a été construit à l'ouverture du centre au pied du château. Ce réfectoire sommaire a laissé une vive empreinte dans la mémoire des frères Brelaud, promotion 1942-1943.



1941: le réfectoire, dans un baraquement de bois à côté du château (Fond JC ROUVIÈRE)

- En période de guerre, le corps de ferme et les 6 hectares de culture permettent la production des denrées nécessaires à la consommation de la communauté. Dans le potager, pommes de terre, topinambours, rutabagas et carottes constituent, d'après Jacques Leclercq, l'essentiel des légumes consommés. Ils sont cuisinés le plus souvent en purée dite «mixte». La ferme comprend deux vaches, deux veaux, cinq porcs, dix moutons, tous gardés et nourris par les élèves. À terme il est prévu que le cheptel atteigne quatre vaches, quatre porcs et vingt moutons. Le centre projette de développer aussi l'élevage du poulet, et a conçu une couveuse électrique. Un cochon est tué à l'occasion de la traditionnelle fête annuelle de fin de promotion.

La production du domaine, additionnée des produits des fermes voisines et récoltées par les élèves, dont la ferme voisine Husson, permettent aux élèves de pouvoir disposer d'une nourriture qui, sans être abondante, est souvent de meilleure qualité que dans leur propre famille. Les élèves sont occupés, par équipe, à l'entretien de la basse-cour, à la mise en valeur du potager, au bûcheronnage, à la fabrication de charbon de bois, aux travaux de la ferme. Pour l'ensemble de travail de gros œuvre, les premiers élèves de Gurcy reçoivent une indemnité quatre francs par jour. Cette rétribution est supprimée dès 1942¹⁵².

Le parc est en friches, et l'arrachage manuel de 150 grosses souches disséminées constitue une des histoires que les élèves se transmettent de promotion en promotion¹⁵³ ; la plupart des élèves avec qui je me suis entretenue évoquent cette prouesse.



1942: l'arrachage de 150 souches dans le parc: une prouesse (Fond JC ROUVIÈRE)

7.4.2. Le château

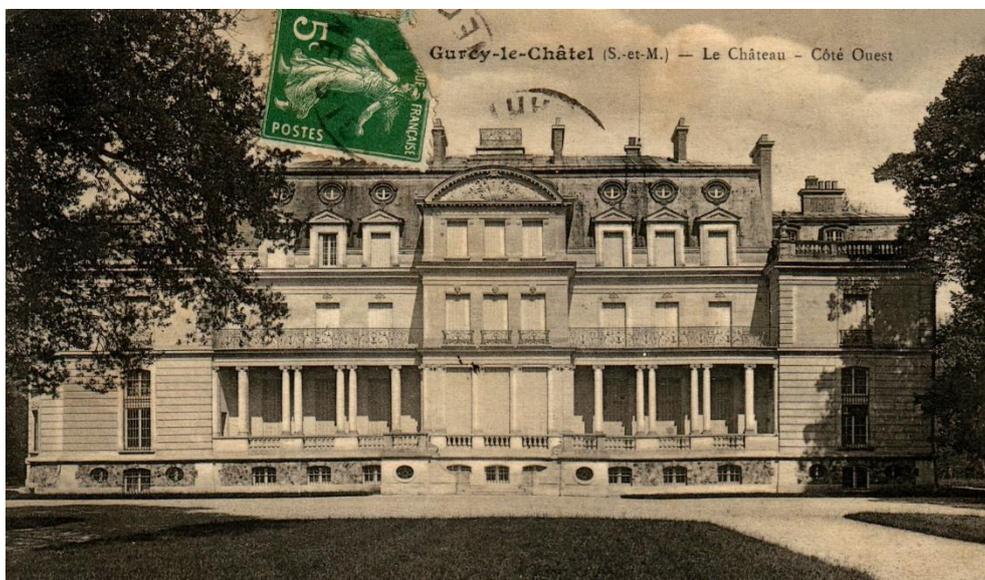
Le château quant à lui est le cœur du domaine. Un document distribué aux élèves retrace l'histoire du château, et précise avec emphase que Marie Leczinska y

¹⁵² effectivement, J.LECLERCQ ne se souvient pas l'avoir perçue

¹⁵³ exposition « écoles de métiers » 2014-2015 au centre de formation EDF des Mureaux

aurait été reçue en 1725 avant de se rendre à son mariage avec le futur Louis XV. Marcel Brelaud m'a soufflée que Jeanne d'Arc y serait passée aussi.¹⁵⁴

À partir de 1750, le château appartient à la famille d'Haussonville, dont est issu l'académicien Joseph, ainsi que Paul-Gabriel, député au tout début du XXe siècle. À l'aube de la première guerre mondiale, et jusqu'à l'acquisition par la CPDE, le château appartient à la famille Pereire-Dupont, descendants des banquiers Jacob et Émile Pereire. Jean-Marc Huguet fait l'hypothèse d'une acquisition facilitée par la loi de préemption des biens juifs, mais nous n'avons pu trouver de confirmation de cette information, d'autant que la loi de spoliation des biens juifs est postérieure de trois mois à la vente de Gurcy.



Le château de Gurcy-le-Châtel en 1920. Il est acheté en 1941 à la famille Pereire par la CPDE
(Fond M. ROLLAND)

Au rez-de-chaussée, les salons ont été réorganisés pour être transformés en salles de cours et de réunions; au premier et second étage, les chambres des élèves disposent de cheminées et de vastes fenêtres. Les élèves dorment dans des lits superposés en bois, dont ils remplissent eux-mêmes la paillasse de paille. Chaque chambre dispose de trois lits superposés, de grandes fenêtres, et de poêle en bois qu'il faut approvisionner chaque jour¹⁵⁵.

¹⁵⁴ entretien retranscrit en annexe 3

¹⁵⁵ il existe de nombreuses photographies de ces chambres. L'approvisionnement des poêles fait partie des travaux communautaires, entretien Henri BRELAUD, annexe 3



1942: les lits superposés des chambres, à l'étage du château. les matelas sont faits de paille constitués par les élèves. Elles sont néanmoins confortables car comportent chacune un poêle (Fond JC ROUVIÈRE)

8. LES PREMIÈRE, DEUXIÈME ET TROISIÈME PROMOTIONS JETTENT LES BASES DES PRINCIPES FONDATEURS

Dès le début de l'ouverture du centre, le Syndicat s'attache à en structurer l'organisation et à en assurer la promotion auprès des sociétés adhérentes. Aussi, début mai, soit plus d'un mois avant l'entrée des élèves de la première promotion, un règlement intérieur du centre¹⁵⁶ est édité. Il nous permet d'en savoir davantage sur les débuts de l'organisation et la vie au centre. La filiation avec le Secrétariat Général et le Comité Sully est d'ailleurs annoncée dès la première phrase du règlement.

Avant la fin du mois de mai, cette brochure est envoyée à tous les représentants des sociétés adhérentes au Syndicat des producteurs et distributeurs d'énergie électrique afin de faire connaître l'ouverture du centre et de demander la mise à disposition de fils d'agents. On y apprend que la structuration du centre est efficace et rapide: la direction s'est donnée six mois seulement pour recruter le personnel, approvisionner l'outillage nécessaire aux ateliers, travaux pratiques et entretien du domaine, aménager les premiers locaux et mettre en valeur les terrains.

¹⁵⁶ « règlement général du centre de formation professionnelle de Gurgy-le-Château », 2 mai 1941, Archives historiques d'EDF, Blois, Boîte 719 726 et fond JC ROUVIÈRE

8.1. LES PREMIÈRES PROMOTIONS

Le rapport de décembre 1941 adressé aux directeurs des sociétés adhérentes au Syndicat professionnel fait dater l'entrée des premiers jeunes gens en février 1941. Or la première promotion arrive officiellement le 21 juin 1941. Qu'ont donc fait les jeunes gens entre février et mai 1941 ? Essentiellement la mise en valeur du domaine: ainsi la page 3 du rapport mentionne: « *en février 1941, les premiers contingents de jeunes gens s'installent au centre et entreprennent l'aménagement des bâtiments.* » Le mot de « *contingents* » n'a peut-être pas été employé par hasard: l'organisation semble plutôt stricte, les jeunes gens sont avant tout des bras pour l'aménagement du domaine. Nulle trace encore de formation, néanmoins nous reconnaissons que les activités des jeunes gens pendant ces trois mois sont peu documentées.

La première promotion qui entre donc à Gurcy le 21 juin 1941 porte le nom mythique d'« *Espoir de France* », pour laquelle tous les élèves de Gurcy, jusqu'au dernier en 1997, éprouvent un profond respect. Des éléments relatifs à cette première promotion de 57 élèves ont fait l'objet de plusieurs rapports, lettres et notes, brochures, règlement. Ces documents n'ont pu être complétés par des archives orales, tous les élèves étant aujourd'hui décédés.



1ère et 2ème Promotions: « *Espoir de France* » (21/06/1941 au 20/04/1942) et « *Ampère* »(10/04/1942 au 15/04/1943). Source: Fond d'exposition « *Écoles de métiers EDF* », centre de formation EDF des Mureaux, 2014-2015 .

Parmi la promotion Ampère: Henri et Marcel BRELAUD.

Au cours du deuxième semestre 1941, le centre accélère sa structuration et la priorité va au recrutement continu de nouveaux élèves: la plupart des échanges épistolaires entre le Syndicat et ses sociétés adhérentes concernent la demande d'envoi de jeunes gens. Un système original, imaginé dès le début, permet un effectif important tout en conservant des promotions réduites: une nouvelle promotion arrive chaque semestre, et se superpose donc, pendant six mois, à la promotion précédente¹⁵⁷. Ce système de chevauchement, dont nous n'avons pu connaître l'origine, perdurera jusqu'à la fermeture de l'école de Gurcy. Ce système a en outre la vertu de faciliter la transmission d'une culture propre à l'école aux élèves de la promotion suivante.

Grâce à l'énergie déployée par le secrétaire du Syndicat des Producteurs et Distributeurs d'Énergie Électrique, M André-Martin¹⁵⁸, le centre est complet dès septembre 1941¹⁵⁹. Ce succès engage le Syndicat des producteurs d'énergie électrique à écrire aux directeurs des sociétés adhérentes pour les prier de leur envoyer des nouveaux élèves, fils d'agents prioritairement. La seconde promotion, promotion « Ampère », qui compte 38 élèves entre à Gurcy en avril 1942 et en sort en avril 1943. Nous verrons que beaucoup sont arrivés en réalité bien avant. Quant à la troisième promotion de 56 élèves, dite « Berthelot », son passage à Gurcy couvre la période d'octobre 1942 à octobre 1943.

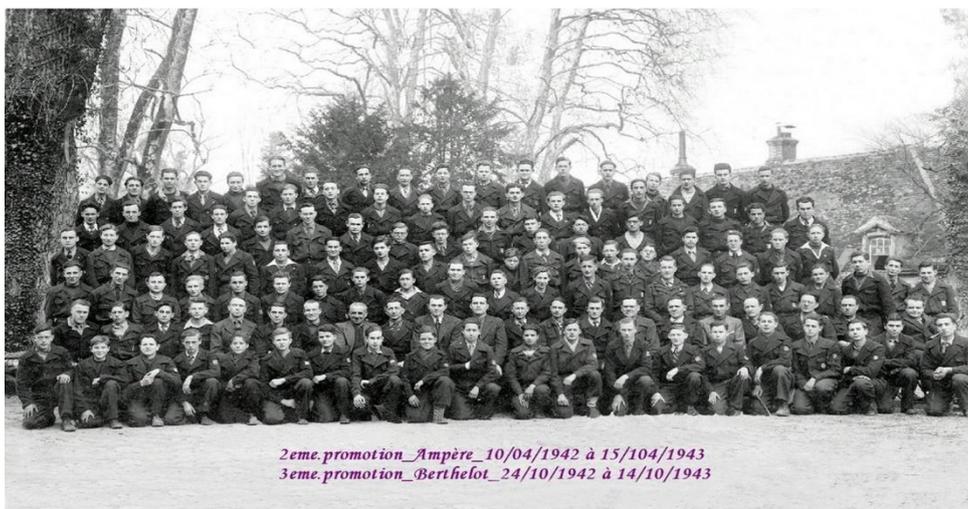
Nous avons pu nous entretenir avec deux frères, élèves de la deuxième promotion, Henri et Marcel Brelaud (90 et 92 ans) et Jacques Leclercq (92 ans), de la troisième promotion. Ces témoignages permettent de mesurer l'écart entre l'image de l'école telle qu'écrite sur les brochures destinées à attirer des élèves, et la réalité du terrain. L'enregistrement de ces entretiens constitue autant d'archives précieuses sur l'histoire de cette école de métiers. Leur histoire est intimement liée à celle de Gurcy: Henri Brelaud a assuré dès son arrivée en septembre 1941 la fonction de secrétaire

¹⁵⁷ circulaires C/100 du 27 septembre 1941 « *il est vraisemblable que nous conserverons le système de deux sessions annuelles, l'une commençant en avril, l'autre en octobre* »

¹⁵⁸ les nombreuses lettres signées du secrétaire du Syndicat Emmanuel André-Martin retrouvées à Blois confirment la motivation et l'énergie qu'il a déployées pour faire installer rapidement et efficacement le centre de Gurcy. Les trois élèves interrogés des deuxièmes et troisièmes promotions ont confirmé l'aspect énergique, sympathique et très professionnel de ce représentant du Syndicat, qui venait souvent à Gurcy. C'était « un type sensationnel »

¹⁵⁹ la circulaire C/100 du 27 août 1941 du secrétaire général du Syndicat des producteurs aux directeurs des sociétés indique que le centre héberge à cette date 72 jeunes gens.

de M Bouton, puis de messieurs Gérard et Lambert à partir de 1943. Il est ensuite resté comptable à l'école, puis chef comptable jusqu'en 1964. Marcel m'a fait le récit d'un quotidien difficile, notamment les travaux aux champs. Quant à Jacques Leclercq, ses souvenirs sont précis et dépassent la période: lui aussi est resté à Gurcy pour être le chauffeur de M Lambert, et entretenir sa voiture. À ce titre, il l'a suivi dans de nombreux déplacements et son témoignage nous permet de savoir que M Lambert se rendait fréquemment au siège social de la CPDE où il avait encore son bureau.



Fond d'exposition « Écoles de métiers EDF », centre de formation EDF des Mureaux, 2014-2015

8.2. CONDITIONS D'ADMISSION ET NIVEAU DES CANDIDATS

Le parc et le château demandent un entretien important, la valorisation du terrain réclame aussi une main-d'œuvre importante. Le personnel est très réduit, et ce sont les élèves qui assurent la quasi-totalité de l'entretien des installations. En mai 1941, le Syndicat professionnel formalise l'admission ; néanmoins les conditions d'entrée à l'école ne sont pas sélectives, il suffit d'être « *français et fils de français* », d'avoir entre 16 et 18 ans¹⁶⁰, une « *parfaite santé, une bonne moralité* »¹⁶¹, et de fournir un trousseau complet détaillé dans la brochure¹⁶².

¹⁶⁰ circulaire C/70 du 27 mai 1941, Archives historiques d'EDF, Blois, Boite 757 303. Cette circulaire formalise pour la première fois l'entrée des élèves en créant une fiche d'admission qui comprend la mention des études réalisées; l'entreprise dans laquelle le jeune fait son apprentissage; la profession des parents. Des dispenses d'âge peuvent être accordées pour des jeunes garçons de 15 ans.

¹⁶¹ circulaire C/17 du 28 janvier 1941

¹⁶² circulaire C/70 « *en outre du trousseau réglementaire fourni par le Secrétariat général de la jeunesse, trousseau qui est actuellement très réduit en raison des difficultés d'approvisionnement de toutes sortes, il est recommandé aux jeunes gens de fournir eux-mêmes un complément d'habillement comportant 2 vêtements de nuit, 2 serviettes de toilettes, 2 mains de toilettes, 2 serviettes de table, 4 mouchoirs, 2 paires de chaussettes, une chemise de jour, une paire d'espadrilles, une paire de chaussures, un équipement sport, culottes et maillots, un caleçon* ».

La décision, souvent favorable, est ensuite prise « *très rapidement* » par le Secrétariat à la jeunesse. L'ensemble de ces formalités « *ne dure pas plus deux jours en principe* »

En se présentant le vendredi matin, les jeunes peuvent arriver au centre le lundi suivant.

Il est pourtant un critère sur lequel les recruteurs ne transigent pas. Les jeunes gens, à leur arrivée, doivent être en excellente condition physique et ce prérequis est vérifié lors d'une visite médicale très minutieuse, qui valide l'entrée ou exclut le jeune adolescent de l'école. Cette visite, destinée à éliminer les jeunes gens atteints de maladies contagieuses ou de constitution trop faible pour supporter les travaux manuels difficiles, est d'abord réalisée dans les locaux du Comité Sully- 40 rue du bac, Paris VIe- où ils reçoivent une carte d'adhésion au Comité, avant de se rendre au siège social de la CPDE. Les élèves sont censés se rendre ensuite au centre d'équipement du Secrétariat Général à la Jeunesse¹⁶³, et prennent le soir même le train pour Gurcy. Ce système est en fait plus souple car les élèves des deuxièmes et troisièmes promotions que j'ai rencontrés n'ont pas rendu visite au Secrétariat à la Jeunesse. Le niveau des élèves est, de l'avis même du Syndicat, relativement médiocre. La réflexion du chef de centre M Bouton à son arrivée est en cela éloquent : « *mon rôle d'instructeur consistera à suivre les garçons (...). Étant donné le recrutement actuel, mon rôle ne sera pas des plus faciles : dans bien des cas ce sera de la rééducation qu'il faudra envisager* »¹⁶⁴.

Pour pouvoir répondre à la mission de centre de formation professionnelle du centre, il apparaît très vite nécessaire de rehausser le niveau d'admission pour « *éliminer les jeunes gens qui n'ont pas à la base un bon niveau de connaissances générales* »¹⁶⁵. Dès fin 1941 on demande alors, outre le certificat d'études primaires, la participation aux deux ans de cours complémentaires, et l'attestation de l'apprentissage dans une société du secteur. Néanmoins nous avons retrouvé des des fiches d'admission d'élèves qui ne disposaient pas de cette formation initiale. Ainsi Jacques Bemault¹⁶⁶ est apprenti certes, mais en boucherie,

¹⁶³ 47 rue des vinaigriers, Paris Xe. Note du 8 avril 1942 du Secrétariat du SPPDEE à Energie Industrielle, Archives historiques d'EDF, Blois, Boite 719 726

¹⁶⁴ lettre du 13 mai 1941 Archives historiques d'EDF, Blois, Boite 719 726

¹⁶⁵ rapport du SPPDEE aux sociétés adhérentes, décembre 1941, p14

¹⁶⁶ Fiche de demande d'admission de J BEMAULT, Archives historiques d'EDF, Blois, Boîte 719 726

et Jean Demarche¹⁶⁷, qui a réalisé son apprentissage chez un jardinier avant d'être aide-bûcheron. Henri Brelaud entre à Gurcy avec une formation de sténodactylo. Sont-ils donc vraiment recrutés pour leurs compétences en électricité ?

Pour rehausser le niveau général des élèves admis à l'école, un examen sélectif est programmé en mars 1942 pour l'entrée de la promotion d'avril, c'est-à-dire pour la deuxième promotion¹⁶⁸. Interrogés sur ce point, les deux frères Brelaud, de la seconde promotion, n'ont en réalité pas passé d'examen. Ce sont donc deux sessions d'examens qui sont théoriquement organisées annuellement: l'une en mars pour la rentrée d'avril, l'autre en septembre pour la rentrée d'octobre. Ces dates d'examens, tout comme les dates de début de session, resteront immuables.

Cet examen se veut sélectif, mais que faire des candidats qui y ont échoué, alors que le centre a un besoin pressant de bras et que les candidats au centre ne sont pas encore très nombreux ? Le Syndicat les admet et les nomme « *élèves en surnombre* »¹⁶⁹: ils entrent à Gurcy et reçoivent quelques cours d'ordre général mais leurs journées sont essentiellement consacrées à des travaux agricoles et manuels sur le domaine et le château.

¹⁶⁷ Annexe à la circulaire C12 du 23 février 1943, Archives historiques d'EDF, Blois, Boite 719 726 " nous vous prions de trouver ci-joint la fiche de demande d'admission au centre de formation de Gurcy-le-Châtel du fils d'un de nos agents DEMARCHE Jean. Notre directeur à Langres nous précise que l'intéressé n'a fait ni apprentissage ni école professionnelle et qu'à sa sortie de l'école primaire, en juillet 1939, un an après avoir obtenu son certificat d'études primaires, il a été apprenti jardinier en Seine-et-Marne, est revenu ensuite chez ses parents et est actuellement bûcheron. Ses antécédents ne permettent donc pas de rendre compte, en dehors de l'expression d'une simple intention, s'il a des aptitudes pour la profession.

¹⁶⁸ circulaire C12 du 23 février 1942, Archives historiques d'EDF, Blois, Boite 757 303 « Monsieur le directeur, Ainsi qu'une nous l'avons indiqué dans la circulaire C 100 du 27 septembre 1941, la nouvelle session de formation professionnelle qui débutera en avril 1942 au centre de Gurcy, sera précédée d'un examen de connaissances générales. Cet examen pour lequel nous nous permettons de vous demander votre concours aura lieu le 16 mars 1942. » Les titulaires du brevet élémentaire sont dispensés de l'examen. L'examen comporte une dictée (1/2 heure), trois problèmes de calcul (2 heures), une composition française (1 heure 30), et du dessin industriel (1 heure). Par la suite, en raison de des difficultés de circulation en temps de guerre, l'examen est décentralisé en régions. Les épreuves sont envoyées par Paris, mais organisées et corrigées par les sociétés. Ce système de sélection par les entreprises elles-mêmes est certes facilitant mais n'engage pas à une sélection objective des meilleurs élèves.

¹⁶⁹ lettre du 30 avril 1943 du SPPDEE à Energie Industrielle, Archives historiques d'EDF, Blois, Boite 719 726 « Pour faire suite à nos récentes conversations téléphoniques au sujet des jeunes RUSTUEL et WILLIOT de Lorient qui désirent être admis au centre de formation professionnelle, nous vous confirmons que ces jeunes gens pourront y être reçus en surnombre, dans les conditions que nous vous avons fait connaître qui sont les suivantes: ils devront subir l'examen d'entrée à la prochaine session d'examen qui aura lieu en septembre ou octobre prochain, et ils ne prendront pas part aux cours de formation professionnelle proprement qu'à partir de moment-ci s'ils sont reçus à l'examen.

Jusque-là, ils suivront les cours de formation générale, prendront part aux travaux ruraux, aux séances de culture physique etc. Leur séjour au centre sera donc du 18 mois au lieu d'un an. »

Six mois après leur intégration, les élèves repassent ensuite l'examen avec les candidats à la promotion suivante et entrent alors en tant qu'élèves. Ce système des élèves en surnombre permet ainsi, à bon compte, de pouvoir disposer de bras supplémentaires.

Même en 1943, l'emploi du temps n'est pas encore stabilisé. Nous avons pu consulter une lettre de novembre 1943 dans lesquels l'administrateur d'Energie Industrielle sollicite le conseil d'André Martin, secrétaire général du Syndicat professionnel pour répondre à une entreprise adhérente, mécontente du peu d'heures de cours: quatre au total par semaine¹⁷⁰. Par chance, nous avons la réponse du Secrétariat général, qui promet quatre heures supplémentaires hebdomadaires. « *de façon qu'ils ne soient pas distraits par les diverses fonctions qu'ils assument (jardinage, travaux de ferme, cuisine) »*.

Pourtant, le témoignage de Jacques Leclercq permet d'affirmer que la formation technique amorçait sa maturité. Elle était diverse et complète, malgré les difficultés dues à la guerre.

8.3. UNE VOIE PRIORITAIRE DE RECRUTEMENT

L'envoi en mai 1941 du règlement général aux sociétés adhérentes au Syndicat est accompagné d'une lettre qui mentionne clairement la priorité aux enfants des personnels des sociétés¹⁷¹. Cette incitation au recrutement de proximité se retrouve dans de nombreuses lettres et rapports. Ce vecteur de recrutement présente l'avantage de s'assurer de la bonne moralité des candidats et de contourner la difficulté de faire connaître l'ouverture du centre alors que la circulation de

¹⁷⁰ lettre du 26 novembre 1943, puis du 22 décembre 1943, boîte 719 726 « *les apprentis qui ont été admis au centre du Gurcy-le-Châtel se plaignent du peu de cours auxquels ils sont astreints: une heure de calcul le mercredi le mardi et le mercredi, une heure de dessin le vendredi, une heure de français le jeudi, soit quatre heures par semaine. Par contre, le reste du temps est employé aux travaux de culture et aux soins à donner aux bestiaux. Les enfants étaient déjà en retard au point de vue instruction, il nous paraît donc anormal qu'ils soient délaissés»*

¹⁷¹ lettre du 28 mai 1941 de Energie Industrielle au centre de Montargis, ref 380 H/JH « *Le nombre de places étant limité, il y a lieu d'apporter toute diligence dans le recrutement des jeunes gens auprès des familles du personnel de notre société. »*

l'information est difficile en raison de la guerre. Cette règle a d'ailleurs prévalu dans l'ensemble des écoles de métiers d'EDF: François Panel, dans son étude consacrée à l'école Sainte Tulle¹⁷², a indiqué également que 80 % des élèves provenaient du village même de Sainte Tulle et étaient enfants d'agents pour la plupart.

Certains d'entre eux sont toutefois envoyés directement par le Commissariat au chômage des jeunes. La proportion à la fin de l'année 1941 est d'environ 80 % de jeunes gens envoyés par les secteurs, c'est-à-dire par les entreprises adhérentes, et 20 % sont recrutés via le Secrétariat Général à la jeunesse¹⁷³.

8.4. LES MONITEURS ET LEUR FORMATION

C'est le terme de « moniteur » plutôt que celui de « professeur » ou de « maître » qui désigne de façon générique l'enseignant à Gurcy. Cette dénomination, employée dans la méthode Carrard, est destinée à casser le rapport hiérarchique classique entre professeur et élèves.

Les cours techniques sont donc assurés par des moniteurs « *mis à disposition par le ministère de la jeunesse et déjà formés à l'institut des métiers de la rue Dareau* »¹⁷⁴¹⁷⁵. Au total, à Gurcy ce sont six moniteurs qui assurent l'enseignement professionnel pour chacune des spécialités techniques¹⁷⁶. L'école « de la rue Dareau » forme alors les instructeurs de tous les centres de formation professionnelle¹⁷⁷ en France. Tout

¹⁷² François PANEL, *Entreprises publiques et formation professionnelle: Sainte-Tulle, une école de métiers d'EDF*, thèse de doctorat à l'université du Havre; *Annales historiques de l'électricité*, 2009/1 (N°7)

¹⁷³ rapport du SPPDEE aux sociétés adhérentes, décembre 1941 p 13

¹⁷⁴ note du 28 mai 1941 du siège social de Energie Industrielle au centre de Montargis, ref 380 H/JH. Cette note est la lettre d'accompagnement de la transmission du premier règlement intérieur, édité le 2 mai

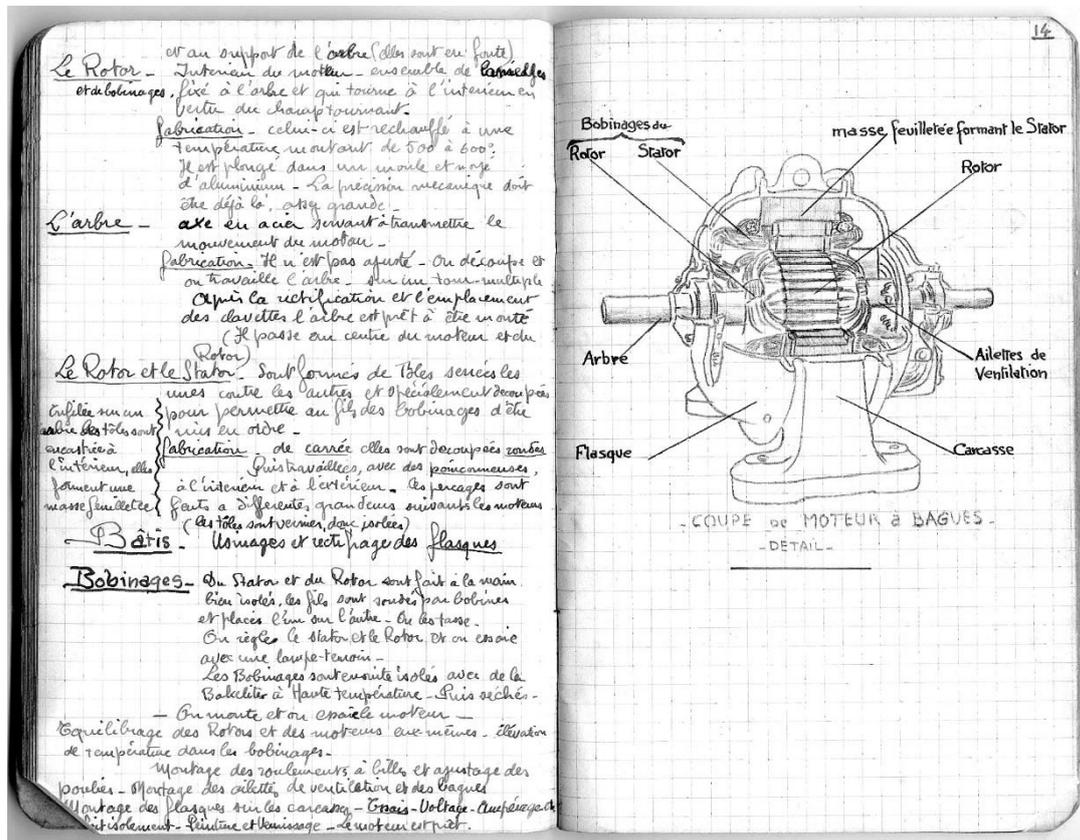
¹⁷⁵ JM HUGUET *la formation d'une élite ouvrière*, Paris, l'Harmattan, 1995: C'est d'ailleurs Rossignol, directeur de cet institut des métiers qui aurait fait recruter Jacques Henckès, futur bras droit de Raymond Lambert

¹⁷⁶ De façon générale « *les moniteurs ont obligatoirement effectué un stage dans une école de formation de cadres du Secrétariat Général à la Jeunesse*» (rapport du SPPDEE aux sociétés adhérentes, décembre 1941, p3). Y aurait-il eu, parmi les enseignants à Gurcy des cadres formés à la fameuse école d'Uriage ?

¹⁷⁷ V TROGER « Les Centres de formation professionnelle. Naissance des lycées professionnels, 1940-1944 ». Colombes: Syndicat national des personnels de direction des lycées professionnels, 1987 et A PROST « Jalons pour une histoire de la formation des adultes (1920-1980) » in *Recherche et formation*, n°53, 2006; « *L'école de la rue Dareau formera 2800 moniteurs, et celle de Clermont-Ferrand, entre 2 000 et 2 500. Ils sont recrutés systématiquement parmi d'anciens ouvriers, car on n'imagine pas alors que l'on puisse dispenser une formation professionnelle si on n'a pas travaillé en usine* »

comme pour la pédagogie de l'enseignement, Gurcy est donc un centre de formation professionnelle relativement classique. Nous notons néanmoins un point remarquable, significatif de l'attention que porte le centre à ses pédagogues: l'institut des métiers de la rue Dareau est le pendant du centre de La Belle Ombre, affilié aux établissements Michelin, à Clermont-Ferrand. Or ce centre se situe dans la même rue que le Comité Sully, et le directeur du service médical de Michelin, Jean-Luc Souty, est lui-même un des fondateurs du Comité.

Le centre de Gurcy conservera toujours ces méthodes actives acquises par les moniteurs formés à l'institut national des métiers de la rue Dareau. Lors de l'étude du Centre de Gurcy après-guerre, nous verrons que la formation des moniteurs sera ensuite dispensée en interne, mais conservera ces mêmes principes.



1942: cahier de prises de notes du cours d'électrotechnique: la théorie est toujours illustrée (Fond JC ROUVIÈRE)

8.5. UNE FORMATION QUI PARAÎT SÉDUISANTE MAIS . UNE RÉALITÉ PLUS COMPLEXE

La nature de l' « éducation professionnelle¹⁷⁸ » dispensée à Gurcy est très attractive sur le papier: les matières sont nombreuses, diverses, et occupent une large part de l'emploi du temps. Cet enseignement se veut dans la droite ligne de la mission que s'est donnée le centre: la formation d'une élite ouvrière spécialement destinée aux exploitations de production et distribution électrique. Cet enseignement s'étend sur une année et se veut sous une forme aussi vivante et simple que possible¹⁷⁹: les cours de formation générale sont complétés par des applications pratiques. La formation technique est additionnée d'une formation générale en français et calcul, dispensés à raison de deux cours d'une heure par semaine. Les élèves sont divisés en petites équipes d'une dizaine d'élèves, et suivent alternativement cours et ateliers.

L'enseignement sur l'année est divisé en deux périodes de six mois: au cours du premier semestre l'enseignement est théorique avec des applications en ateliers pour apprendre la fabrication d'outils nécessaires à l'électricien: forge, ajustage, mécanique, bâtiment, fonderie, travaux de métaux en feuilles¹⁸⁰, menuiserie, électricité. On notera que les enseignements pratiques en ateliers sont très similaires à ceux des autres centres de formation professionnelle au travers de la méthode Carrard¹⁸¹. Le second semestre est consacré à l'initiation aux opérations et activités principales de la distribution de l'électricité: branchement de lignes haute et basse tension, exploitation de réseaux, installation et isolement d'appareils électriques, dangers du courant électrique. Cette division de l'année en deux sessions a été confirmée par les élèves Henri et Marcel Brelaud.

¹⁷⁸ c'est ainsi qu'est nommé l'enseignement dans le règlement général du 2 mai 1941

¹⁷⁹ rapport du SPPDEE aux sociétés adhérentes, décembre 1941 p 6

¹⁸⁰ Marcel BRELAUD, promotion Ampère et Jacques LECLERCQ, promotion Berthelot, m'ont tous deux évoqués, et montré, un petit seau en fer réalisé lors de cet atelier et qu'ils conservent précieusement, retranscription des entretiens en annexes 3 et 4

¹⁸¹ B BONNET



1943: atelier de métaux en feuilles- Les élèves BRELAUD et LECLERCQ conservent encore le seau qu'ils y ont fabriqué . (Fond JC ROUVIÈRE)

Sur le papier, l'emploi du temps classique d'une journée se décompose comme suit: de huit heures à neuf heures: cours d'électricité, de neuf à douze heures travaux pratiques de préapprentissage ou travaux électriques en équipe, de quatorze à dix-sept heures: travaux agricoles ou aménagement du parc, de dix-sept à dix-huit heures: entretien et nettoyage, puis une heure d'exercice physique ensuite de vingt à vingt-et-une heures trente: les cours de français ou calcul alternent avec une veillée en commun.

La pédagogie se veut innovante: l'enseignement de l'électricité est conçu pour permettre la compréhension des phénomènes électriques sans l'emploi d'aucune formule algébrique. À ce propos, une information intéressante nous vient de ce fameux rapport de 1941, répétée dans la brochure de présentation du centre de 1943: l'enseignement qui est donné suit la méthode du fondateur de l'Institut de Psychologie Appliquée de Lausanne, Alfred Carrard¹⁸². Cette méthode complète,

¹⁸² Alfred CARRARD (1889-1948) est à l'origine d'une méthode de formation accélérée qui donne d'excellents résultats. M ROCHE « *La méthode Carrard et la formation professionnelle des adolescents*. In: *Enfance*, tome 1, n° 3, 1948. pp. 245-247: « Elle est basée sur cinq principes simples 1) ne pas laisser l'apprenti faire de mouvement de façons qu'aucune mauvaise habitude ne soit prise, ne pas enseigner deux choses nouvelles à la fois et décomposer le geste 2) partir toujours du concret pour aller vers l'abstrait 3) n'apporter du nouveau que lorsque les choses apprises précédemment auront été bien assimilées 4) maintenir l'intérêt en éveil en variant les exercices »

nouvelle, est alors enseignée dans tous les centres de formation professionnelle mis en place sur volonté du gouvernement¹⁸³, c'est d'ailleurs aussi ce qu'indique le rapport de fin 1941¹⁸⁴. En effet, Antoine Prost¹⁸⁵ confirme que l'éducation nationale n'a pas de savoir-faire pédagogique en matière de formation ouvrière, la méthode Carrard est appliquée en priorité par les centres de l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières) qui cherchent à rationaliser la formation rationnelle sur la base des méthodes de l'Organisation Scientifique du Travail employées dans l'industrie.

La méthode Carrard est spécialement étudiée pour faire acquérir en un minimum de temps la pratique des opérations élémentaires, dans des conditions vivantes se rapprochant autant que possible de la réalité. Cet élément est intéressant, car il met en valeur non seulement la nécessité d'une formation rapide et efficace, mais rapproche l'enseignement donné à Gurcy de celui dispensé dans les autres centres, notamment les CFPA. À Gurcy, la méthode Carrard est appliquée scrupuleusement: les moniteurs travaillent auprès d'équipes de six élèves, et les enseignements variés s'enchainent. Dans la brochure de 1943, transmise par un ancien élève de la troisième promotion, l'atout d'une formation dispensée dans un minimum de temps est évoqué dès la première phrase.

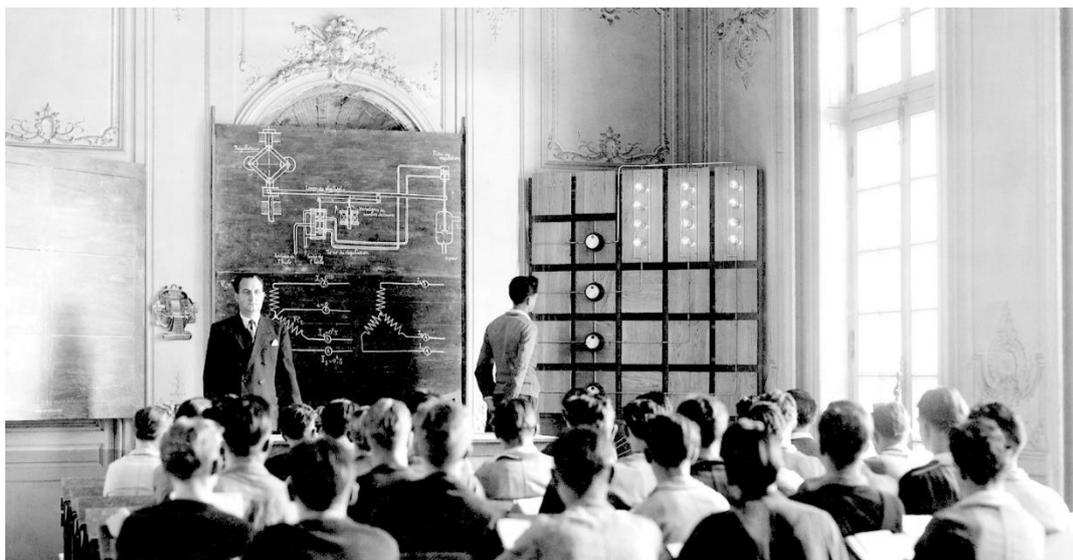
5) *maintenir un contact individuel permanent entre le moniteur et l'élève. Ce dernier principe suppose que le moniteur a au maximum cinq ou six élèves à diriger.* »

Les centres de l'UIMM pour jeunes chômeurs feront également appel à cette méthode, cf A PROST « Jalons pour une histoire de la formation professionnelle des adultes », in *Recherche et formation*, n° 53, 2006

¹⁸³ B. BONNET, *La formation professionnelle des adultes, Une institution et ses formateurs*, Paris: L'Harmattan, 1999

¹⁸⁴ rapport du SPPDEE aux sociétés adhérentes, décembre 1941, p13: « *cette formule a prévalu dans tous les centres de jeunesse* »

¹⁸⁵ A PROST « jalons pour une histoire de la formation des adultes (1920-1980) » in *Recherche et formation*, n° 53, 2006 p 9



Novembre 1943: premier tableau pédagogique pour un enseignement participatif: un enseignement moderne (Fond JC ROUVIÈRE)

Même si Gurcy se veut « *essentiellement professionnel, et entièrement nouveau par son esprit et ses méthodes* »¹⁸⁶, la pédagogie de l'école ne se distingue donc pas vraiment de celle des autres centres de formation professionnelle. Par la suite, avec l'arrivée de Raymond Lambert et surtout du grand pédagogue Jacques Henckès, c'est pourtant ce qui fera sa grande originalité. Nous étudierons alors en quoi ce centre a pu, à partir d'une méthode pédagogique générique, en produire une originale qui fera son succès dans le monde entier.

Sur le terrain, la formation est moins lisse que celle définie dans l'emploi du temps des brochures. Nous avons vu précédemment que l'analyse de la chronologie de la première promotion faisait apparaître un décalage de plusieurs mois entre leur arrivée en février 1941 et le début des cours. Ce temps de transit avant les cours est reproduit pour la seconde promotion: celle-ci commence théoriquement en avril 1942, mais les élèves sont en fait arrivés bien avant: ainsi Henri Brelaud est arrivé en septembre 1941, et son frère trois mois avant encore. Pendant près de huit mois donc, de septembre 1941 jusqu'en avril 1942, ces élèves ont été employés exclusivement aux travaux dits « *communautaires* »: récoltes dans les champs; défrichage du parc; mise en place de la ferme et du potager; gros œuvre de bâtiment; garde des moutons de la ferme du Gurcy; fabrication du charbon de bois;

¹⁸⁶ brochure de 1943 évoquant la méthode Carrard utilisée à Gurcy

bûcheronnage ; travail du potager ; débroussaillage. Pendant cette période, ils n'ont reçu aucune formation relative à l'électricité.



1944: les travaux à la ferme Husson, sous la surveillance vigilante du fermier (Fond JC ROUVIÈRE)

Les travaux étaient nombreux et difficiles, car le terrain largement en friche. Certains élèves chanceux parvenaient à échapper à ces travaux, car assuraient des fonctions administratives, tel Henri Brelaud la fonction de secrétaire du directeur. Le centre du Gurcy, via son intendant M Bourgeois, avait par ailleurs construit une forme de partenariat de long terme avec la grosse ferme Husson voisine. Les élèves y travaillaient quasiment gratuitement, en contrepartie la ferme donnait au centre de formation une partie du produit de ses récoltes. Marcel Brelaud se souvient ainsi avoir travaillé à la ferme du père Husson, sous le commandement directif du fils, qui parcourait les champs à cheval en abattant son fouet sur les jeunes garçons par trop indolents.

De nombreux élèves, déçus de la médiocre qualité de la formation ou attirés par un travail mieux rémunéré quittent le centre en cours de cycle, même après 1942, et cette désaffection est une grosse préoccupation pour le Syndicat professionnel¹⁸⁷. Le

¹⁸⁷ lettres du 28 août 1942, du 18 février 1943, du 15 février 1945 du Syndicat, Archives historiques d'EDF, Blois, Boite 757 303 « Il sera nécessaire également que vous signaliez à l'attention des familles qu'une des conditions essentielles d'une bonne organisation du centre est une assiduité parfaite des élèves. L'enseignement est en effet donné par équipe et le travail se trouve profondément désorganisé lors des départs de jeunes gens, ceux-ci ne pouvant alors être remplacé dans leur équipe. Il convient donc que les parents s'engagent formellement à ce que les enfants accomplissent intégralement le cycle des cours »; « Il serait également souhaitable que vous vous assuriez de l'intention bien nette de vos candidats de faire carrière dans l'industrie électrique et en conséquence de l'assiduité qu'ils manifesteront à l'enseignement du centre. »

départ du centre en cours de formation provient parfois des parents, mécontents de l'enseignement dispensé au centre. Nous avons en particulier retrouvé la lettre d'une mère d'élève, adressée au directeur de Gurcy, annonçant que son fils ne reviendrait pas au centre, et très claire sur la raison du départ « *nous qui croyions qu'il suivrait des cours très sérieux pour le métier qu'il a choisi, est en réalité vacher.* »¹⁸⁸

Néanmoins entre la deuxième et la troisième promotion, la part de la formation s'accroît fortement: Jacques Leclercq se souvient très bien des cours d'électricité et des cours d'ateliers, riches d'enseignement pour son futur métier d'électricien ; et les frères Brelaud, pendant leur année de formation reçoivent un enseignement fructueux, quoiqu'assez classique.

Par ailleurs la vie au centre est rude, comme elle l'était pour tous pendant la guerre. S'il est vrai que la ration de pain de 275 grammes distribuée était inférieure aux 350 grammes mentionnés dans le journal de l'école¹⁸⁹ (les sociétés adhérentes demandent d'ailleurs des explications sur cette quantité¹⁹⁰), les repas ne sont pas très variés¹⁹¹, les anciens élèves interviewés ont néanmoins insisté sur le niveau du confort important du centre pour l'époque. Un poêle à bois alimenté quotidiennement par les élèves équipe chaque chambre, et la nourriture est en quantité globalement suffisante¹⁹². Ils m'ont d'ailleurs remontée une anecdote significative: courant 1941 la direction stockait sous les combles du château des lits superposés en bois en prévision des élèves supplémentaires qui allaient arriver au centre. Or l'hiver 1941-42 est très vigoureux, et la direction n'a pas hésité à préempter ces lits et les découper pour approvisionner les poêles des chambres des élèves. Au final, il n'est pas simple de démêler la réalité de la légende: le journal interne Flash de 1943 indique que « *le directeur Monsieur Lambert s'est ému de voir des jeunes souffrir de la faim et du froid et qui s'est promis de remédier à cet état* ».

¹⁸⁸ lettre du 1^{er} janvier 1944 de Mme Bouquet, St Martin d'Auxigny, adressée au directeur du Centre de formation professionnelle de Gurcy-le-Châtel, Archives historiques d'EDF, Blois, Boite 719 026

¹⁸⁹ journal interne FLASH, 1943

¹⁹⁰ note du 24 juillet 1942: la Société Hydro Électrique des Basses Pyrénées se plaint de la faible ration alimentaire des élèves, réf. ST/OC, Archives historiques d'EDF, Blois, Boite 719 726

¹⁹¹ le détail du premier repas de la journée m'a été raconté par Jacques Leclercq: après la douche qui succède au « décrassage » matinal, on fournit aux élèves 275 grammes de pain grossier, deux sucres, et du lait des vaches de Gurcy avec un semblant de café.

¹⁹² même si les élèves prospectaient les fermes alentour chercher les pommes de terre non ramassées dans les champs. Ils les faisaient ensuite griller dans les cheminées des chambres (entretien retranscrit en annexe 4)

8.6. UN ENSEIGNEMENT SPORTIF ALTERNATIF: L'HÉBERTISME

La jeunesse de France est, nous l'avons vu, le vecteur essentiel de la Révolution Nationale, le fer de lance de sa mise en œuvre. Outre les valeurs morales, les jeunes doivent acquérir la conscience qu'un corps robuste, sain, vigoureux est primordial pour assurer pleinement leur mission d'acteur principal du redressement national¹⁹³.

En conséquence, le sport est considéré comme une composante essentielle de l'éducation, au même titre que les autres matières théoriques ou manuelles. Le gouvernement de Vichy, pour favoriser l'éducation physique en mouvement en réaction à un enseignement jugé trop intellectuel, porte son choix sur la « méthode Hébert » en la déclarant « *méthode nationale* ». Elle présente l'avantage d'être active, dynamique, et efficace: en peu de temps, les jeunes voient leur musculature se renforcer. La devise de la méthode Hébert est par ailleurs explicite avec sa finalité: « être fort pour être utile », par ailleurs mentionnée dans le journal Gurcy Transfo.

L'hébertisme, nommé aussi « méthode naturelle », est présenté par son auteur en 1913 lors du congrès international d'éducation physique. En opposition à la méthode dite « Joinville », qui prend en compte une mesure quantitative de l'effort physique, elle recueille alors un grand succès sur l'ensemble des structures et mouvements de jeunesse. Elle est appliquée par exemple à l'école des Roches¹⁹⁴, chez les Compagnons de France dès leur création en août 1940¹⁹⁵ et dans les Chantiers de la jeunesse¹⁹⁶.

¹⁹³ de nombreuses lettres avancent cet argument, boîte 788 771

¹⁹⁴ N DUVAL *L'école des Roches*, Paris, Belin, 2009

¹⁹⁵ B CACERES, *Histoire de l'éducation populaire*, collection « Peuple et culture », Paris, Seuil, 1989, p 128

¹⁹⁶ M LASCAUD et F DUTHEIL *Pratiques physiques et sportives, « formation virile et morale » dans les chantiers de la jeunesse, 1940-1944*, Staps, 2002/2 no 58, p. 35-48 « Former physiquement les jeunes de France est une des tâches essentielles que doivent remplir les Chantiers. Nous savons, pour avoir vu dans quel état physique lamentable les jeunes nous arrivent à chaque contingent, que c'est là une besogne urgente et indispensable. Il faut donc profiter des huit mois de stage pour les revigorer tout en leur donnant un goût durable de l'effort physique » (*Espoir*, n° 35, février 1944). Ce programme comprend des exercices dont « les moyens doivent être simples, et l'atmosphère attrayante ». La méthode Hébert « dont l'esprit se situe bien dans l'organisation projetée » est ainsi utilisée sous forme de leçons prévues quotidiennement.

8.6.1. La méthode Hébert

Le principe doctrinal de la méthode naturelle, spécifiquement conçue pour les jeunes, est « *d'utiliser les gestes de notre espèce pour acquérir le physique complet* »¹⁹⁷. Cette méthode a été conçue par Georges Hébert (1875-1957), officier de marine engagé dans le mouvement de jeunesse Éclaireurs de France, propédeutique des Scouts de France, choyé par le gouvernement de l'époque. Elle se pratique prioritairement en l'extérieur et favorise le développement de l'ensemble du corps au moyen d'exercices physiques qui se veulent proches des mouvements naturels. Les exercices sont classés en huit groupes principaux: marche, course, saut, grimper, lancement, défense, natation.

8.6.2. Son application au centre de formation professionnelle de Gurcy.

Au bilan des premiers mois de l'expérience, la direction du Gurcy explicite très nettement l'usage de la méthode Hébert. « *L'enseignement de la culture physique prend une heure par jour. Les séances de culture physique comprennent environ 15 à 20 minutes d'exercices d'ensemble suivant la méthode Hébert, et 40 minutes de sports athlétiques en été ou de jeu d'équipe (football basket-ball, volley-ball) en hiver* »¹⁹⁸. La devise « *être fort pour être utile* » est en outre dans la mémoire des anciens élèves que j'ai rencontrés, ainsi que dans le journal des élèves de 1943.

Pratiquement, dès le lever à six heures, les élèves sont amenés à s'habiller rapidement en short, et à courir un cross dans le parc pendant vingt minutes, et par tous les temps. Ils prennent ensuite une douche, « *et même une douche chaude* » m'a précisé Jacques Leclercq¹⁹⁹, puis se restaurent rapidement avant le début des cours. Cet exercice matinal, nommé « *décrassage* », devient systématique et pérenne à Gurcy.

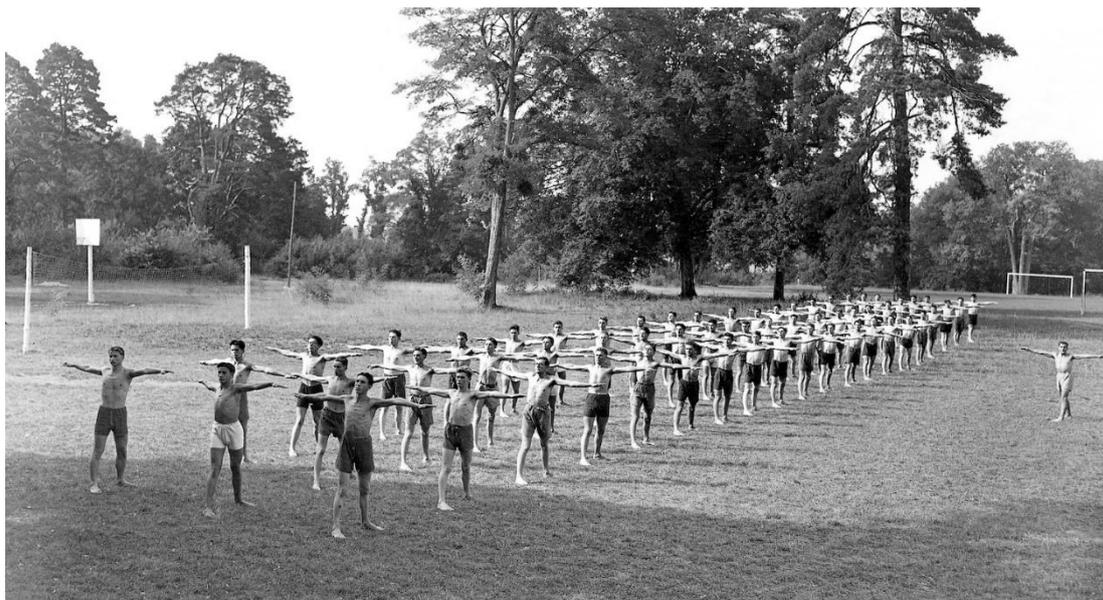
À court terme, pendant la guerre, la méthode se révèle très efficace: « *les résultats de cet entraînement se manifestent rapidement par une amélioration physique des jeunes gens. Dès le premier semestre on observe une augmentation du poids moyen*

¹⁹⁷ G HEBERT (1875-1957) 1941, *Éducation physique ou l'entraînement complet par la méthode naturelle*, Paris, Vuibert, 1913

¹⁹⁸ rapport du SPPDEE aux sociétés adhérentes, décembre 194 p 9

¹⁹⁹ entretiens de janvier et mai 2016 .

des équipiers avec développement de la cage thoracique ». Par ailleurs, nous avons vu qu'une partie importante de l'emploi du temps est consacrée aux travaux manuels. Ceci nécessite une forte constitution physique, une pleine santé. D'ailleurs, du moins au début, la visite médicale est l'étape la plus sélective de l'entrée à Gurcy. Néanmoins, il faut reconnaître que si la méthode est efficace, elle n'est pas absolument universelle: les frères Brelaud affirment que le moniteur de sport, M. Canonne, contrairement à la soi-disant exemplarité des moniteurs affichée dans la brochure, regardait les élèves sans participer aux exercices, « *il restait même les mains dans les poches* ».



1943: la méthode Hébert en action: un corps sain et aéré - Fond JC ROUVIÈRE

Les jeunes gens adhèrent rapidement à cette méthode dynamique, moins stricte que les exercices sportifs effectués au cours de leurs études précédentes. À partir de cette méthode active, le sport deviendra, à l'école de Gurcy comme dans l'ensemble des écoles de métiers d'EDF le pivot de toute la formation. Il s'agit bien d'un pivot, car le sport permet la transmission de valeurs essentielles: les jeux de groupe, nombreux, transmettent les valeurs de solidarité et d'esprit d'équipe. Dès la première promotion Espoir de France, les équipes sportives de Gurcy rencontrent régulièrement les équipes locales voisines de Donnemarie-en Montois ou des collèges de Nangis ou Provins, ces rencontres sportives permettent de fédérer un esprit commun, et aiguise l'esprit de compétition. Nous aborderons le sujet essentiel de la place du sport à Gurcy lors du mémoire ultérieur, mais la pratique du sport sera bien le catalyseur du prestige de Gurcy jusqu'à sa fermeture.

8.7. UNE FORMATION COMPLÉTÉE PAR DES STAGES EN ENTREPRISE

Dès l'ouverture du centre début 1941, le Syndicat professionnel envisage que les candidats effectuent, à l'issue de leur formation à Gurcy, des stages en entreprises sur une période de deux ans. Pourquoi cette motivation ? Nous n'avons pu trouver des éléments factuels qui l'argument, néanmoins nous pouvons avancer trois hypothèses, à l'avantage des sociétés, du centre lui-même, ou du Syndicat:

- À l'issue de leur montée en compétence, les élèves réintègrent les effectifs des sociétés adhérentes qui les y ont envoyés et dont elles ont financé la formation. L'objectif principal des employeurs est un retour rapide sur investissement en disposant, à la fin de la formation complète, d'ouvriers directement opérationnels sur les métiers de l'électricité. Dans ce contexte, les sociétés sont demandeuses de stages pour compléter avantageusement la formation théorique dispensée au centre.
- Une autre hypothèse serait que le centre puisse valoriser une formation globale, mais avec un investissement limité: les stages apportent aux élèves un complément de compétences sans que le centre n'ait besoin d'investir, puisque ce sont les entreprises qui les accueillent en stage qui achèvent leur formation
- Lorsque le Syndicat professionnel évoque des stages, il le fait souvent en associant la finalité de « *renouer avec l'ancienne tradition du tour de France* »²⁰⁰. Le Syndicat peut alors valoriser la formation d'ouvrier électricien comme une formation plus complète que celle d'un apprentissage classique qui, dans les années 1940, pâtit d'une mauvaise image car en « crise ». À Gurcy, l'apprentissage serait alors plutôt à rapprocher de celui d'un artisan à compétence rare tel un Compagnon

Quelles qu'en soient les raisons, le Syndicat annonce un stage de deux ans, ramené ensuite à un an à partir de fin 1942, dans des entreprises de construction de matériels, ou dans des chantiers d'installation d'usines, de postes, ou dans des

²⁰⁰ rapport du SPPDEE aux sociétés adhérentes, décembre 1941 et brochure de présentation du centre 1943

forges. Marcel Brelaud, de la promotion Ampère, nous a confirmé avoir effectivement été en stage pendant deux années²⁰¹.

Au cours des stages, les élèves passent successivement par des usines d'appareillage, puis dans des chantiers de construction ou d'installation de postes. Pendant leurs stages, les élèves restent théoriquement en contact avec le chef du centre. En réalité, ce contact est diffus, et se résume aux aspects matériels. En 1943 le journal des anciens élèves, Gurcy Transfo, évoque en quelques lignes les stages des anciens élèves, mais se borne à des généralités²⁰².

Les entreprises qui accueillent les stagiaires sont plutôt de taille importante et connues dans le secteur: par exemple Les Ateliers d'Orléans, Forclum, CEM, Jeumont, Alstom, Société Hydroélectrique de Basses Pyrénées ...

Ces stages sont rémunérés mais le salaire est faible et variable d'une entreprise à l'autre. Il est en moyenne de 3,65 francs de l'heure pour un travail d'une cinquantaine d'heures hebdomadaires. Le Syndicat des producteurs et distributeurs d'énergie électrique sollicite d'ailleurs fréquemment les sociétés adhérentes pour leur demander de compléter le revenu des stagiaires qui ne peut suffire à subvenir à leurs besoins, estimés à 1000 Fr. en moyenne par mois²⁰³.

8.8. LE « BRICOLAGE » DES PREMIERS MOIS

Le contexte de création du centre est inséparable de la Débâcle, la désorganisation générale du pays est générale.

Ce désordre se reflète dans la confusion de l'organisation pratique du centre. Les responsabilités sont diffuses et les rivalités présentes: le Comité Sully est le locataire

²⁰¹ Entretien du 14 mai 2016, retranscrit en annexe 3: 4 stages sont effectués dès la sortie de Gurcy en octobre 1943: entreprise Fulda pendant 5 mois (mi-octobre 1943); Compagnie Électro-Mécanique pendant 7 mois (Novembre 1943-Juin 1944), 4 mois à Montceau les Mines (juin-septembre 1944), puis Energie Industrielle pendant 11 mois (octobre 1944 à septembre 1945)

²⁰² Gurcy Transfo p 16 « *Ambiance très sympathique à l'usine du Bourget de la CEM. L'équipe Manier est très satisfaite des conditions de travail* »; « *A la Savoisienne d'Aix les Bains, Mailler s'est révélé un excellent chef d'équipe et parfait animateur. Le stage s'y déroule dans de très bonnes conditions à tous points de vue. Mentionnons spécialement l'activité sportive de l'équipe qui pratique ski et natation* »; « *Très bonnes nouvelles de l'équipe Jeumont qui apprécie l'intérêt croissant de son stage* » etc...

²⁰³ par exemple lettre du 12 janvier 1943 à propos du jeune stagiaire J CARRE, en stage aux Ateliers d'Orléans, Archives historiques d'EDF, Blois, Boite 719 726, ou celle du 18 aout 1942 d'un stagiaire aux Ateliers d'Orléans, payé 5 francs de l'heure

du centre, mais néanmoins peu présent dans le circuit de décision. Le Syndicat des Producteurs et Distributeurs d'Énergie Électrique est au contraire très actif sur le recrutement de futurs candidats, il assure aussi la « promotion » du centre auprès des sociétés. La direction de Gurcy n'est pas encore autonome, la plupart des courriers sont à l'entête du Syndicat. En conséquence, et du fait de la période agitée, les décisions sont confuses et leur diffusion difficile.

Les échanges regrettant la désorganisation du centre sont nombreux: les sociétés ignorent à qui adresser les fils d'agents qu'elles ont réussi à convaincre, ou les envoient directement à Gurcy sans avertissement de Paris²⁰⁴ ; le centre ne sait pas à quelle date arrivera le nouveau directeur ; les professeurs manquent de matériel et trouvent des solutions de fortune en sollicitant des prêts ou dons de matériel de la part des sociétés²⁰⁵.

Le directeur, M Bouton, lui-même s'étonne de la désorganisation et du manque de discernement dans le recrutement²⁰⁶. Les discussions autour de l'organisation pratique sont nombreuses, et concernent tous les champs depuis l'organisation des cours, jusqu'à celle du logement du directeur, jugé trop inconfortable. Enfin, la question des appointements du directeur paraît facteur de tension importante²⁰⁷ entre Energie Industrielle auquel il reste rattaché et le Syndicat professionnel, chacun se rejetant la responsabilité de sa rémunération. Ces éléments relèvent certes du détail, mais paraissent significatifs du «bricolage» des premiers mois de l'école de Gurcy.

²⁰⁴ liste des garçons proposés par le centre de Montargis envoyés directement sans avertissement de Paris, boîte 719 726

²⁰⁵ Note du 19 août 1942 du Syndicat à la société hydroélectrique des Basses Pyrénées, Archives historiques d'EDF, Blois, Boite 719 126 « Messieurs, sachant tout l'intérêt que vous portez à l'expérience de formation professionnelle que nous avons tentée au centre du Gurcy le Châtel, nous nous permettons de faire appel à vous d'une manière particulière, pour que vous vouliez bien, en vue de permettre d'achever le montage du laboratoire d'électricité de notre centre, nous indiquer qu'il vous serait possible de fournir, soit à titre onéreux soit à titre gracieux le matériel suivant qui ne serait tout à fait nécessaire: un interrupteur tétrapolaire 25 ou 30 A sur marbre, un coupe-circuit tétrapolaire 25 ou 30 A sur marbre »

²⁰⁶ lettre du 13 mai 1941, ref. C3/JC boîte 719 726: « étant donné le recrutement actuel, mon rôle ne sera pas des plus faciles: dans bien des cas ce sera de la rééducation qu'il faudra envisager »

²⁰⁷ finalement fixés à 2242 francs mensuels

8.9. LA QUESTION DU FINANCEMENT DE LA FORMATION DES ÉLÈVES

La réponse de l'industrie électrique à la problématique du chômage des jeunes est leur rassemblement au sein d'un centre de formation. C'est un objectif de long terme, mais qui doit être financé à court terme.

La charge financière pour le Syndicat se veut nulle²⁰⁸, les frais sont indirectement pris en charge par les sociétés adhérentes, qu'il s'agit donc de convaincre. Bénéficiant de subventions nationales²⁰⁹, et très probablement de l'avantage fiscal que procure le versement de la taxe d'apprentissage, le bénéfice pour les sociétés serait un retour rapide sur investissement: elles proposent au Syndicat de jeunes candidats de 16 à 18 ans, et les retrouvent formés et opérationnels au terme d'une année d'étude augmentée de stages.

Les coûts d'exploitation et la répartition des responsabilités financières sont très détaillés dans le rapport de décembre 1941: le domaine est loué par le Secrétariat à la Jeunesse via le Comité Sully à la CPDE qui en a fait l'acquisition, le loyer annuel est de 35 000 francs. Les gros travaux d'entretien (aménagement de l'infirmierie, logements pour les cadres, fourniture de mobilier pour les salles de cours) ont été pris en charge directement par la CPDE pour un montant de 100 000 francs. De plus, les cadres administratifs et les moniteurs sont directement rémunérés par le Secrétariat à la jeunesse, à l'exception des moniteurs spécialisés²¹⁰.

Outre les travaux complémentaires d'agencement des bâtiments, les sociétés adhérentes conservent à leur charge l'achat du matériel de cours d'électricité et devront s'acquitter des frais d'enseignement propre à l'électricité en détachant des

²⁰⁸ rapport du SPPDEE aux sociétés adhérentes, décembre 1941 p 15 et 16 « *le Syndicat ne supportera aucune charge de caractère immobilier* »

²⁰⁹ « *Le Secrétariat général de la jeunesse a subventionné les dépenses d'aménagement des ateliers.* »

²¹⁰ circulaire C 17 du Syndicat sociétés adhérentes du 28 janvier 1941. « *nous nous permettons de faire appel notamment à toutes les sociétés de la région Sud Est de Paris, pour que soient détachés au centre, soit en permanence, soit quelques heures par semaine, des ingénieurs ou contremaîtres capables de donner aux jeunes gens un enseignement professionnel pratique sur les différentes spécialités de notre industrie. Enfin, pour que le centre puisse être adopté avec le minimum de frais, de l'outillage et de l'appareillage nécessaire à l'enseignement professionnel, nous nous permettons de faire appel à vous vouliez bien nous indiquer le matériel électrique qui vous serait possible de céder au centre, à titre onéreux, ou de préférence à titre gratuit. Nous espérons que, grâce aux rendus de tous nos adhérents, le centre pourrait très prochainement, sans doute vers la fin février, recevoir des jeunes gens* ».

professeurs à titre gratuit²¹¹. Elles devront en outre rembourser au Syndicat les frais de scolarité de leurs candidats reçus à Gurcy, pour un montant initialement estimé à 1700 francs par élève. Le total de ces dépenses, hors frais de scolarité, sont estimées à 200 000 francs Le Syndicat professionnel se montre très actif car les sociétés ne sont pas toujours très volontaires²¹².

Quant aux jeunes gens, les frais de scolarité sont gratuits. Ils doivent seulement fournir le trousseau présent dans la fiche d'inscription²¹³.

L'essentiel de la charge financière, pour les sociétés adhérentes, est le remboursement des frais de scolarité au prorata du nombre d'élèves qu'elles envoient à Gurcy. Le montant de ce remboursement leur est indiqué par le Syndicat professionnel au moment de la sortie des élèves. Force est de constater que le Syndicat Professionnel des Producteurs et Distributeurs d'Energie Électrique annonce une inflation importante des frais. Initialement estimé en 1941 à 1700 Francs par élève, le montant s'élève deux ans plus tard à 1900 francs ²¹⁴, puis six mois après à 2900 francs ²¹⁵ par élève, 3250 un an après en juin 1945²¹⁶, et 5000 francs en mai 1946²¹⁷. Ces montants ont été retrouvés sur la correspondance entre le Syndicat professionnel et différentes sociétés: Société hydroélectrique des basses Pyrénées, Energie Électrique de basse Loire, Union électrique rurale.

En cinq ans, le montant des frais de scolarité a ainsi été triplé. Nous ignorons par contre quelle a été l'issue de cette négociation, et si au final les familles ont été

²¹¹ c'est aussi le cas pour le chef de centre: M. BOUTON a été détaché de Energie Industrielle à titre gratuit

²¹² des lettres d'échange entre le Syndicat professionnel sont très significatives: le premier déploiement des trésors argumentaires pour convaincre les sociétés, celles-ci sont plutôt dans une position négociatrice

²¹³ Néanmoins, cette répartition des frais trouve assez vite ses limites. Ainsi, dès septembre 1942 les sociétés négocient leur participation financière. En effet, la société Energie Industrielle avance que les frais sont, en partie seulement, couverts par des subventions de l'État. La réflexion est amorcée pour savoir s'il y a lieu de demander aux familles dont les moyens sont suffisants pour aider leurs enfants, de prendre en charge une part du solde du montant des frais de scolarité, qui pourrait en être fixé à 20 % mais ne saurait être inférieur au montant de l'allocation familiale encaissée par la famille (lettre du 21 septembre 1942 de la direction d'Energie Industrielle au SPPDEE, boîte 719 726)

²¹⁴ lettre du 18 novembre 1943 du Syndicat professionnel à la société hydroélectrique des Basses Pyrénées, boîte 719 726

²¹⁵ lettre du 6 juin 1944 à Energie Électrique de basse Loire Saint-Nazaire, boîte 719 726

²¹⁶ lettre du 15 juin 1945 à Energie Industrielle, boîte 719 726

²¹⁷ lettre du 28 mai 1946 à l'Union Électrique Rurale, boîte 719 726

mises à contribution. Les anciens élèves ignoraient si l'accès à l'école était gratuit ou si leurs familles devaient supporter une quelconque charge financière.

8.10. L'OMBRE DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL À LA JEUNESSE

L'interlocuteur principal des courriers relatifs à l'ouverture du centre du Gurcy est le Syndicat Professionnel des Producteurs et Distributeurs d'Énergie Électrique. De nombreuses lettres évoquent le Secrétariat Général à la Jeunesse, mais nous n'avons trouvé que peu d'écrits directs.

Néanmoins, ne nous y trompons pas, le Secrétariat à la jeunesse est bien présent, toutefois de manière de plus en plus effacée. Le rapport de décembre 1941 rattache la création du centre à l'initiative du Secrétariat à la jeunesse: « *Nos préoccupations rejoignent donc entièrement celle du Secrétariat général de la jeunesse, qui dès cette époque, organisait de nombreux centres ruraux de jeunes gens. (...) Cette expérience sera couronnée de succès si nous avons la pleine et confiante collaboration avec l'État et notamment avec le Secrétariat Général à la Jeunesse qui dès l'origine a encouragé et soutenu notre action*²¹⁸ ». De même, la première phrase du règlement général du centre, édité en mai 1941, indique: « *le centre est créé sous les auspices du Secrétariat général de la jeunesse, par l'intermédiaire du Comité Sully, avec la collaboration du Syndicat professionnel des producteurs et distributeurs d'énergie électrique* ».

Deux ans plus tard, en 1943, l'objet de la brochure de présentation du centre indique cette fois: « *le centre de formation professionnelle de Gurcy le Châtel fut créé, dès février 1941, par le Syndicat professionnel des producteurs et distributeurs d'énergie électrique (sous l'égide des Administrations compétentes)* ». Si l'on observe de près la sémantique, la nuance est d'importance: du statut d'initiateur principal, le Secrétariat à la jeunesse passe deux ans plus tard à celui impersonnel d'«Administration».

Néanmoins, sa trace est bien présente. Ainsi M. Dezeaux, délégué régional adjoint au commissariat général à la jeunesse est-il présent à la fête de la fin de la

²¹⁸ rapport du SPPDEE aux sociétés adhérentes, décembre 1941 p 3 et p 20

promotion Berthelot, en octobre 1943²¹⁹. Ou lors de l'entretien lors de l'accueil des candidats avant leur entrée à Gurcy²²⁰.

Au sein du centre, plusieurs courants cohabitent: certains professeurs sont acquis à la cause du maréchal, probablement Edmond Auclerc et Georges Canonne, d'autres ont une opinion moins tranchée. Mais globalement, le centre se tient à distance: les élèves des premières promotions avec qui je me suis entretenue ont indiqué que le lever des couleurs ne s'accompagnait jamais de chants patriotiques, en particulier pas de « *Maréchal nous voilà.* » Néanmoins, Marcel Brelaud se souvient très bien d'un jour d'automne 1943 où tous les jeunes de centres de jeunesse de France se sont retrouvés à l'hippodrome de Vincennes, pour un rassemblement organisé par le Secrétariat Général à la Jeunesse. À cette occasion, ils ont tous chantés, y compris les élèves de Gurcy, le fameux champ allégorique au Maréchal. C'est la seule fois que ces élèves de la troisième promotion l'ont entonné. Par ailleurs, sur la promotion suivante, Monsieur Leclercq nous a dit que les élèves avaient entonné le même chant sur demande du célèbre journaliste Pierre Sabbagh, venu faire un reportage radiophonique à Gurcy, probablement sur commandite institutionnelle.

La conversion de ces influences sera réalisée à l'arrivée du directeur Raymond Lambert. Habile stratège, il invite à la fête de fin de promotion Berthelot le secrétaire d'État à la production industrielle, Jean Bichelonne²²¹, ainsi que le représentant du Secrétariat Général à la jeunesse, tout en chargeant par ailleurs son homme de main, Jacques Leclercq justement, de lui acheter le journal «Combat ».

9. LES PRÉMICES D'UNE HISTOIRE CULTURELLE

Le centre de formation professionnelle de Gurcy, même s'il se veut une «*expérience*», pose, dès sa création, des principes qui resteront immuables. La plupart d'entre eux évolueront quelque peu dans leur forme ou leur organisation, notamment sous l'impulsion de M Lambert. Néanmoins il est étonnant de constater à

²¹⁹ Journal Gurcy Transfo p 111

²²⁰ Du moins a minima en septembre 42: les interlocuteurs ont vérifié les opinions politiques des élèves, entretien J LECLERCQ retranscrit en annexe 4

²²¹ JM HUGUET, supra

quel point les cinquante ans de vie du centre resteront imprégnés de valeurs et concepts campés dans les premiers mois de sa création.

9.1. UN « ESPRIT » ET DES VALEURS

9.1.1. Une absence naturelle de mixité

Le centre de Gurcy est un centre de formation d'ouvriers électriciens. À ce titre, il paraît alors naturel pour tous qu'il ne forme que des garçons. Aucune jeune fille à l'époque n'est alors formée à des métiers techniques, elles sont plutôt dirigées vers des écoles ménagères afin d'acquérir les gestes et réflexes propres à leurs futures missions d'épouse et mère. Par ailleurs, les travaux manuels au centre exigent une constitution robuste.

L'absence de mixité à Gurcy sera une règle absolue jusqu'à la fin de la formation des élèves. Lorsque j'ai interrogé un ancien de 1964 sur ce recrutement exclusivement masculin, il m'a répondu très naturellement: « *c'est difficile à comprendre pour vous, mais il était à l'époque tout simplement hors de question de former des filles à des métiers techniques* ». ²²² Une fille a néanmoins été admise à Gurcy, en 1974, nous l'évoquerons dans le cadre du mémoire de Master 2.

9.1.2. Une vie communautaire en internat

Bien que situé en région parisienne, le centre est à l'écart des zones urbaines, accessible en train puis car ²²³. « *C'était même un trou !* » disent les anciens élèves. Le caractère retiré du centre favorise la vie communautaire: les élèves se trouvent loin de leur domicile, et encore davantage lorsque le recrutement est élargi sur toute la France. Aussi, dès la première promotion, le choix s'est-il porté sur un système d'internat. Ce choix n'est pas générique: certains centres de formation

²²² entretien avec JC ROUVIÈRE, 25 juillet 2015

²²³ Jacques LECLERCQ, se rend souvent à Paris pour le compte de M LAMBERT pour des courses ou pour porter les chèques de salaires du personnel. Ce voyage est éreintant. C'est au cours d'une de ces courses à Paris, en août 1944, qu'il perçoit les premières agitations de la libération de Paris. Retranscription en annexe 4

professionnelle, notamment par exemple le centre gazier de Versailles, fonctionnent en externat²²⁴. Mais il est situé en zone urbaine, et facile à rallier matin et soir.

Mais l'éducation globale prévue à Gurcy-le-Châtel nécessite une proximité entre élèves et professeurs, et une vie en autarcie: cela n'est possible que dans le cas où les élèves sont internes.

Ce principe de l'internat restera pérenne jusqu'à la fermeture du centre. Même lorsqu'il se diversifiera dans la formation continue des adultes, tous les stagiaires seront internes.

9.1.3. Des valeurs essentielles

Le projet éducatif, dès le début des premiers mois de création du centre, est un projet global. Il s'agit non seulement de former les jeunes adolescents aux techniques de l'électricité, mais aussi de les façonner à des valeurs morales, dans la lignée des objectifs des centres de jeunesse créés pour la Révolution Nationale. Au-delà de l'apprentissage classique des valeurs d'ordre ou de sens hiérarchique, la direction souhaite *«raffermir en eux les principes enseignés à l'école de la solidarité et de dévouement à la communauté.»*²²⁵. C'est le mode de vie même qui crée la solidarité au sein de la communauté: les élèves sont organisés par équipes²²⁶ d'une dizaine d'élèves, et la plupart des cours sont dispensés par équipe, les chantiers de travaux communautaires également. Les élèves sont en permanence en groupe: en cours, à l'extérieur, dans les chambres. Les meilleurs stages sont proposés aux équipes les plus performantes: le système de classement par équipe encourage cette cohésion.

La solidarité est active également à l'extérieur de la communauté: au Noël 1943, les élèves de Gurcy invitent les enfants du village autour d'un arbre de Noël avec spectacles et animations; les élèves eux-mêmes se groupent pour envoyer des colis

²²⁴ Circulaire 66 du 8 juin 1943 du Comité d'Organisation de l'industrie du gaz, Archives historiques d'EDF, Blois, Boite 719 726 « *Ce centre comportera à la fois un externat et internat et fonctionne à l'heure actuelle sous l'autorité du Secrétariat à la jeunesse et compte une centaine d'externes qui reçoivent une formation générale.* »

²²⁵ rapport du SPRÉE aux sociétés adhérentes, décembre 1941, p.3

²²⁶ Henri BRELAUD et son frère Marcel étaient ainsi dans l'équipe Fonck. Le souvenir de la solidarité et de la cohésion très d'équipe reste très fortement ancré en eux, comme chez tous les élèves. C'est un sujet qu'ils ont tous spontanément abordé à l'oral et à l'écrit

à leurs camarades partis en Allemagne au service du travail obligatoire²²⁷. Cette solidarité crée un lien très fort entre les élèves, et contribue à expliquer l'attachement affectif qu'ils accordent à l'école et à leur promotion.

Quant à l'attachement et au loyalisme, il ne s'agit pas encore de dévouement à l'entreprise, puisque les sociétés électriques sont encore indépendantes, et même concurrentes. À la nationalisation d'EDF en 1946, nous verrons que l'enjeu deviendra très différent. L'attachement au métier et surtout la conscience de son rôle au sein de la nation sont des valeurs si fondamentales qu'Emmanuel André-Martin, secrétaire du Syndicat professionnel, rédige à ce propos une page entière dans le premier numéro du journal des anciens élèves²²⁸. Cet article s'intitule étonnamment « la notion de service public »: force est de constater que cette sémantique de Service Public existe donc bien avant la nationalisation !

La qualité des futurs ouvriers y est explicitement formulée: ils sont à Gurcy pour apprendre le don de soi au service de la communauté nationale: « *les qualités techniques exigées des agents de l'industrie électrique sont d'une nécessité telle qu'il est inutile de les rappeler. De solides connaissances, une pratique consommée, sont les bases essentielles d'un métier très attachant et parfois périlleux. Toutefois, cette compétence ne suffirait pas à elle seule à faire des agents véritablement à la hauteur de leurs fonctions, sans un réel don de soi dans l'accomplissement d'une tâche qui vise à assurer le bien-être de tous dans la prospérité générale.* » Les élèves ont conscience d'être préparés à exercer un métier dans un secteur vital de la nation, et doivent en conséquence constituer dans cette branche d'industrie une « *élite ouvrière digne de ce nom*²²⁹ ». On retrouve ici les valeurs que portent les Scouts et les Compagnons.

Une source iconographique est très significative des valeurs morales à transmettre: c'est un dessin présenté en couverture du présent mémoire, et qui est paru dans le premier numéro du journal des élèves «Gurcy transfo», édité en 1943. Cette image montre une file de jeunes gens venant d'horizons divers car portant tous des

²²⁷ journal « Gurcy Transfo », 1943

²²⁸ journal « Gurcy Transfo » p 24, 1943, fond JC ROUVIÈRE. « *Un service public n'est pas une affaire commerciale ou industrielle ordinaire. C'est une entreprise destinée à satisfaire des besoins ayant une importance vitale pour la collectivité, et qui, par la nature de son activité, se trouve constamment en rapport avec le public.* »

²²⁹ Brochure du centre, 1943

vêtements différents. On les voit sauter énergiquement dans un transformateur à l'effigie de l'écusson de Gurcy. Ils ressortent ensuite de façon tout aussi énergique avec le même « bleu », caractéristique de leur métier d'ouvriers électriciens, et portant les outils nécessaires à leur fonction. Un des agents salue les autres d'un signe de la main. Un autre est présent devant, portant l'uniforme de Gurcy.

Ce dessin est intéressant car les fondements de Gurcy y sont symbolisés. L'école est un passage d'une situation hétérogène où les jeunes gens arrivent avec leurs différentes cultures, et les façonne vers une mission commune de service public. Par le signe de la main, il met en avant les valeurs fraternelles. La fierté de l'agent en uniforme présent devant le transformateur est l'allégorie de la fierté de la conviction d'apprendre un métier au service de la Nation.

9.1.4. La discipline

Beaucoup évoquent le système d'autodiscipline lorsqu'on parle de Gurcy. Ce sera effectivement une caractéristique des écoles de métiers d'EDF, mais force est de constater qu'elle n'est pas en place au tout début. La brochure de 1943 explicite la discipline au centre, tout à fait classique: *« les jeunes gens doivent se conformer au règlement intérieur du centre et à l'emploi du temps fixe l'horaire de leurs occupations. Des sanctions plus ou moins sérieuses soulignent leur manquement. Les fautes contre l'honneur, contre les intérêts ou la réputation de la communauté sont sévèrement punies. En cas de torts graves et répétés, l'exclusion du centre peut être prononcée par le conseil de discipline »*.

Ces éléments paraissent bien naturels pour l'époque. Néanmoins, notamment avec l'arrivée du directeur Raymond Lambert en 1943, l'approche de la discipline sera absolument renouvelée. Pour l'heure, elle est tout à fait traditionnelle. Plusieurs témoignages du livre de Jean-Marc Huguet évoquent même des élèves qui n'ont eu, après Gurcy, aucun mal à se conformer à la discipline du service militaire ...

9.2. LA MISE EN PLACE D'UNE CULTURE PROPRE

Le système d'internat éloignement du centre de toute zone urbaine favorise la mise en place rapide d'une culture propre. Même si elle sera remodelée, façonnée, diffusée après la guerre, les fondements sont présents dès 1941. Un vocabulaire spécifique à Gurcy est développé ; même les méthodes pédagogiques et sportives, quoique relativement courantes pour l'époque, trouvent à Gurcy une spécificité.

9.2.1. Le nom de fulgur's²³⁰ et l'écusson: deux symboles

Si l'on parcourt des documents destinés aux élèves, journaux par exemple, on sera étonné, la première fois, de tomber sur le nom barbare de « fulgur's ». Ce terme désigne l'élève à Gurcy, et beaucoup croient qu'il a été créé par Raymond Lambert. Henri Brelaud démonte cette légende: le nom de « fulgur's », contraction de la traduction latine de « éclair » et de « Gurcy » a été créé par Edmond Auclerc, adjoint éducatif responsable des traditions attaché aux vertus prônées par la Révolution Nationale. À partir de 1942 et jusqu'à la fin de l'école, les élèves de Gurcy s'appellent entre eux des « fulgur's ». Par la suite, et nous le préciserons ultérieurement, c'est tout un lexique propre à l'école qui sera développé et transmis par les anciens à chaque nouvelle promotion.

L'éclair devient l'emblème de Gurcy, et ne changera pas pendant cinquante ans. L'écusson, une roue rouge crantée barrée d'un éclair blanc, sur le fond bleu de l'uniforme des débuts, a été créé par l'élève Michel Clément²³¹. Nous avons retrouvé, dans le fond des archives de JC Rouvière, des originaux de 1942 de dessins d'écussons créés par plusieurs équipes, peut-être une forme de concours avait-il été organisé ?

²³⁰ Souvent écrit plutôt « fulgurs »

²³¹ il est présenté en dernière page du présent mémoire

9.2.2. Les « traditions »

Au début, les « traditions » sont surtout patriotiques: les élèves se rassemblent devant le perron matin et soir pour le lever des couleurs; les rassemblements autour du discours du chef sont quotidiens, comme partout ailleurs. Par ailleurs, comme de nombreux centres de jeunesse, l'uniforme est obligatoire dès 1942: pour les sorties, les élèves portent un pantalon golf bleu marine, une veste sur laquelle est cousu l'écusson sur la manche gauche, un béret. Pour les travaux manuels, les élèves portent un treillis et des sabots²³².



1941: un dimanche, à pieds, en uniforme, vers Donnemarie-en-Montois
(Fond JC ROUVIÈRE)

Les traditions culturelles, propres à Gurcy, émergent dès la deuxième promotion, sous l'impulsion d'Edmond Auclerc. Chaque nouvelle promotion subit un «bizutage» qui se passait la nuit, et n'est pas tendre. Par ailleurs, à l'arrivée de la nouvelle promotion, on réalise, pour chaque nouvel entrant à Gurcy, ce qu'on appelle « un baptême à l'eau », transformé ensuite en « baptême électrique ». Chacun devait s'agenouiller un par un, sur le perron du château, et présenter ses mains devant un élève de la promotion sortante. Puis il plongeait ses mains dans l'eau en tenant deux électrodes reliées à des fils électriques. La crainte de la décharge, réelle mais faible, répandait l'effroi parmi les nouveaux élèves, d'autant plus qu'ils ignoraient que le

²³² entretien Marcel Brelaud, retranscrit en annexe 3

premier à passer était en fait ... un ancien élève qui simulait une décharge foudroyante²³³ !

La tradition de la fête de fin de promotion, au cours de laquelle un repas amélioré est servi, s'installe dès la première promotion. On tuait alors un cochon, et les menus retrouvés dans les archives des anciens élèves montrent un réel effort sur la nature et la qualité du repas.

Ces points relatifs aux traditions seront détaillés plus longuement dans la seconde période de la vie de Gurcy car le directeur R Lambert leur a donné une tournure toute nouvelle.

10. LE BILAN DU CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE GURCY-LE-CHÂTEL EN 1943

Pour le Syndicat des Producteurs et Distributeurs d'Énergie Électrique, le bilan est positif car les effectifs du centre sont au complet. Les sociétés adhérentes concèdent à envoyer quelques-uns de leurs apprentis; le bilan financier est également équilibré puisque la majorité des frais sont pris en charge par les sociétés elles-mêmes, en complément des subventions publiques. Par ailleurs, les jeunes garçons sont à l'ouvrage pour travailler à la mise en valeur du domaine et aux rénovations de gros œuvre. Le bilan de la formation est encore récent, néanmoins, après les premiers balbutiements, les jeunes gens sont formés rapidement et efficacement sur les aspects théoriques et pratiques du métier grâce à la méthode Carrard. Les moniteurs ont une bonne formation initiale, identique aux moniteurs des autres centres. Pour le Comité Sully, nous n'avons pas de document qui puisse tracer sa satisfaction ou non en 1943. Néanmoins le Comité Sully est préoccupé sur d'autres champs: son activité est en train de cesser, après que le rapport de l'inspection de la Cour des Comptes a démontré le versement de détournements importants de subventions au profit du Secrétariat Général à la Jeunesse.

²³³ le baptême électrique était le sujet de l'article que j'ai rédigé pour le journal de l'association amicale énergie en janvier 2016. Il a fait réagir de nombreux anciens élèves qui s'y sont reconnus, et n'ont d'ailleurs pas manqué de relever quelques imprécisions. Il a été l'occasion d'une mise en contact féconde avec plusieurs anciens élèves.

L'association « aide aux jeunes de France » lui succède. Jacques Leclercq nous a dit que ses fiches de paye à partir de 1943 étaient à en-tête de cette association

Du côté des élèves, l'année 1943 marque la fin de la troisième promotion. La guerre perturbe bien sûr leur quotidien, néanmoins celui-ci est relativement confortable, et riche d'enseignements.

Mais le centre de formation professionnelle de Gurcy n'est encore qu'une « expérience ». Ce mot « expérience » est intéressant, car il revient de nombreuses fois dans les archives historiques²³⁴. Elles hésitent d'ailleurs dans la dénomination de l'école: le bail évoque un « centre rural »²³⁵, de même que la brochure le règlement intérieur de mai 1941. Le rapport de décembre 1941 utilise même plusieurs qualificatifs: « centre rural », « centre de formation », « centre de jeunesse », « centre d'apprentissage ». Il n'est pas étonnant que la qualification du centre diffère: le Secrétariat Général à la Jeunesse porte une attention particulière à l'inscription du centre à la fois dans la lignée de la Révolution Nationale et la qualification des ouvriers destinés à sa propre industrie. Pour les élèves, Gurcy a toujours été un « centre de formation professionnelle » jusqu'à son de changement d'appellation peu après la guerre.²³⁶

Les créateurs, si divers soient-ils, perçoivent ce centre de formation professionnelle comme structure temporaire, sur laquelle un retour d'expérience devra être réalisé. Ils ont probablement été loin d'imaginer la destinée que prendra ce petit centre rural qui formera près de 8000 ouvriers pendant 50 ans et participera directement à la reconstruction du réseau électrique français au sortir de la guerre.

²³⁴ note du secrétaire général André Martin du 19 août 1942, Boite 719 726; à la société hydroélectrique Basses Pyrénées, «*sachant tout l'intérêt que vous portez à l'expérience de formation professionnelle que nous avons tentée au centre du Gurcy le Châtel, nous nous permettons de faire appel à vous (...)*»; note du 14 août 1942, Boite 719 726 «*Nous nous permettons d'espérer, étant donné l'intérêt que vous portez à la réussite de notre expérience, que votre société sera disposée (...)*; note du 28 août 1942 *Nous insistons cependant sur le fait que l'expérience du genre de celle qui est effectuée à Gurcy ne pourra affirmer pleinement sa réussite que si l'ensemble de notre industrie lui apporte un appui réel et soutenu (...)* », Boite 757 303 etc..

²³⁵ la circulaire C17 du 28 janvier 1941, la lettre du 13 mai 1941 sur les conditions de M Bouton également

²³⁶ circulaire 206 du 12 décembre 1940, Archives historiques d'EDF, Blois, Boite 757 303

CONCLUSION

Cette première analyse du centre de formation professionnelle de Gurcy-le-Châtel est certes circonscrite à une courte période de trois ans, mais cette période est décisive pour comprendre ce qui fera la spécificité et l'originalité de ce centre.

Il est fondamental d'insister sur le fait que la genèse de Gurcy est indissociable du contexte historique, social, éducatif et industriel qui suit la débâcle de juin 1940. Cette analyse montre que la création et le développement du centre de Gurcy répondait à une nécessité quasiment inéluctable:

- volonté de "repandre en mains" une jeunesse fragilisée et en proie au désœuvrement (émergence de mouvements de jeunesse, scoutisme, ...), en l'insérant dans le projet global de « Révolution Nationale »
- nécessité de mettre en place à court terme des solutions à la problématique d'un chômage endémique
- absence de structuration de la formation technique des ouvriers, axée prioritairement sur certains besoins vitaux de la nation (industrie de l'armement)
- éclatement du secteur industriel de l'électricité, morcelé en une nébuleuse de petites entreprises, fédérées en un syndicat professionnel qui se révélera un acteur fort de la création des écoles de métiers
- besoins importants d'une mise à disposition rapide d'une main d'œuvre qualifiée dans les métiers de la production et la distribution d'électricité
- développement de nouveaux courants et théories de l'éducation, qui se veulent alternatifs au système classique trop académique.

De nombreuses personnes qui ont approché Gurcy, élèves, formateurs, directeur, s'étonneront probablement de trouver dans ces premières années tous les éléments qui ont fécondé ce qui sera appelé par la suite «l'esprit Gurcy ». Les grands principes qu'ils ont connus et vécus à l'école ont été posés pendant cette courte période: les valeurs d'esprit d'équipe autour d'efforts communs, l'importance du sport et de la pratique physique; l'alternance entre théorie et pratique au travers d'un enseignement qui se veut participatif; la formation rigoureuse des moniteurs.

L'ensemble de ces principes fondateurs dépasse de loin le seul cadre de Gurcy: « hébertisme », enseignement selon la « méthode Carrard », formation à l'école de la rue Dareau sont largement répandus, en tous cas sur tous les centres de formation professionnelle contemporains à Gurcy. De même, l'influence morale du catholicisme social, notamment le scoutisme, est exercée sur les autres structures et mouvements de jeunesse. Enfin, de nombreux points communs rapprochent « l'esprit Gurcy » des valeurs fondatrices des principaux mouvements de jeunesse de l'époque, notamment les Compagnons de France.

À court terme, l'année 1943 marque bien une césure, car elle annonce l'arrivée du nouveau directeur Raymond Lambert, qui, par son avant-gardisme, son esprit visionnaire et son habileté politique, va retourner tout cet héritage au bénéfice de l'école.

Pourquoi donc l'école de Gurcy le Châtel connaîtra une telle destinée après-guerre? C'est qu'elle va produire une alchimie différente, originale et surtout pérenne de tous ces ingrédients.

La très grande majorité des autres centres de formation professionnelle suivront un chemin bien différent: en septembre 1944, un décret réorganise l'enseignement technique, et rattache à la Direction de l'enseignement technique les établissements professionnels dépendants de l'ancien Commissariat général à la jeunesse. Ces centres sont au nombre de 800 environ à la libération. Pierre Bousquet²³⁷ évoque le nombre de 897, Vincent Troger converge sur ce nombre, qu'il estime à 850 sur toute la France dont 347 en région parisienne.

Pour l'année 2016-2017, dans le cadre du Master 2, il s'agira d'exploiter l'ensemble des sources à disposition qui concernent la période post 1943 afin de documenter finement ce qu'on appelle « l'âge d'or de Gurcy ». Nous nous appuyerons également sur de nombreuses archives orales, idéalement diversifiées: anciens élèves, anciens professeurs, figures marquantes ou anonymes (dans l'idéal, François Moncla, ancien

²³⁷ P BOUSQUET, *Histoire de l'administration de l'enseignement en France, 1789-1981*, Paris, École pratique des hautes études, 1983, p.100

élève puis moniteur pour les travaux sur les réseaux électriques, entraîneur de l'équipe de rugby de Gurcy, qui fit ensuite une carrière prestigieuse qui se clôtura par le poste de capitaine de l'équipe de France de rugby en 1960, ou Daniel Allier, directeur de 1959 à 1967 et héritier moral du « premier » directeur Raymond Lambert). Une visite de Gurcy, désormais centre de formation des pompiers, idéalement avec un ancien élève, viendrait opportunément compléter l'analyse. Le contact avec le Commandant Napoléoni, qui commande le centre, est déjà bien engagé.

Dans ce second mémoire, nous dégagerons les contours de ce que les anciens appellent « l'école de la vie ».

PRÉCISIONS SUR LES SOURCES DU MÉMOIRE

Pour réaliser le présent mémoire, les sources et archives utilisées ont été nombreuses et diverses.

Pour me documenter sur les aspects législatifs et institutionnels, j'ai eu accès aux lois, décrets et parutions au Journal Officiel sur internet via Gallica et les Archives Nationales notamment la Salle des inventaires virtuels. La débâcle de juin 1940 et ses conséquences ont été analysées par de nombreux historiens, et les ouvrages spécialisés sont nombreux en bibliothèque. Les éléments liés au projet de Révolution Nationale de Vichy ont pu être examinés au travers des discours de Pétain lors des premiers mois du régime: ils convergent vers le même vœu de renouveau global de la société, et les allocutions relatives au rôle de la jeunesse y sont nombreuses. Quant aux éléments relatifs à l'histoire de la formation professionnelle des ouvriers, les méthodes pédagogiques employées et la formation des moniteurs, ils ont été presque exclusivement trouvés au département Sociologie de l'université Paris Ouest Nanterre la Défense.

Enfin, le champ de l'histoire du secteur électrique avant la nationalisation de 1946, peu étoffé, a été heureusement analysé par le service des archives d'EDF et Alain Beltran. Quant au rôle du Syndicat Professionnel des Producteurs et Distributeurs d'Électricité dans la mise en place de l'école de Gurcy-le-Châtel, il a été presque entièrement documenté par les Archives historiques d'EDF à Blois. Quelques archives privées, transmises par des anciens élèves ou par leurs héritiers m'ont permis de faire le lien avec les aspects opérationnels, qui ont par la suite été complétés par des entretiens oraux, enregistrés et retranscrits.

BIBLIOGRAPHIE

- L. BADEN POWELL, *Scouting et Youth movements*
- D BARJOT. « L'industrie française des travaux publics (1940-1945) ». In: *Histoire, économie et société*, 1992, 11^e année, n°3.
- A BELTRAN *la fée et la servante*, Paris, Belin, 2000
- A BELTRAN. *Les entreprises d'électricité (production thermique)*. In: *Histoire, économie et société*, 1992, 11^e année, n°3. Stratégies industrielles sous l'occupation.
- A BELTRAN, R FRANCK, H ROUSSEAU *La vie des entreprises sous l'Occupation: une enquête à l'échelle locale*, Paris, Belin, 1994
- A BELTRAN, *Un siècle d'histoire industrielle en France: 1880-1970 industrialisation et sociétés*, Paris: Société d'édition de l'Enseignement supérieur ; 1998 ; "Regards sur l'histoire" ; n°124
- A BELTRAN, M RUFFAT, *Culture d'entreprise et histoire*, Paris, les Éd. d'Organisation Sup, 1991
- B BONNET, *la professionnelle des adultes: une institution et ses agents 1934 1994*, thèse de sociologie soutenue en 1995 à l'université Paris X, sous la direction de Lucie TANGUY
- BONNET Barnard, *la professionnelle des adultes: une institution et ses agents 1934 1994*, thèse de sociologie soutenue en 1995 à l'université Paris X, sous la direction de Lucie TANGUY
- G BRUCY, V TROGER. « Un siècle de formation professionnelle en France: la parenthèse scolaire? ». In: *Revue française de pédagogie*, volume 131, 2000
- B CACERES, *Histoire de l'éducation populaire*, collection « Peuple et culture », Paris, Seuil, 1989
- À CARRARD, *Psychologie de l'homme au travail*, Neuchâtel (Suisse), Delachaux et Niestlé, 1952
- B. CHARLOT et M FIGEAT, *Histoire de la formation des ouvriers 1789 1984*, Paris, Minerve, 1985.
- T CHARMASSON, V TROGER, *Les Centres de formation professionnelle. Naissance des lycées professionnels, 1940-1944*, Colombes, Syndicat national des personnels de direction des lycées professionnels, 1987

- B CHARLOT, M FIGEAT « Histoire de la formation des ouvriers, 1789-1984 ». In: *Revue française de pédagogie*, volume 78, 1987. pp. 109-110
- G CHOLVY, *Histoire des organisations et mouvements chrétiens de jeunesse en France (XIXe, XXe siècle)*, Paris, Cerf, 1999
- J COTILLON. « Jeunesses maréchaliste et collaborationniste dans la France de Vichy ». In: *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°74, 2004.
- JM DELAPLACE, *Georges Hébert: sculpteur de corps*, Paris: Vuibert ; 2005
- C DUBAR, *la formation continue*, collection repères, la découverte, Paris, 2004
- N DUVAL, *l'école des roches*, Paris, Belin, 2009
- G FRIEDMANN « un grand problème humain, l'apprentissage », in *Esprit*, 194
- P GIOLITTO, *Histoire de la jeunesse sous Vichy*, Paris, Belin, 1991
- G HEBERT, *L' éducation physique, virile et morale par la méthode naturelle. Tome I. Exposé doctrinal et principes directeurs de travail*, Paris: Vuibert ; 1942; 4ème éd.
- A. HUAN, F CHANTEPIE, JR OHEIX *Les chantiers de la jeunesse, 1940-1944: une expérience de service civil*, Nantes, Opéra Éditions, 1998
- JM HUGUET, *La Formation d'une élite ouvrière. Industries électrique et gazière, 1940-1970*, Paris, L'Harmattan, 2005
- Y LIMORE, « L'homme nouveau et la Révolution nationale de Vichy (1940-1944) » . In: *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°58, avril-juin 1999
- H MORSEL « De la pénurie à la stratégie ou l'organisation de l'énergie électrique sous l'Occupation en France". In: *Histoire, économie et société*, 1992, 11^e année, n°3. Stratégies industrielles sous l'occupation, sous la direction de Dominique Barjot
- P NORD, *Vichy et ses survivances: les Compagnons de France*, *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 2012/4 (n° 59-4),
- M de PAILLERETS Michel, *les garçons et le scoutisme*, Chambray, éditions CLD, 1945
- C PECOUT Christophe, « Les chantiers de la jeunesse (1940-1944): une expérimentation pédagogique sous le gouvernement de Vichy », in *Guerres mondiales et conflits contemporains* 2/ 2009 (n° 234)

- ✦ A PROST « jalons pour une histoire de la formation des adultes (1920-1980) » in *Recherche et formation*, n°53, 2006
- ✦ A PROST, *Histoire de l'enseignement et de l'éducation Partie IV. Depuis 1930*, Tempus, 1981,
- ✦ H ROUSSO, *Vichy. L'événement, la mémoire*, Histoire Gallimard, 2001
- ✦ N TERROT, *Histoire de l'éducation des adultes en France*, Paris, l'Harmattan, 2000, p.183
- ✦ V TROGER, *une histoire de l'éducation et de la formation*, Paris, Edition Sciences humaines 2006
- ✦ D VEILLON, P GIOLITTO, *Histoire de la jeunesse sous Vichy*, Vingtième Siècle. Revue d'histoire, 1991, vol. 32, n° 1

SOURCES INSTITUTIONNELLES

DISCOURS

- ✦ discours du Maréchal Pétain: discours du 11 octobre 1940 ;
- ✦ déclaration de Pétain à la presse américaine, 22 août 1940
- ✦ discours Pétain du 13 août 1940
- ✦ appel du 15 août 1940
- ✦ message du 13 août 1940 « les mouvements de jeunesse seront maintenus, et complétés par des initiatives nouvelles »

LOIS ET DÉCRETS

- ✦ décision DJH/1906. J.O du 14 août 1940, p. 4698
- ✦ loi du 30 juillet 1940 relative au séjour dans des groupements de jeunesse des jeunes gens incorporés les 8 et 9 juin 1940, art 3 du JO du 1er août 1940 p. 4 605
- ✦ loi du 15 juillet 1940
- ✦ loi du 6 septembre 1940
- ✦ loi du 1er novembre 1940
- ✦ loi du 28 novembre 1940 (JOCRF du 29 novembre, p 5874)
- ✦ loi du 9 décembre 1940.(JORF du 20 décembre 1940,p.6186
- ✦ décret du 31 mars 1926
- ✦ la loi du 4 octobre 1943

- ✦ Journal Officiel de la République Française JORF du 30/11/40 p 5912

ARCHIVES

ARCHIVES PUBLIQUES

archives nationales

- ✦ rapport d'inspection générale du 6 décembre 1941, commenté par les Archives Nationales de Pierrefitte. F44/54, au sein du Fonds « compagnons de France » réf./44/77-F/44/95, lien https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/rechercheconsultation/consultation/ir/consultationIR.action?irId=FRAN_IR_024154
- ✦ cotes 20130073/1-20130073/609, Archives Nationales de Pierrefitte-sur-Seine:
https://www.siv.archivesnationales.culture.gouv.fr/siv/rechercheconsultation/consultation/ir/pdfIR.action?irId=FRAN_IR_050815

Salle des inventaires virtuelles des Archives Nationales

- ✦ https://www.siv.archivesnationales.culture.gouv.fr/siv/rechercheconsultation/consultation/ir/consultationIR.action?udId=root&conslr=&irId=FRAN_IR_000881&frontlr=&auSeinIR=false
- ✦ inventaire des archives du Secrétariat Général à la Jeunesse (1940-1944) Archives Nationales, cote F/44/1-F/44/36 (salle des inventaires virtuels)

Gallica

- ✦ bulletin de l'office central des œuvres de bienfaisance, n°71, nov 41 (Gallica)
<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6581234d/f69.item.r=%22comit%C3%A9%20sully%22.zoom>
- ✦ article Ouest-Éclair du 26/08/1941 (Gallica):
<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k662426d/f1.item.r=%22comit%C3%A9%20sully%22.zoom>

ARCHIVES HISTORIQUES D'EDF (DÉLÉGATION DES ARCHIVES NATIONALES)

- ✦ mémorandum possibilité de contribution de l'industrie du gaz au problème du désœuvrement de la jeunesse, 1940 .Boite 719 726
- ✦ circulaire 206 du 12 décembre 1940 «chômage de la jeunesse, orientation et formation », Boite 757 303
- ✦ note du 17 janvier 1941 d'une entreprise de St Etienne au syndicat professionnel des producteurs et distributeurs d'énergie électrique « confidentiel, chômage de la jeunesse », réf C/LR Boite 757 303
- ✦ circulaire C/17 du 28 janvier 1941 d'une entreprise de St Etienne au syndicat professionnel des producteurs et distributeurs d'énergie électrique « création d'un centre rural de jeunes gens » aux directeurs, Boite 757 303
- ✦ note de service du 30 janvier 1941, de l'union électrique de la Loire et du Centre (st Etienne) au Comité, « chômage de la jeunesse », réf MGE/V, Boite 757 303
- ✦ Bail entre les soussignés sociétés financières immobilières directeurs adjoint de l'association dite Comité Sully, 1941, Boite 719 726
- ✦ note du 13 juin 1941, compagnies électriques de la Loire et du centre, secteur de Montluçon, Boite 757 303
- ✦ liste des candidats au CFP de Gurcy-le-Châtel, 1941 Boite 719 726
- ✦ note de service du 19 avril 1941, de l'union électrique « chômage de la jeunesse, orientation et formation », Boite 757 303
- ✦ note du 22 avril 1941 du siège social d'Energie Industrielle, boîte 719 726
- ✦ note de service du 23 avril 1941 de la direction générale st Etienne ». « Œuvres sociales, chômage de la jeunesse », Boite 757 303
- ✦ règlement général du centre de formation professionnelle de Gurcy le Château, 2 mai 1941, Boite 719 726
- ✦ lettre 13 mai 1941, référence C3/Jc, « conditions et enseignement M Bouton », boîte 719 726
- ✦ note du 13 mai 1941 de Energie Industrielle Montargis, Boite 7719 726 ✦ lettre du 19 mai 1941 M Bouton, référence 305, boîte 719 726

- ✦ lettre du 26 mai 1941, de Energie Industrielle Montargis « appointements de Monsieur bouton détaché au centre professionnel de Gurcy le Châtel », référence F8/OG, boîte 719 726
- ✦ circulaire C/70 du 27 mai 1941 Boite 757 303, sans titre
- ✦ note du 28 mai 1941 siège social Energie Industrielle Montargis référence 380 H/JH « moniteurs » boîte 719 726
- ✦ 1941, Note du 28 mai, réf 381 MH/JH, « présentation du CFP de Gurcy-le-Châtel » Boite 719 726
- ✦ circulaire du 27 septembre 1941 réf. C/100 du Secrétaire général du Syndicat Professionnel des Producteurs et Distributeurs d'Energie Électrique au directeur, Boite 719 726
- ✦ lettre du 5 novembre 1941, Syndicat Professionnel des Producteurs de gaz et d'électricité du sud EST, Boite 757 303
- ✦ fiche de demande d'admission, 1942 Boite 719 726
- ✦ 14 janvier, lettre du 14 janvier 1942 du Secrétariat d'État à l'éducation nationale et à la jeunesse et du centre de formation professionnelle de Gurcy-le-Châtel, Boite 719 726
- ✦ circulaire C/12 du 23 février 1942, Boite 757 303
- ✦ Annexe à la circulaire C/12 du 23 février 1942 Boite 719 726
- ✦ note du 8 avril 1942 du secrétaire général Syndicat Professionnel des Producteurs et Distributeurs d'Energie Électrique à Energie industrielle « formalités d'admission », Boite 719 726
- ✦ Note du 17 avril 1942, réf C.3/G.N, Boite 719 726
- ✦ lettre 13 mai 1942, référence 381/BG fiches d'admission, Boite 719726
- ✦ note du 24 juillet 1942 réf St/OC, Boîte719 726
- ✦ lettre du 10 août 1942 Boite 719 726
- ✦ note du 19 août 1942 « demande fourniture matériel », boîte 719126
- ✦ note 14 août 1942 boîte 719126
- ✦ lettre du 28 août 1942 « circulaire pour les sociétés de la zone occupée », Boite 757 303
- ✦ lettre du 5 septembre 1942, fiche d'admission, Boite 719 726
- ✦ note du 7 septembre 1942 du directeur de l'hydroélectrique des basses Pyrénées à siège social Paris, Boite 719 726

- ✦ note du 16 septembre 1942 « examens », Boite 719 726
- ✦ note du 21 septembre 1942, « financement » boîte 719 706
- ✦ note du 22 septembre 1942, « stages », Boite 719 726
- ✦ note 22 septembre 1942, note du secrétaire général Syndicat Professionnel des Producteurs et Distributeurs d'Énergie Électrique à la société hydroélectrique des basses Pyrénées, 68 rue du faubourg st honoré, Boite 719 726
- ✦ note du 5 octobre 1942, « stages », Boite 719 726
- ✦ lettre du 12 janvier 1943, « financement », Boite 719726
- ✦ Circulaire du 18 février 1943 Boite 757 303
- ✦ note des Ateliers d'Orléans du 19 mars 1943 Boite 719726
- ✦ note du 29 mars 1943, référence 381/BG, Boite 719 726
- ✦ note du 30 avril 1943 « candidats non reçus », Boite 719726
- ✦ lettre du 7 avril 1943, Boite 719 726
- ✦ note du 13 avril 1943, « formalités d'admission pour garçons non reçus », Boite 719 726
- ✦ lettre circulaire numéro 66 du 8 juin 1943, Comité d'organisation de l'industrie du gaz, Boite 719 726
- ✦ Circulaire 72 du 2 août 1943 Boite 719 726
- ✦ note du 11 septembre 1943, « financement » Boite 719726
- ✦ lettre 18 septembre 1943, Boite 719 726
- ✦ 20 octobre 1943, « formalités d'admission », boîte 719 726
- ✦ note du 20 octobre 1943, « formalités pour élèves non reçus », Boite 719726
- ✦ 27 octobre 1943, » voyage des stagiaires », Boite 719 726
- ✦ 27 octobre 1943, « Boite 719 726
- ✦ note 18 novembre 1943, Boite 719 726
- ✦ note du 24 novembre 1943 de l'administrateur Energie Industrielle Boite 719 726
- ✦ note du 7 décembre 1943 Boite 719 726
- ✦ note du 22 décembre 1943, Boite 719 726

ARCHIVES PRIVÉES

Fond du COMITE D'HISTOIRE DE l'électricité et de l'énergie

- ✦ PANEL François: « Entreprises publiques et formation professionnelle: Sainte Tulle, une école de métiers d'EDF », In: *Annales historiques de l'électricité*, Fondation EDF/Comité d'histoire n°7, septembre 2009
- ✦ JM HUGUET *chronique d'histoire de la formation professionnelle à EDF*, p17

Fond JC ROUVIÈRE

- ✦ rapport du syndicat professionnel des producteurs et distributeurs d'énergie électrique aux sociétés adhérentes, décembre 1941
- ✦ 1941, 2 mai, règlement général du centre de formation professionnelle de Gurcy le Château
- ✦ Rapport Gurcy décembre 1942 ou 1941. Rapport a priori du syndicat aux entreprises.
- ✦ 1er numéro Gurcy transfo. Sortie troisième promotion: promotion Berthelot 1943 Livret d'accueil transmis aux élèves. Mars 1941.
- ✦ photographies

Fond J.M. HUGUET

- ✦ statuts du Comité Sully, réf. CP 21 865, préfecture du Puy-de-Dôme

Fond J LECLERCQ

- ✦ journal Gurcy Transfo, 1943
- ✦ Brochure du centre, 1943

Fond de l'exposition des Écoles de métiers EDF au centre de formation EDF des Mureaux, 2014

- ✦ photographies, diplômes, objets d'anciens élèves

Fond M LANDROT

- ✦ DVD édité pour les 70 ans d'EDF « EDF, 70 ans intensément »
- ✦ manuscrit reçu de René Rault-Verpreys, promotion 1947

ARCHIVES ORALES

- ✦ Entretien du 14 mai 2016 avec Henri et Marcel BRELAUD
(2eme promotion 1941-1942), retranscrit en annexe 3

- ✦ Entretien du 6 février (non enregistré) et du 6 mai (enregistré)
de Jacques Leclercq (3^e promotion, 1942-1943), retranscrit en annexe 4.

ANNEXES

CHRONOLOGIE

CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

**RETRANSCRIPTION DE L'ENTRETIEN DE HENRI ET MARCEL BRELAUD
(2ème.PROMOTION (1941-1942))**

**RETRANSCRIPTION DE L'ENTRETIEN DE JACQUES LECLERCQ
(3ème.PROMOTION (1942-1943))**

ANNEXE 1: Chronologie

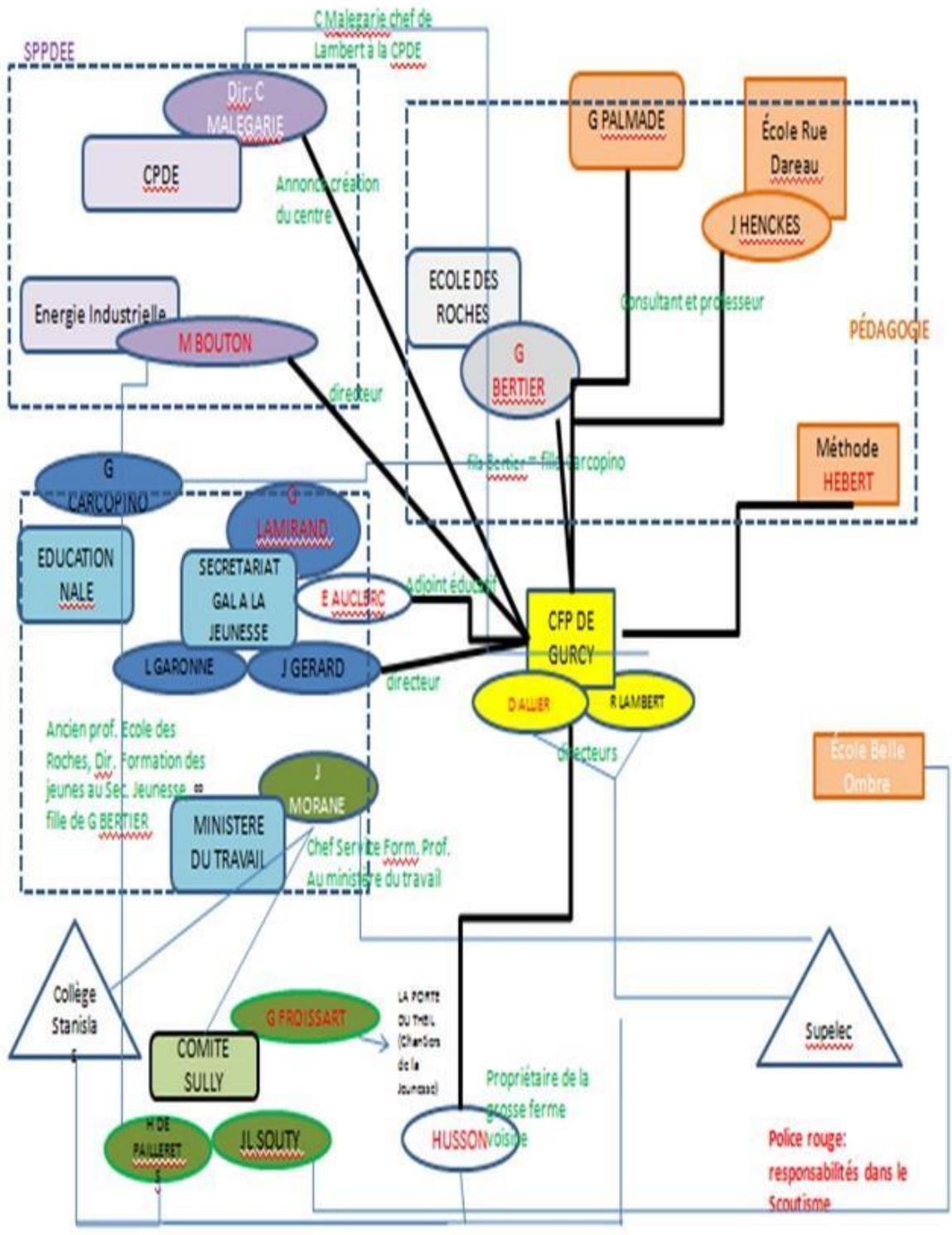
CONTEXTE LÉGISLATIF DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ	ÉCOLE DE GURCY-LE- CHÂTEL
<p>23/07/1919: loi Astier (décret d'application 12/07/1921)</p> <p>1919: création du Certificat d'Aptitudes Professionnelles</p> <p>1925: création de la taxe d'apprentissage</p> <p>1936: loi Jean Zay prolongeant la scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans</p> <p>21/09/1939: décret sur la formation professionnelle en temps de guerre=> création de CFPA (Centres de Formation Professionnelle Accélérée) destinés à l'industrie de l'armement</p>	<p>1913: création Compagnie parisienne d'Électricité (CPDE)</p> <p>1919: création du Syndicat des Producteurs et Distributeurs d'Energie électrique</p> <p>1930: la Compagnie du Gaz crée un centre d'apprentissage à Lyon la Mouche</p> <p>1930: création de la Sté Française ce Financière Immobilière, filiale de la CPDE</p> <p>1938: La "Fée électricité" de Raoul Dufy (1877-1953) est peinte pour l'Exposition internationale des Arts et Techniques à Paris.</p> <p>1938: Début de la construction de plusieurs grands barrages, terminés durant la guerre: Génissiat, Girotte, l'Aigle, etc.</p> <p>À partir de 1938: Électrification du chemin de fer Paris-Bordeaux.</p> <p>27/03/39: Ouverture du Centre d'Instruction de Nanterre</p>	

CONTEXTE 1940	CONTEXTE LÉGISLATIF DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ	ÉCOLE DE GURCY- LE-CHATEL
<p>22/06/40: armistice</p> <p>08/1940: création des Compagnons de France</p> <p>13/12: remerciement de Laval, jusqu'à son retour en avril 1942</p>	<p>De sept 1939 à Juin 1940: les CFP sous tutelle de la Direction de l'Enseignement technique (Educ. Nationale)</p> <p>15/07: création du Secrétariat Général à la Jeunesse</p> <p>28/11: loi confiant au Secrétariat General à la Jeunesse l'organisation de la lutte contre le chômage des jeunes gens de 14 à 21 ans</p> <p>9/12: loi instaurant un Commissariat au chômage des jeunes. Les CFPA passent sous sa tutelle</p>	<p>12/12/40: Circulaire 206 du SPPDEE aux directeurs des sociétés adhérentes pour les inviter à la création de « centres ruraux » pour la formation d'une « élite » d'ouvriers de l'industrie électrique</p>	<p>15/11/1940: déclaration en préfecture du Puy de Dôme de l'association Comité Sully</p>

CONTEXTE LÉGISLATIF DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE 1941	SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ	ÉCOLE DE GURCY-LE-CHÂTEL
<p>04/41: sur décision du ministre J CARCOPINO, les CFP repassent sous tutelle de la Direction de l'Enseignement Technique</p>	<p>1941-1951: barrage de Chastang: barrage poids-voûte</p>	<ul style="list-style-type: none"> ☐ 01: circulaire C17, création d'un centre rural à Gurcy ☐ fév., les 1ers jeunes s'installent ☐ 12/03: acquisition de Gurcy par la SFI (filiale immobilière de la CPDE) et le Comité Sully ☐ 2/05: édition d'une brochure sur le CFP de « Gurcy le Château » ☐ 5/05: M Bouton, détaché d'Energie Industrielle jusqu'en avril 1942 ☐ 27/05: circulaire C70: mise en place de critères d'admission ☐ 21/06/41-20/10/42: 1ère promotion (57 élèves) ☐ 1/10/41: début du bail entre SFI et Comité Sully: 35000frs annuels ☐ 12/41: journées d'informations syndicales, rapport sur « l'expérience Gurcy » 2^e promo: élève Clément crée le blason

CONTEXTE LÉGISLATIF DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE 1942 1943	SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ	ÉCOLE DE GURCY-LE-CHÂTEL
<input type="checkbox"/> Janv. 42: les CFP passent sous contrôle du SGJ	<p>13/01/42: ouverture du Centre de formation du Scourdois</p> <p>2/03/42: acquisition centre de formation de la Pérolrière</p>	<input type="checkbox"/> 06/41 à 06/42: 1ère promo « Espoir de France » <input type="checkbox"/> Mars 42: 1 ^{er} examen d'entrée <input type="checkbox"/> 04/42-04/43: 2 ^e promo Ampère <input type="checkbox"/> 15/04/42: arrivée du directeur M Gérard <input type="checkbox"/> Octobre 1942 octobre 1943: 3 ^e promo Berthelot
<p>10/43: l'État se réserve la délivrance de diplômes de l'enseignement technique</p>	<p>1/10/43: ouverture centre de formation des ouvriers du gaz à Versailles</p>	<input type="checkbox"/> Fin direction M Gérard => M Lambert <p>Fin du Comité Sully</p> <input type="checkbox"/> 27/12: arrivée officielle du directeur Raymond Lambert

ANNEXE 2: Cartographie des acteurs et influences



**ANNEXE 3: Retranscription de l'entretien du 14 mai 2016
avec Henri et Marcel BRELAUD (2ème Promotion 1941-1942)**

(les paragraphes ont été réordonnés pour plus de cohérence)

M LANDROT: Racontez-moi vos souvenirs de Gurcy, comment vous y est entrés, et pourquoi tous les deux.

HENRI: Notre père travaillait à Est Lumière, une société privée, avant la nationalisation, à Champigny-sur-Marne. On a été informés de la création de ces écoles techniques, et c'est Marcel, qui est moins âgé de deux ans, qui a été envoyé là-bas, à Gurcy pour suivre une année d'étude.

Au bout de quelques jours, il a écrit à mes parents pour leur dire « je ne veux pas rester là-bas ». Ma mère était catastrophée. Moi je m'étais inscrit pour suivre des cours de sténodactylo. J'étais le seul garçon dans le cours ! J'avais presque 18 ans. Ma mère m'a dit « va voir ce qui se passe ». Je suis parti à Gurcy, j'ai trouvé ça pas mal du tout, au contraire, je n'ai pas compris qu'il ne se sentait pas bien. Peut-être qu'il se trouvait trop seul. Il avait 16 ans

M LANDROT: Qu'aviez-vous fait tous les comme études ?

HENRI²³⁸: Après le brevet, j'ai fait l'école primaire supérieure de Nogent-sur-Marne. Je n'avais pas d'idées très précises sur ce que j'allais faire.

M LANDROT Et votre petit frère aussi, Guy, a fait Gurcy ! Quelles études avaient il faites?

HENRI: Il a 14 ans de moins que moi. Il a été au lycée technique de Saint-Maur. Et c'est de là qu'il est parti à Gurcy. Il avait un brevet technique. Moi j'avais fait l'école première supérieure de Nogent-sur-Marne. Lui, après le certificat d'études, il est monté à Gurcy, en 1957 je crois²³⁹.

²³⁸ je n'ai pu savoir les études que Marcel avait faites

²³⁹ 28^e promotion, qui commença en avril 1955

Et au lieu de faire revenir mon frère Marcel, c'est moi qui suis allé le rejoindre. À l'époque, en septembre/octobre 1942, ils commençaient à amener des jeunes mais les cours n'avaient pas commencé. Ils nous occupaient à faire des travaux de nettoyage, le charbon de bois, les fermes alentour.

M LANDROT: Vous voulez dire que quand vous êtes arrivés en octobre 1941, il n'y avait pas de cours d'électricité ?

HENRI: Un certain nombre des jeunes qui étaient là formaient la première promotion. Mais nous, nous sommes restés six mois sans faire de cours. D'octobre 1941 à avril 1942. On était là pour faire des travaux, et on était à Gurcy en même temps que la première promotion, mais nous nous n'avions pas de cours.

Le système c'était que les promotions faisaient un an de cours, mais avec un chevauchement de six mois. C'est-à-dire que quand la première promo avait six mois, la deuxième devait commencer et après ça toujours été comme ça. Nous on a suivi les cours à partir d'avril 1942, la première promotion était là depuis six mois. Au début on faisait des travaux communautaires,

MARCEL: Oui, il y avait l'élevage de moutons par exemple.

HENRI: En avril 1942, la deuxième promo a commencé, et on a fait notre année scolaire d'avril 1942 à avril 1943. Et j'y suis resté 12 ans.

J'avais un peu commencé les cours d'administration, donc au lieu d'aller faire des travaux à l'extérieur, j'étais secrétaire du directeur. Je n'avais jamais tapé à la machine ! Les autres étaient dans les fermes d'à côté, ils faisaient la récolte. Moi pas.

M LANDROT: C'est-à-dire que vous étiez le secrétaire de M Bouton ?

HENRI: Oui de Bouton, et de Gérard aussi. Bouton n'est pas resté longtemps, quelques mois. Gérard me dictait dans la journée, et le soir je tapais. Je recommençais plusieurs fois la même lettre parce que je faisais des fautes.

Donc quand on a commencé en avril 1942, j'ai continué à faire du Secrétariat.

M LANDROT: Comment était ce premier directeur, M Bouton ?

HENRI: Il n'est pas resté très longtemps. Les rapports étaient très bons. Je ne sais pas pourquoi, il a été remplacé par Monsieur Gérard. Il est resté moins d'un an. Il était de la société Energie Industrielle.

Monsieur Gérard, lui, n'était pas des industries électriques, il était du gouvernement de Vichy. Je suis devenu son secrétaire. Et ensuite Monsieur Gérard a été remplacé par un ingénieur de la CPDE, Monsieur Lambert. Qui lui, alors, a donné un essor considérable aux écoles. Le surveillant général, Deschamps, était de l'Éducation Nationale je crois.

M LANDROT: Dès le début, vous étiez secrétaire, au lieu de vous occuper à la ferme ?

HENRI: Oui, moi j'étais planqué dans le château. Même dans la période avant les cours, j'étais secrétaire. Puis quand les cours ont commencé, j'ai continué.

MARCEL: A ce moment-là, on était en équipe, et on couchait dans le château. Après, tu as eu une chambre tout seul,

HENRI: Oui, on était dans une équipe qui s'appelait équipe Fonck²⁴⁰.

M LANDROT: Avez-vous entendu parler du Comité Sully ?

HENRI: Oui, on passait par eux. Quand on rentrait. Mais je ne me souviens pas trop. Je me souviens qu'on avait été à Paris, rue du Bac, ça devait être ça le Comité Sully. Il a fallu remplir un dossier. C'était maman qui nous avait emmenés.

MARCEL: moi, ce qui m'avait surpris, c'était que pour entrer il y avait plusieurs portes qui se fermaient les unes après les autres. Et on rentrait les vélos dans les bureaux.

M LANDROT: Et le Comité Sully, ils vous ont posé des questions ?

HENRI Non, je ne crois pas. Ils ne nous ont pas posé de questions. Notre père travaillait à Est-Lumière, alors il y avait peut-être une priorité. C'est maman qui

²⁴⁰ René-Paul FONCK (1894-1953), héros aviateur pendant la 1ère guerre mondiale, appelé « l'as des as »

remplissait le dossier. Après on est allés à la Compagnie Parisienne de Distribution d'Électricité, et là on a été envoyés à Gurcy

M LANDROT: Et est-ce que vous êtes allés au Secrétariat à la jeunesse ?

MARCEL: Non. Mais on avait un peu de rapport avec. Ils venaient nous voir.

M LANDROT Quel état d'esprit il y avait là-bas ? Plutôt conforme ou plutôt rebelle aux idées de Vichy ? Ou vous n'en parliez pas ?.

HENRI: Non, on n'en parlait pas. On était des jeunes du 17 ou 18 ans. On vivait un peu en cercle fermé. On ne nous a jamais obligé à chanter « Maréchal nous voilà ». Mais ce n'était pas rebelle.

MARCEL: Sauf un jour au champ de course, à Vincennes, on avait chanté « Maréchal nous voilà ». Comme j'avais du souffle à l'époque, M. Canonne, le professeur de sport, m'avait embauché pour courir là-bas. On ne l'a fait qu'une fois. C'était le Secrétariat à la jeunesse qui organisait ça. C'était un rassemblement de jeunes de toute la France. On y était allé pour représenter Gurcy. On était vraiment sous Pétain. C'était peut-être le printemps 1943. Et on a tous chanté.

M LANDROT Racontez-moi comment se passait une journée ?

HENRI Quand on n'avait pas de cours, il y avait le nettoyage, il y avait ceux qui étaient affectés à la surveillance des animaux, au fonctionnement. La piscine, en fait c'était bien après. C'était beaucoup plus tard. Lambert s'était arrangé avec les cultivateurs pour retirer la terre de la piscine.

MARCEL: Toi, tu étais au chaud parce que tu travaillais avec Monsieur Lambert.

HENRI: Quand les cours ont été définis en avril 1943, tous les autres élèves sont partis en stage. Moi, j'ai continué. Au lieu d'aller faire des stages, moi je suis resté à Gurcy comme comptable. Et secrétaire de Lambert aussi. Après, il y avait des vraies dactylos, et moi j'étais chef de la comptabilité.

M LANDROT: Vous travailliez dans les fermes d'à côté, c'est bien cela ?

HENRI: Il y avait des fermes à l'extérieur, et une ferme dans l'école, de l'autre côté de la route. Il y avait des cochons, moutons, il y avait aussi des fours à charbon de bois,

parce qu'à l'époque on avait beaucoup de difficultés pour le carburant, et la voiture du directeur était équipée au gazogène. Alors on abattait des arbres dans la forêt, et en faisait du charbon de bois. Donc il fallait surveiller le charbon, il y avait toujours du monde de garde. On commençait aussi à installer un terrain de sport.

M LANDROT: Parmi les fermes d'à-côté, il y avait la ferme Husson ?

MARCEL: Oui, c'était la principale ferme de la région, et c'était là qu'on allait. Pour eux ça devait être intéressant d'avoir des jeunes qui venaient

HENRI: C'était une espèce de contrat, on leur fournissait de la main-d'œuvre, mais il nous fournissaient des légumes. Notre potager ne suffisait pas.

MARCEL: Le fils Husson, il fouettait les ouvriers. C'était le seigneur. Il était à cheval, il se promenait dans les champs, et il fouettait les garçons quand on n'allait pas assez vite.

SON ÉPOUSE: Oui, ça l'a beaucoup marqué, Marcel, ça

HENRI: On travaillait tous les jours dans les fermes d'à-côté. L'hiver il y avait moins de travail. Enfin, moi je n'y suis jamais allé. Mais les autres, ils avaient moins de travail.

L'intendant, Monsieur Bourgeois, qui était un ancien pâtissier, avait conclu une espèce de contrat: on lui donnait des garçons dans ses travaux, moyennant quoi il nous ravitaillait.

MARCEL: Moi, je gardais aussi les moutons de Gurcy.

M LANDROT: Vous faisiez du sport le matin ?

HENRI: Bien sûr. Le matin, on allait au dérouillage, non ça s'appelait le décrassage. On était dans l'équipe Fonck. On était dans la même équipe tous les deux. Et dans la même chambre.

M LANDROT: Et que faisiez-vous comme sport ?

HENRI: On faisait le décrassage tous ensemble à six heures du matin, ce n'était pas très long. Comme je m'occupais du Secrétariat, je ne faisais rien d'autre.

MARCEL: Après le dégrassage, il y avait la toilette. On allait déjeuner. Et après les cours commençaient.

M LANDROT: Vous avez entendu parler de la méthode Hébert ?

HENRI: Oui, Canonne utilisait la méthode Hébert. On courait, on sautait.

MARCEL: Il nous regardait, lui il avait les mains dans les poches. Il y avait une espèce de piscine. L'eau n'était pas chaude. On avait déjà commencé à la reconstruire.

À un moment, pratiquement toute l'équipe de France de rugby était des anciens élèves de Gurcy: Crauste, Moncla etc..

M LANDROT: Et quand les cours ont commencé, comment ça se passait ?

HENRI: Il y avait des cours théoriques et des cours pratiques. Les six premiers mois, c'était surtout de la pratique, avec des ateliers: forge, menuiserie, maçonnerie, épissure, métaux en feuilles. On apprenait à travailler manuellement. C'était surtout de la pratique.

Et après, c'était des cours théoriques sur les lois de l'électricité. Le premier professeur, c'était un monsieur qui était paralysé, dans une chaise roulante, Courtin. Et après, Monsieur Lambert a fait venir Jacques Henckès qui était un jeune technicien.

MARCEL: Il était ingénieur, même

HENRI: Oui, il était ingénieur de l'Ecole supérieure d'électricité. Il avait seulement quatre ans de plus que moi. Il est mort l'année dernière.

M LANDROT: Quel était le contenu des cours ?

HENRI: C'était concret. Tiens, je vais vous montrer le seau en fer que j'ai fabriqué dans l'atelier « métaux en feuilles ». C'est un petit seau que j'ai toujours gardé. Et il fallait faire aussi un cube en acier, moi je n'ai jamais réussi. Il était tout de travers.

MARCEL: Moi aussi, j'ai le seau.

HENRI: Après, il y a eu Jacques Henckès quand Monsieur Lambert a créé des écoles dans le monde entier, il fallait exporter le savoir-faire. C'est là qu'Henckès a inventé et fabriqué ses caisses.

C'était un très bon pédagogue, il nous faisait comprendre d'une façon pratique les lois de l'électricité. Je me souviens qu'il comparait le flux de l'électricité avec le flux hydraulique. Des choses simples, qui nous permettaient de comprendre facilement. C'était notre professeur d'électricité, après COURTIN qui n'est pas resté très longtemps.

HENRI: Moi je n'ai jamais eu Henckès, il est arrivé après qu'on soit partis.

Et Lambert, un moment, il avait fait venir un psychologue. Il s'appelait Guy Palmade. Il a fait venir peu de temps après qu'on ait fini notre scolarité

Il voulait mettre au point des tests pour l'examen d'entrée. Pour inclure des tests dans les sélections. C'est lui qui a mis au point le concours d'entrée. On lui servait un peu de cobayes, et nous faisait passer comme des concours, et nous donnait des questionnaires à remplir.

Il faisait des conférences. Mais je ne me souviens plus de leur sujet. Monsieur Lambert, aussi donnait des conférences, et nous avait fait une conférence sur l'énergie atomique. La scission de l'atome. C'était l'actualité.

M LANDROT: Marcel, racontez-nous votre stage

MARCEL: En avril 1943, Henri est resté, moi je suis parti seul on était debout de la Gare de Lyon jusqu'à Lyon, c'était toute la journée. Toute l'équipe est partie en stage au même endroit. J'étais dans une entreprise qui n'a pas survécu car il y avait des bombardements. On était dehors, et on a enterré les gens qui sont morts sur le bombardement. Les tôles étaient explosées. J'ai fait des stages pendant deux ans, j'ai la liste des stages que j'ai faits.

M LANDROT: La garde d'honneur, les traditions ?

HENRI: La garde d'honneur a été choisie dès la première promo. Non, peut-être pas, c'était plutôt Lambert. L'autodiscipline aussi. Tout ça c'est Lambert.

Le bizutage, c'était dur. On allait à la chapelle du château, il paraît que Jeanne d'Arc était passée par là. Les anciens donnaient des coups de bâton, pendant la nuit. Il y avait aussi le baptême, une cérémonie des traditions. Le bizutage était normalement interdit. Les anciens faisaient lever les nouveaux dans la nuit, les baladaient dans le château et dans le parc. C'était interdit, mais le directeur laissait faire.

M LANDROT: Et le mot fulgur's, vous connaissez ?

HENRI: Le symbole de Gurcy, c'est un éclair. C'est Auclerc qui avait trouvé le nom de Fulgur. C'était un ancien séminariste, qui était surveillant général. Edmond AUCLERC. C'était un séminariste défroqué. Il était gentil. Il s'est marié, il a eu des enfants. Comme il avait fait des études séminariste, il connaissait le latin. Il a trouvé fulgur's, la contraction de « éclair » et de « Gurcy ».

M LANDROT: Je croyais que c'était Lambert qui avait inventé le nom, c'est ce qu'on m'a dit

HENRI: Lambert a peut-être dit que c'était lui, mais c'était Auclerc

M LANDROT: Et l'écusson, il a été créé par un élève de votre promo, Clément

HENRI: Ah bon, Clément, c'est possible. Je ne savais pas

Par contre je sais qu'il y a eu un hymne, écrit par Gauthier, et Solange Lambert, la femme du directeur. Il y avait une certaine jalousie entre les deux écoles, Gurcy et la Pérolrière.

Par contre, quand ils ont créé Soissons, c'était la fille de Gurcy. Il y a des retrouvailles le 8 juin, j'y vais avec Monsieur Roland. À l'école de Soissons, on retrouvait des anciens élèves de Gurcy qui étaient partis à Soissons. Tout le personnel de Soissons, c'était des anciens de Gurcy.

M LANDROT: y avait-il d'autres traditions ?

HENRI: Il y avait les traditions, l'enterrement de la promo, et la fête de sortie. Il y avait un repas amélioré et un spectacle. Pendant plusieurs années, on a eu un animateur exceptionnel, Jacques Monnet²⁴¹. Il avait été élève bien sûr, Jacques

²⁴¹ Jacques MONNET était de la 19^e promotion

Henckès avait fait rester à Gurcy pour ses capacités humoristiques, et il avait mis au bureau de dessin. Pendant les spectacles, il faisait le metteur en scène, il est nommé le spectacle. Après Gurcy, il en a fait son métier, il était cinéaste. Il a fait un film avec Adjani²⁴². En a eu un autre avec Brasseur²⁴³. Il en a fait plusieurs, dont deux qui sont sortis en salle. Quand on faisait une sortie avec un groupe et qu'il était dans l'autocar, on ne voyait pas le temps passer. Il avait toujours des histoires incroyables. Quand il y a eu la fermeture de Gurcy en 2004, il devait venir. Il est venu d'ailleurs, et le milieu du repas et il a eu un malaise. Il est parti, il est mort juste après.

M LANDROT: Vous avez vraiment vu la différence avec l'arrivée de Monsieur Lambert ?

HENRI: Monsieur Lambert était un homme très autoritaire, qui a fait beaucoup de changements dans l'école. Il a fait construire. Il était très adepte du sport. De foot, de rugby, il voulait des résultats partout. Toutes les écoles, tous les élèves étaient supporters de sport. Quand les équipes allaient faire un match à l'extérieur et gagnaient, Canonne téléphonait «on a gagné ». Et tous les élèves les accueillait dehors.

MARCEL: Ils avaient droit à un beefsteak

HENRI: C'est Lambert qui a créé cet esprit.

Et si vous avez cette émotion chez les gens que vous rencontrez, c'est bien que cet esprit d'école, ça les a beaucoup marqués.

Monsieur Lambert, il va donner l'essor à l'école, c'est incontestable. Non seulement à l'école, mais à toutes les écoles qui ont été créées. il y avait une certaine rivalité avec La Pérolière. Puisque la Pérolière a été créé à peu près en même temps que Gurcy. Ils avaient à peu près la même façon de faire, mais une certaine jalousie entre les écoles. Par contre, quand ils ont créé Soissons, ils ont créé la fille de Gurcy. Ils ont le mois prochain pour les retrouvailles : le 8 juin.

²⁴² « Clara et les chics types », 1981

²⁴³ « signes extérieurs de richesse », 1983

On a habité à côté de Gurcy. Une maison double, et on habite à côté de chez eux. Avec ma femme et mes enfants. On a habité Gurcy pendant 14 ans. On s'est mariés en 1949.

De 1943 jusqu'en 1949, j'avais une chambre dans le château. Ensuite, à partir de 1949, on avait une maison dans le parc. C'était un ancien couvent. Ensuite ils ont fait des maisons neuves pour le personnel, et on en a demandé une parce qu'il n'y avait pas de salle de bain dans l'ancienne maison. Et on a eu une maison mitoyenne avec celle des Henckès. On est restés jusqu'en 1964, et en 1964 je suis parti à Soissons comme économiste. Je connais Roland. Tout le personnel de Soissons, c'était des anciens de Gurcy, qui ont été transférés à Soissons pour créer la nouvelle école.

En tant qu'économiste, j'avais une astreinte un dimanche sur trois. La famille venait me voir le dimanche quand j'étais d'astreinte.

Les Lambert, ils habitaient à Gurcy. Parce que quand les promotions passaient, on passait dans leur jardin. Enfin, ils n'habitaient pas au château, ils habitaient dans le parc. Et le directeur avait son bureau dans le Châtel. Même Allier, même Flori avaient leur bureau au château. Monsieur Allier, c'était le meilleur directeur qu'on ait eu.

M LANDROT: Racontez-moi la vie quotidienne

HENRI: Pour manger, c'était des repas corrects. Il y avait le rutabaga, Mais on avait les trois repas par jour.

Il y avait du personnel, un intendant qui faisait les achats, une équipe de cuisines. Ils allaient une fois par semaine, aux Halles, à Paris, pour les achats de viande et d'épicerie.

HENRI: À l'origine, quand on était élève, tous les élèves étaient logés dans le château. Il y avait une baraque en bois qui servait de réfectoire. C'était une cabane en longueur à côté du château. Je ne me souviens plus en quelle année, ils ont construit un nouvel internat avec un architecte, Sirvin. Les nouveaux locaux comprenaient le réfectoire, les cuisines, les dortoirs.

MARCEL: Chacun avait son lit là ils n'étaient plus superposés comme au château. Dans le château, on était six par chambre. Il y avait trois lits superposés. On dormait bien.

Comme ils attendaient un surplus d'effectif d'élèves, ils avaient stocké du matériel, notamment des lits dans les combles du château, en attente des nouveaux arrivants. L'hiver 1941 42, il a fait très froid. Dans chaque chambre, il y avait un poêle à bois. Et on a brûlé les lits dans les poêles à bois.

On approvisionnait les poêles. Cela faisait partie du travail, il fallait approvisionner les poêles en bois. Mais on n'avait pas froid dans les chambres. C'était même relativement confortable.

M LANDROT: Et les loisirs, après les cours ?

HENRI: Je ne me souviens plus. On ne se couchait pas très tard.

M LANDROT Marcel, après les stages, racontez-moi votre carrière.

MARCEL: Après les stages, il y a eu la Libération. Je suis allé dans les sous-stations. Ça ne me plaisait pas tellement. On m'a dit que je finirai sûrement pas chef. J'étais à Paris. Près de la porte de Vincennes. Charonne. Je faisais des tableaux électriques. Des mises en service chez les particuliers. J'apportais l'électricité chez les particuliers. On appuyait sur un bouton, et on allumait l'éclairage.

HENRI: Dans les nouveaux immeubles, on apportait l'électricité pour la mise en service.

MARCEL: Les gens étaient inquiets, parce que ça faisait des étincelles.

HENRI: À Gurcy, on habitait au bout du village. Entre 1941 et 1943, j'étais secrétaire. En 1945, j'étais chef comptable, Lambert avait embauché des comptables. Ils avaient deux administrations qui géraient: il y avait l'Éducation Nationale et il y avait l'EDF. Je tenais de comptabilité des deux. Après ils ont voulu séparer deux entités, moi je m'occupais de la comptabilité d'EDF, et avait quelqu'un d'autre qui gérait la comptabilité de l'Éducation Nationale. C'était autour de 1949.

Ensuite, j'étais chef comptable, on était quatre ou cinq jusqu'en 1963. Je suis ensuite parti à Soissons comme économiste. Ensuite je suis parti à Blida, en Algérie, où il y avait un problème avec le chef des services généraux.

Henckès m'a demandé, sur demande de Monsieur Lambert, d'aller à Blida. On est partis à l'école de Blida. C'était en 1966. Tout était vide là-bas. On est resté deux ans et demi. Jusqu'en mai 1968. Je m'en souviens, parce que quand on rentrait de l'Algérie, c'était les événements de mai 1968. On avait prévu de passer quelques temps en Espagne, et on s'est retrouvés en Espagne sans un sou, sans mandat et sans courrier. On a eu des problèmes. Avant d'être à Paris, j'étais à Sainte Tulle de 1968 à 1971. Donc je n'ai jamais exercé le métier d'électricien ! Ensuite, en juin 1968, j'ai repris mon travail la Direction du personnel et des relations sociales. Jusqu'à mon départ en retraite en 1984.

On vient de passer des vacances avec le Comité d'entreprise, à la CCAS. On était en Grèce. Et j'ai retrouvé un ancien de Gurcy, de la promo de notre frère Guy. Guy est né en 38.

M LANDROT: L'autodiscipline, comment c'était ?

HENRI: Il y avait une garde d'honneur. Il y avait quand même un surveillant général. Mais en principe, il y avait un règlement, et c'était les membres de la garde d'honneur qui étaient chargés de faire respecter ce règlement. Chaque élève avait de lui-même accepté la discipline. Et de pas faire de choses anormales ou de bêtises. Et s'il y avait un manquement, le conseil de discipline se réunissait, présidé par le chef de la garde. Et il sanctionnait. Ça devait être accepté d'emblée. Ça a été mis en place quand Monsieur Lambert a pris la direction.

Avant Bouton, Gérard, c'était un régime classique. Comme un lycée, avec des surveillants, du personnel pour faire respecter. Lambert était ingénieur CPDE, il est arrivé autour de 1942 ou 1943. Je n'avais pas fini la scolarité quand il est arrivé. Et Henckès est arrivé juste après.

À l'époque, je tenais un cahier: à chaque fois qu'un nouvel élève arrivait, je le faisais passer dans mon bureau et je marquais son nom, son prénom, sa date de naissance. Et un jour, je vois un garçon qui arrive. Je vois Monsieur Henckès. En fait,

c'était un des professeurs ! J'avais inscrit dans la liste des nouveaux élèves ! Il avait 21 ou 22 ans. Il était très intelligent, et très pédagogue. Il avait beaucoup de qualités. La dernière fois que je l'ai vu, c'était aux retrouvailles de Soissons.

M LANDROT: Est-ce que vous pouvez m'expliquer pourquoi vous avez tant de souvenirs de cette école

HENRI: c'est peut-être parce que c'était notre jeunesse, on avait 18 et 20 ans. Mais c'est vrai, il y avait un esprit. Quand on parle de l'esprit Gurcy, c'était vrai. On était fiers, on se sentait vraiment faisant partie d'une communauté. Notre troisième frère, Guy, a fait Gurcy aussi, c'était la 22^e promo, en 1953²⁴⁴.

Ce qui m'a marqué, c'est l'esprit de solidarité.

²⁴⁴ En fait 1955, 28^e promotion

ANNEXE 4: Retranscription de l'entretien du 6 mai 2016 avec Jacques J LECLERCQ (3e Promotion 1942-1943)

(Les paragraphes ont été réordonnés pour plus de cohérence)

M LANDROT ; Racontez-moi comment vous êtes venus à Gurcy: quel âge vous aviez, quelles études vous avez faites et pourquoi Gurcy ?

J LECLERCQ: J'ai 92 ans je suis né dans le Nord-Pas-de-Calais le 20 mars 1924. Mon père et ma mère travaillaient dans la mine, comme mon grand-père et son frère. Ils étaient mineurs de fond. C'était une famille de travailleurs. Du côté de ma mère, mon grand-père qui est né en 1872 était le fils aîné d'une famille de huit enfants. Tous les ans il se louait à l'année, il y avait comme une foire, on faisait aligner les gens à quatre heures du matin avec leur faucille, et on les louait à l'année. Le maître passait et choisissait ses gars. Mon grand-père était bien connu, il trouvait facilement du travail. Mon grand-père était en retraite à Saint Vaast-la-Hougue²⁴⁵. Mes grands-parents m'ont ensuite élevé là-bas.

J'ai été à la petite école. Ensuite j'étais à l'école primaire, puis au collège de Valognes jusqu'en 1940. J'avais des copains au collège, dont un qui ensuite est allé à Gurcy avant moi, il faisait partie de la deuxième promotion. Après le collège, je devais travailler. Je me suis présenté à la Société d'électricité du Cotentin, car ce n'était pas nationalisé, c'était une entreprise privée. Une grosse partie du département était sous la coupe de la Société électricité du Cotentin, c'était une société de distribution. Elle dépendait du Syndicat des Producteurs d'Energie Électrique. Ils faisaient de l'électrification, parce qu'il y avait beaucoup de gens qui n'étaient pas encore électrifiés. Le directeur de la société était arrivé en 1927. Ensuite, quelques années après, il a été poussé par ses patrons pour faire de la politique pour être conseiller général, il est devenu sénateur-maire de Valognes. Étant sénateur, il représentait en fait des intérêts de l'EDF. C'est lui qui s'est occupé de convaincre pour le barrage de la Rance Et aussi le barrage de Tignes.

Donc en 1941, j'ouvre la porte de la société d'électricité du Cotentin, et je vois Andrée, qui est devenue ma femme. Elle était sténodactylo. Le patron avait une

²⁴⁵ Dans le Cotentin

secrétaire, qui s'est mariée. Donc Andrée est devenue ensuite sa secrétaire. C'est donc là, en 1941, que j'ai appris qu'il y avait une école qui se créait à Gurcy, car à la société du Cotentin, il y avait Spizzo, Jean le jeune qui était au collège de Valognes avec moi. Je l'ai retrouvé là-bas, il était de la deuxième promotion.

Alors j'ai passé un examen. On pouvait passer ou ne pas passer un examen: si on avait un brevet élémentaire, on pouvait entrer sans examen. Moi j'ai passé l'examen. Bien m'en a pris, car je crois que les devoirs que j'ai rendus ont fait impression. Ils ont vu que j'avais une bonne formation.

J'ai donc postulé pour Gurcy. Je suis parti à Gurcy, je suis rentré le 1^{er} octobre 1942. Pour la troisième promotion, la promotion Berthelot. J'ai pris le train à la Gare de l'Est, je suis arrivée à Nangis, puis on a pris un autobus on est arrivé à un carrefour. On est arrivés sous la pluie.

Mais d'abord je suis allé passer la visite médicale à la compagnie Parisienne de Distribution d'Électricité, près de la Gare Saint-Lazare. Et là, j'étais bon pour le service.

M LANDROT: Est-ce que vous avez eu affaire à des gens du Comité Sully ?

J LECLERCQ: Non, absolument pas. Non, je n'y ai pas été, car je faisais partie d'une société d'électricité. On était déjà électricien. Et donc je crois que pour nous, on ne voyait pas le Comité Sully. Mais j'y suis allé plusieurs fois avec Monsieur Lambert. Mais moi je ne suis pas passé par la rue du Bac.

Par contre, j'ai fait la connaissance d'une personne qu'ensuite je connaissais bien, le secrétaire général du Syndicat professionnel, Monsieur André Martin. Un type phénoménal. Si c'est lui qui avait été un peu la cheville ouvrière de la mise en place de Gurcy. Il travaillait rue de la Beaume à Paris. Un type sensationnel. Après, je l'ai vu souvent parce qu'il venait souvent à Gurcy. Bien des années après, je l'ai retrouvé. Ça m'avait fait vraiment plaisir de le revoir.

M LANDROT: Comment s'est passé votre arrivée ?

J LECLERCQ: Donc me voilà parti à Gurcy, on arrive au carrefour sous la pluie. Et au moment où j'arrive dans la route, aussi, on avait une valise et un sac comme les marins. On n'était pas beaucoup, on était quatre ou cinq. On ne se connaissait pas.

On est arrivés, il commençait à faire nuit. On nous a descendu dans la cuisine, et on nous a donné à manger.

Et après, on nous a donné une espèce de paillasse. Et dans les communs, on a été remplir notre paillasse qui servait de matelas. Alors, on avait des lits superposés. On était dans une chambre qui était assez grande, qui donnait sur l'extérieur. On était du côté de la piscine qui a été construite par la suite. Il y avait un beau balcon. Il y avait 4 fois 3 lits superposés. Il y avait en dessous de lattes en bois et on posait la paillasse qu'on avait remplie de paille. Tiens-toi bien, il y avait deux solutions. Ou on l'arrangeait bien, et on avait quelque chose qui tenait. Certains la remplissaient assez mal, et deux jours après, ils étaient sur le bois. Quand on avait bien rempli, c'était bien. Moi je n'ai pas bien dormi la première nuit, parce qu'on roulait dessus. Et on nous donnait un sac à viande, pour se glisser dedans. Et on avait deux couvertures.

M LANDROT: Et le lendemain ?

J LECLERCQ: Dès le lendemain matin, j'ai été convoqué chez les patrons de l'époque. C'était le prédécesseur de Monsieur Lambert. C'était Gérard. Il y avait avec Gérard, un adjoint qui était un ancien chasseur alpin. C'est idiot, je ne me souviens plus de son nom.

Il y avait Auclerc aussi. Ils m'ont questionné, tu vois bien, c'était quand même l'époque du maréchal Pétain. Ils ont essayé de savoir quelles étaient mes idées, mais j'ai été très prudent.

M LANDROT: Quelles étaient leurs « idées » ?

J LECLERCQ: Leurs idées, c'était la Révolution nationale. C'était la tendance. Ils équipaient leurs gens en uniforme, tu vois. Il y avait le côté maréchal Pétain. À plein. Donc il n'était pas question de parler de de Gaulle ou d'autre chose. Moi j'ai été très prudent. J'ai parlé de ce que j'avais fait, de mes études. Quand j'étais à Saint-Vaast-la-Hougue. L'entretien a duré une demi-heure. J'étais jeune, en 1942 j'avais 18 ans. J'ai demandé surtout pour savoir ce qui m'attendait. Ils m'ont dit: « on va vous mettre à la tête d'une équipe ». C'est là que j'ai appris ce que c'était une équipe. On était une dizaine dedans. C'était l'équipe Montcalm.

M LANDROT: Et ensuite, vous avez commencé les cours ?

J LECLERCQ: Oui, pendant six mois, on avait des cours mais on a fait beaucoup d'ateliers. On avait la forge, les métaux en feuilles, la mécanique générale, l'ajustage, le bois. On avait des moniteurs, et on passait à tour de rôle. En métaux en feuilles, j'ai reproduit un seau, comme celui pour traire les vaches. Un de ces très grands seaux en zinc. En exercice, j'avais fait un exercice pour la reproduction à l'échelle du 10^e. J'avais fait des cendriers aussi. On nous apprenait des choses qui étaient intéressantes pour notre futur métier. Un électricien, il faut qu'il sache tout faire.

M LANDROT: Comment se passait une journée ?

J LECLERCQ: Il y avait d'abord le réveil. On était réveillés à six heures. Lorsque j'ai été moniteur, plus tard, c'était moi qui réveillais tout le monde. Je me réveillais alors à 5h30, j'avais une trompe comme les cavaliers pour la chasse à courre. Je réveillais mon monde.

Et tout de suite, il fallait qu'on se lève et qu'on dévale pour le « décrassage ». On se réunissait devant le mât et on partait. Pendant environ 20 minutes c'était le décrassage. C'était la méthode Hébert, je ne sais pas si tu connais. C'était une méthode qui avait été adoptée, elle était, pour nous, assez intéressante. On faisait du cross, parce qu'on avait des bois à côté de chez nous.

Quand le décrassage était fini, on allait aux douches. Il y en a qui disent qu'il y avait de l'eau froide, moi je peux te dire qu'il y avait de l'eau chaude. Évidemment, celui qui arrivait le dernier, elle était tiède. On se lavait, on prenait des douches, on remontait, et on allait chercher notre ravitaillement.

On allait dans la salle de restauration qui était un baraquement construit à côté du château. Il y avait des tables et des bancs. On passait les uns après les autres et on cherchait notre ration de pain, 275 g. C'était du pain très rustique. Je ne sais pas ce qu'il y avait dedans, mais après quand on a mangé du pain blanc, c'était autre chose. Et puis deux sucres. Le lait, il y en avait beaucoup parce qu'il y avait deux vaches. Cela suffisait amplement pour nourrir tout le monde. Par contre, le café ce n'était pas du café, c'était de l'ersatz. C'était un truc grillé. Ensuite, on se réunissait devant le château, par équipe. Les équipes étaient regroupées trois par trois, pour faire un autre groupe, ça s'appelait un chantier.

Pour les repas, on mangeait des purées mixtes, avec des pommes de terre et des carottes. On mangeait aussi de la crème Amic, un peu comme de la crème caramel, mais je ne savais pas trop ce qu'il y avait dedans.

Donc, on était devant le mât. En on prenait connaissance des programmes. On faisait le lever des couleurs. Mais on ne chantait pas « Maréchal nous voilà ». Non, non, non !. On n'a jamais chanté, jamais. En fait, on l'a fait une fois, quand on a eu un reportage qui a été fait sur Gurcy par Pierre Sabbagh, tu en as entendu parler ? Il était célèbre. C'était un grand journaliste qui était venu faire un reportage sur l'école de Gurcy. On a été obligé de chanter « Maréchal nous voilà ». Mais c'était très limité. C'était un reportage enregistré.

Et le soir, on redescend et les couleurs, on repliait le drapeau.

Après le lever des couleurs, on allait au cours, ou dans les ateliers. Pendant un semestre on a fait des ateliers et des cours, et après en a fait des cours aussi.

Ce que je ne t'ai pas dit, c'est que Monsieur Lambert n'était pas encore arrivé. Il était arrivé en décembre. En fait, il était là avant mais on ne le voyait pas. Monsieur Gérard, je l'ai presque plus vu après. Il a dû être nommé ailleurs. Est-ce parce qu'il était plutôt, disons, pétainiste, que... Il a peut-être été nommé ailleurs, car ils avaient signalé que quelqu'un qui viendrait du syndicat des producteurs d'énergie électrique. Après tout, c'est quand même la CPDE qui a payé le château.

M LANDROT: Parlez-moi des professeurs.

J LECLERCQ: Henckès était professeur d'électricité. Il y avait d'abord un monsieur de l'École supérieure d'électricité (Supélec) aussi, Courtin, on le voit dans Gurcy transfo. Mais ça n'a pas fait tilt avec Monsieur Lambert. Ce professeur d'électricité est resté trois mois, il était en fauteuil roulant. Il a tenté de réunir les chefs d'équipe pour les mettre dans sa poche. Et ça s'est su par le père Lambert, et Monsieur Courtin est parti. Je ne sais pas à quelle date exactement il est parti. Je l'ai eu quatre mois je crois.

Monsieur Bourgeois, c'était l'intendant, c'était le fameux Monsieur qui nous faisait des gâteaux. Il faisait toujours quelque chose de bon à la fête de fin d'année.

Il y avait Monsieur Deville à la forge, j'ai vraiment bien appris à forger. Pour nous apprendre et nous faire les bras, il mettait le gros marteau sur le sol. Il fallait le relever, faire un moulinet, et le rabaisser en s'arrêtant à 3 ou 4 cm de l'enclume. Ça nous faisait les bras. C'est un sacré souvenir.

On apprenait à faire des burins. C'était important pour notre futur métier d'électricien. Et on nous apprenait aussi à traiter les métaux de façon qu'ils puissent résister.

Il y avait Lamouroux au bâtiment, il nous apprenait à faire des postes de transformation.

Monsieur Roux à l'ajustage, on faisait un cube en acier. On nous fixait les dimensions par exemple 5 cm de côté. Et nous ont appris la façon de tenir les limes. Il fallait que les faces soient bien planes, pour ne pas faire un parallélogramme. On nous apprenait vraiment à faire du bon travail. C'était très intéressant. La mécanique générale j'ai bien aimé aussi, parce qu'on nous faisait tourner les pièces avec les machines tournantes. Mais on était surveillés de près, car c'était assez dangereux de travailler avec des machines pareilles. Il y avait « métaux en feuilles » .

Il y avait Desaldeller, il s'occupait des projets communs à l'équipement électrique, soit pour créer des postes en maçonnerie ou en métalliques. On les créait d'abord sur le papier, et on réalisait des projets dans un rayon de 5 ou 10 km. Et on a construit un poste, en parpaings, dans le domaine de Gurcy.

Desaldeller, il est enterré à Gurcy, dans le parc.

M LANDROT: Parlez-moi d'Henckès

J LECLERCQ: Henckès, c'est lui qui était chargé des travaux pratiques électriques. Il était chargé de mettre en place et de moderniser un immense local où il y avait tous les outillages. Les voltmètres, de mettre des dynamos. On nous apprenait à faire des montages électriques. Par exemple d'utiliser un wattmètre à étalon, on en avait besoin pour étalonner les compteurs. Les anciennes sociétés envoyaient des matériels, pas forcément du neuf.

Henckès venu à la maison. Il était très gentil. Il était mon professeur, il avait seulement trois ans de plus que moi. Il était très brillant. C'est lui qui, avec un autre, qui a fait les fameuses caisses de Gurcy. Tu as entendu parler de ça ? Ils ont conçu

ces caisses, elles ont d'abord servi dans tous les exploitations après la Nationalisation. Il y avait des subdivisions, et des districts. Et en faisait de la formation dans chaque district. Normalement c'étaient le troisième cadre de subdivision qui donnait les cours, il s'aidait des caisses de Gurcy. C'était fait comme un mécano: on arrivait à faire fonctionner les appareils. Et puis après ils en ont envoyé aussi l'étranger.

Henckès, avec Lambert a fait beaucoup de voyages à l'étranger, en Amérique du Sud en particulier, pour créer des centres comme Gurcy. Il y en avait au moins dans 60 pays. Moi aussi, on m'avait proposé de me joindre à eux, mais Andrée ne voulait pas. Pendant quatre ans, elle ne m'a pas vu du tout. Alors elle ne voulait pas.

Pour le 25^e anniversaire je crois, il y avait Jacques Thémerau qui était là, il était de la deuxième promotion. Ensuite il a fait de la formation. Il a remplacé Auclerc. Mais beaucoup plus tard, Auclerc est resté très longtemps. Moi je suis resté de 1942 à 1946.

M LANDROT: Et les directeurs ?

J LECLERCQ: Monsieur Bouton, je ne l'ai jamais vu. En fait il est parti avant que j'arrive. Il est parti en avril 1942. Il y en a beaucoup qui sont partis parce qu'ils sentaient le vent tourner. Le syndicat voulait faire un centre de formation d'électriciens de réseaux plutôt qu'une école qui était à moitié agricole. Mais je crois que Lambert, lui il voyait les choses tout à fait autrement. Et du fait qu'il était à la CPDE, ingénieur à la CPDE, il était même deux fois ingénieur, il est aussi de Supelec. Lambert, on a commencé à le voir en 1943, mais il était peut-être là avant, sûrement. Il est arrivé début 43. Alors moi, moi, franchement je l'ai trouvé sensationnel. Henckès est arrivé aussi. Je l'ai vu arriver.

M LANDROT: Et Lambert, quel était son état d'esprit ? Et quel a été votre rapport avec lui ?

J LECLERCQ: Lambert, il n'était pas Maréchal. enfin, je ne peux pas trop te dire en fait. J'ai été longtemps avec lui. Parce que quand je n'étais plus élève, le directeur de la société du Cotentin aurait bien voulu que je revienne. Il voulait faire de moi un étalonneur haute tension, un spécialiste des laboratoires.

C'était l'époque on avait deux véhicules. On avait un gros véhicule qui fonctionnait au bois, et un autre, la voiture de Lambert, une Torpédo, qui fonctionnait au charbon de bois. Ce qui fait qu'une partie des élèves allait abattre du bois pour, entre autres, alimenter la voiture. Mais il ne suffisait pas de mettre du bois et du charbon de bois il fallait entretenir les filtres. Il fallait passer au moins deux bonnes heures pour nettoyer les filtres et permettre le bon fonctionnement de la voiture.

Monsieur Lambert m'a pris avec lui, et toutes les semaines il m'emmenait à Paris. Ma mère était à Paris, mais mon père était parti en Allemagne. Parce qu'il y a quand même des choix qui ont été faits, mon père a été à l'aérodrome qui se trouve au sud de Berlin. Pendant près de quatre ans il était là-bas. Mais ç'aurait pu être moi. C'aurait dû être moi, mais c'est lui qui est parti. On lui avait dit de se cacher, j'ai été le conduire à la Gare du Nord. Il espérait voir un de ses copains partir. Mais le copain n'est pas parti, il se cachait. Mon père savait très bien que s'il ne partait pas, on serait retombé sur quelqu'un d'autre pour le prendre. C'est une des raisons pour lesquelles il a accepté de partir.

M LANDROT: Et avec Lambert, vous faisiez quoi à Paris ?

J LECLERCQ: On allait toutes les semaines à Paris, notre point d'attache c'était la rue de Vienne, à la CPDE. On partait généralement le vendredi soir. Je n'étais plus élève déjà. J'étais chargé de nettoyer les filtres, d'une part, et d'aller faire des achats pour le centre. Il me faisait acheter le journal Combat. C'était un journal gaulliste. On allait souvent à la CPDE. Il avait toujours son bureau rue de Vienne.

On payait en monnaie-matières, c'était des bons qui donnaient droit à acheter soit des vêtements, du matériel pendant la guerre. Ce n'était distribué qu'au compte-gouttes. Moi j'ai eu droit à un costume quand je me suis marié, je l'ai payé avec des bons.

Quand on y allait, il y avait une quincaillerie place d'Italie, on allait souvent y faire des achats. Moi j'ai un grand sens pratique. J'ai aperçu des casseroles en aluminium fondu. J'ai acheté ces casseroles, elles étaient formidables. Quand je suis parti en 1946, j'ai pu récupérer les casseroles que j'avais achetées avec Lambert. Ensuite, je me suis marié en 1946, et Monsieur Lambert était mon témoin.

M LANDROT: Et vous avez reçu un baptême ? Et un enterrement de promotion ?

J LECLERCQ: Oui, on a eu un baptême, au bout de trois mois. J'ai vu partir la promotion Ampère. Il y a une grande photo où il y a nos deux promotions. C'était le baptême électrique. Pour le départ de la promotion Ampère, on a préparé une fête, un repas amélioré, on avait encore les cartes de rationnement.

Notre promotion n'a pas eu d'enterrement. Au niveau des chambres, il y avait une petite terrasse. Il y a eu un jeune, qui s'appelait Régnier, il s'amusait, en tenant la rampe qui était en fer forgé, il la lâchait et il la rattrapait. On lui a dit que c'était dangereux, et qu'il arrête de faire l'idiot. Et il est tombé. Ça a été une nuit terrible pour nous tous, il était à l'infirmerie, il a vécu jusqu'au lendemain matin. Je suis très ému de raconter ça. Il n'y avait aucune chance qu'il en échappe. Il avait la tête à l'envers. On l'a inhumé dans le cimetière de Gurcy. Je vois encore la cérémonie, le long défilé. On était avec les copains. C'était émouvant. Donc on n'a pas enterré la promotion.

M LANDROT: Quel était votre rapport avec les allemands ?

J LECLERCQ: Bien que les Allemands ne soient pas loin, parce qu'on était occupés, mais moi je ne les ai jamais vraiment vus. Certains de la première et la deuxième promotion les ont aperçus. Parce que les premières promotions étaient un peu plus âgées que nous. Il voulait aller les faire travailler en Allemagne. Alors il y en a qui ont été en Allemagne. D'ailleurs dans le premier numéro Gurcy transfo, tu vois pas mal de gars qui sont partis en Allemagne. On n'a pas pu faire autrement, et pourtant il y a eu beaucoup d'efforts de fait pour que les jeunes ne partent pas.

M LANDROT: Quels efforts on a fait ?

J LECLERCQ: Ils ont essayé de faire en sorte qu'on les garde pour qu'ils suivent une formation. On leur faisait miroiter que ça donnerait de la main-d'œuvre qualifiée, tu vois.

M LANDROT: Vous aviez un uniforme ?

J LECLERCQ: On nous avait demandé un certain nombre d'objets à apporter avec nous, de toilette etc. Mais par contre, on nous a donné un petit uniforme, on avait un pantalon fuseau, et un blouson, qui étaient bleus. Mais dans les deux premières

promotions, il y avait les mêmes mais en marron, enfin une partie. Notre pantalon, était bleu gris.

Il y avait un local dans les combles du château, on y avait une réserve de vêtements.

En nous a aussi donné des sabots. On les garnissait avec un peu de paille, on essayait de ne pas trop courir parce que si on avait le malheur de courir avec des sabots, on donnait des coups sur les chevilles, ça se transformait en lymphangite. ça purulait, c'était très douloureux. Je me rappelle bien des sabots. Quand j'étais blessée aux chevilles, j'allais voir l'infirmière, qui me donnait du tilleul. Dans le parc, il y avait deux très beaux tilleuls. Il y en a un d'ailleurs un jour qui s'est effondré sur le réfectoire.

M LANDROT: Comment ça se passait entre les élèves ?

J LECLERCQ: Lorsqu'on avait fini les cours, normalement on envoyait les élèves dans des grosses boîtes comme la Savoisiennne, des grosses boîtes d'électricité. On envoyait en fonction du rang. Toutes les entreprises d'électricité cherchaient absolument à avoir des gens formés. On envoyait en stage seulement les tous premiers classés. Sur une promotion de 50, on donnait des mentions très bien, des mentions bien, ensuite on donnait un diplôme, ensuite, on donnait un certificat à ceux qui avaient seulement suivi les études. Chacun avait un classement.

Donc le stage était attribué en fonction du classement de l'équipe. Le chef d'équipe été obligé de forcer ses copains à travailler, parce qu'il y avait des classements par équipe. Chaque équipe avait un placement qui leur permettait des choix meilleurs pour les stages. Avec moi, il y avait des très bons mais il y en avait qui n'étaient pas bons. Il fallait que le chef d'équipe pousse les autres à travailler. Donc on s'aidait.

Les gars venaient par région, il y avait les gars de l'Est, les basques, ils avaient des accents différents, des parlers différents. Il y avait un esprit de corps très solidaire.

Lorsqu'ils voulaient compléter les effectifs, il y avait aussi les « non-enclenchés », qui venaient compléter les « syns » et les « chronos ». Ils suivaient les cours de français et de maths, et ils faisaient les cours avec les autres l'année suivante. Ils participaient à des travaux collectifs, au sport, et suivaient la marche du centre. Ils

n'avaient pas réussi l'examen. En fait ils faisaient deux ans. Tous les élèves étaient classés, depuis la mention très bien jusqu'à ceux qui n'avaient même pas le certificat, il y en avait dix. Dans mon équipe, il y en avait un, Jacques Lemaire, qui était parmi eux, il était 56ème sur 56. Il fait partie de l'amicale des anciens, l'AAE.

On avait un nom d'équipe, mais au bout de six mois, on a changé de nom et en a pris un nom qu'on a choisi. On s'est appelé De Bournazel, un officier français qui a fait la guerre du rif au Maroc. On disait que seule une balle d'argent pouvait le tuer. Lemaire, il était doué pour le dessin. Il a dessiné De Bournazel en spahi, sur le mur de la chambre, entre les fenêtres. À l'époque, Il n'y avait pas de peinture. On grattait le mur, tous les ans, pour les rendre plus blancs. Et on mettait un petit lit de chaux pour rajeunir. On était inspectés toutes les semaines. Ils regardaient les paillasses et si les gens étaient propres. Et le plancher, pour le nettoyer, on utilisait des culs de bouteilles.

M LANDROT: Et pour vos cours, vous utilisiez quelles méthodes ?

J LECLERCQ: À l'école on n'utilisait pas les caisses de Gurcy. Mais elles ont été construites à Gurcy. Par contre, on avait des tableaux dans les salles de cours, montés sur des carrés en bois, on pouvait faire des montages visuels. Il y avait des tubes de cuivre pour représenter les conducteurs, et on mettait entre deux conducteurs un voltmètre, un ampèremètre, et on regardait pratiquement comment constituer un circuit.

Les cours étaient très orientés vers la pratique, il avait beaucoup de cours, mais il avait beaucoup de pratique. Moi j'ai beaucoup appris de leurs cours. On finissait les cours à 19h30.

Les élèves étaient divisés en 4 groupes et on alternait entre les ateliers, les travaux collectifs, les cours, le sport, pour faire des petits groupes. On faisait tous le tour des ateliers. On avait des travaux collectifs tous les jours, en alternance avec les ateliers.

Il y avait aussi des professeurs de français et de maths de l'Éducation Nationale. C'était la guéguerre, à l'Éducation Nationale ils auraient bien voulu récupérer l'école. Mais la profession préférait la garder pour former ces gens. l'Éducation Nationale a arrêté d'insister parce qu'ils jugeaient à Gurcy c'était suffisant.

M LANDROT: Racontez-moi la libération de Gurcy

J LECLERCQ: On savait qu'il avait eu la percée d'Avranches, et que les blindés de Patton fonçaient sur la Bretagne et allaient se rabattre pour former la fameuse poche de Falaise où il y a eu 20 000 soldats morts ou blessés. Ce site c'est la division Leclerc qui chargé de la libération de Paris. La deuxième DB. On savait qu'il y avait des troupes qui avançaient d'un côté et de l'autre de Paris.

Monsieur Lambert m'avait demandé d'aller chercher un chèque à Paris, pour que le personnel soit payé. Ce n'était pas la première fois que j'allais à cet endroit à Paris. Je suis donc allé rue des Favorites pour le chercher, mais ils m'ont dit qu'il n'y avait pas de sous. Je n'ai pas voulu rentrer tout de suite, j'ai retraversé pour aller chez ma mère qui habitait à Jussieu. Je suis resté un ou deux jours chez ma mère.

Et en passant devant l'hôtel de ville de Paris, j'ai aperçu un remue-ménage. Ils faisaient rentrer des FFI qui sont venus occuper l'hôtel de ville de Paris. À ce moment-là ils avaient beaucoup de discussions entre Von Choltitz et la Norvège ou la Suède. Ils étaient en train de discuter pour savoir ce qu'ils feraient de Paris. Parce que les Allemands étaient en train de mettre des explosifs sous les ponts et les monuments de Paris, même la tour Eiffel.

Il y a eu une trêve. J'ai profité de cette trêve pour reprendre mon vélo, pour repartir à Gurcy. J'ai suivi toute la Seine, pour prendre la route. D'un côté il y avait les FFI et de l'autre côté de la Seine, il y avait des Allemands. J'ai fait la route, mais j'étais littéralement lessivé. En arrivant à Nangis, j'ai trouvé un barrage allemand. J'étais jeune, j'avais 20 ans, mais j'étais en culottes courtes, avec mon blouson bleu, alors ils m'ont laissé passer. J'étais vraiment mort de fatigue.

Tout était vide, comme si les gens savaient qu'on allait bientôt être libérés. Avec Jacques Henckès, on avait des dynamos. Alors, on a démonté un vélo, on a mis une courroie, je me suis mis à pédaler. On faisait tourner la roue, la dynamo produisait un courant alternatif. Comme j'avais la chance de posséder un petit poste qui fonctionnait à la fois en courant alternatif et en courant continu, je pouvais le faire fonctionner en pédalant, alors on pouvait écouter des nouvelles du front . Moi, je pédalais, et ils écoutaient. Mais heureusement on se relayait, parce que j'étais fatigué. Donc, on savait qu'il y avait des troupes qui s'étaient engagées du côté de

Fontainebleau. On savait qu'ils allaient arriver. Paris avait déjà été libéré par la division Leclerc. Donc je suis monté sur le haut du château, et je voyais la Brie. Ce sont des grandes étendues de fermes. Tu as dû entendre parler que dans le Comité Sully, il y avait des fermiers, Husson. De loin, j'ai vu un petit avion, et j'ai vu des lignes de soldats qui avançaient à pied. Quand on a vu que les troupes avançaient, on a pris notre vélo, et en est allés vers eux. Ils nous ont donné des paquets de cigarettes, des bonbons, et même des capotes anglaises. Puis, je suis revenu pour dire que les Américains arrivaient. Et ils sont venus jusqu'à Gurcy. Ils se sont installés dans le bureau de Monsieur Lambert pour discuter avec lui. On n'avait plus de courant. Mais eux, ils ont installé des groupes électrogènes qui ont tourné toute la nuit. Les gars étaient tout excités.

M LANDROT: La Nationalisation, comment ça s'est passé ?

J LECLERCQ: La Nationalisation, on le savait. Il y avait des informations, on l'a su en 1946. J'étais à Paris, je traînais sur les quais. J'ai vu un bâtiment des journaux officiels. Je suis rentré, et j'ai vu qu'on pouvait acquérir le Statut national des industries électriques et gazières.

Moi j'ai un bon, bon, bon souvenir de l'école. Ça a été difficile, car au niveau du ravitaillement c'était dur. L'hiver c'était dur. On allait chercher du blé dans les fermes d'à côté, ils en faisaient de la farine, et on faisait cuire du pain dans les cheminées de nos chambres. J'avais fait un pain pour mon père avant qu'il parte en Allemagne, il était impressionné. On ramassait dans les champs de pommes de terre qui n'avaient pas été ramassées par le fermier, on était des finauds On les faisait aussi cuire dans les cheminées de nos chambres. On avait quand même faim.

L'écusson, on l'a eu assez tôt. Je l'ai encore. On a eu aussi chacun, sur le tard, un petit écusson métallique. Je l'ai conservé. À l'époque, on utilisait plutôt des insignes de nos régions. Moi j'étais de l'Artois, j'avais un écusson de ma région. Après on a eu le même écusson. C'est une roue dentée rouge, et un éclair blanc. C'était très joli.

J'ai tellement de souvenirs.

Pour les sorties, on allait tous les dimanches au cinéma de Donnemarie-en-Montois. Mais tous les mois, on pouvait aller à Paris, on partait à pied jusqu'à Nangis, et après on prenait le train pour Paris. Drôle d'époque. Moi j'allais voir ma mère à Paris.

Ensuite, ils ont créé plein de bâtiments nouveaux, ils ont créé beaucoup de spécialités.

À la fermeture de Gurcy, on avait la gorge vraiment serrée. Et pourtant, on était vraiment contents de se revoir.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION DU SUJET	4
MOTIVATION DANS LE CHOIX DU SUJET	7
LIMITES CHRONOLOGIQUES.....	11
HISTORIOGRAPHIE DES THÈMES SOULEVÉS.....	12
HISTOIRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, EN PARTICULIER DES OUVRIERS	12
HISTORIOGRAPHIE DU CENTRE DE FORMATION DE GURCY.....	15
PROBLÉMATIQUE.....	17
DISPOSITIF D'INVESTIGATION: DÉMARCHE	17
POINTS CLES.....	21
1 .LA FRANCE EN 1940 :CHAOS ET VOLONTÉ DE RENOUVEAU	23
1.1. LA RAISON DE LA DÉBÂCLE: UNE « MORALITÉ DÉCADENTE »	23
1.2. LA NÉCESSITE D'UN RENOUVEAU: LA RÉVOLUTION NATIONALE SE VEUT UNE RÉVOLUTION CULTURELLE.....	25
2. LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE EN 1940.....	25
2.1. PRODUCTION ET CONSOMMATION D'ELECTRICITE	26
2.1.1. LE PAYSAGE DE L'ÉLECTRICITÉ AVANT GUERRE: UNE PRODUCTION ÉQUILIBRÉE ENTRE CHARBON ET BARRAGES, ET UNE FAIBLE CONSOMMATION.....	26
2.1.2. UNE CONSÉQUENCE DU CHAOS DE LA GUERRE: LA DÉSORGANISATION DU RÉSEAU .	27
2.2. L'ORGANISATION DU SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ: UNE MULTITUDE D'ENTREPRISES AUTOUR D'UN SYNDICAT PROFESSIONNEL.....	28
2.2.1. LE SYNDICAT PROFESSIONNEL DES PRODUCTEURS ET DISTRIBUTEURS D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE.....	28
2.2.2. LA COMPAGNIE PARISIENNE DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ (CPDE).....	29
3. LA MYSTIQUE DE LA JEUNESSE SOUS VICHY	30
3.1. UN PROJET DE JEUNESSE NOUVELLE.....	30
3.2. LES ACTIONS PRIORITAIRES VERS LA JEUNESSE: RÉNOVATION DE L'ENSEIGNEMENT ET MOUVEMENTS DE JEUNESSE	31

3.3.	L'INSTITUTIONNALISATION DE CETTE PRIORITÉ: LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL À LA JEUNESSE	34
4.	UNE CONSÉQUENCE DE LA DÉBÂCLE: LE CHÔMAGE DES JEUNES	35
4.1.	L'AMPLEUR ET LES DANGERS DU CHÔMAGE DES JEUNES	35
4.2.	L'URGENCE D'UNE STRUCTURATION NATIONALE	36
5.	LE PAYSAGE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES OUVRIERS: CARENCE DU CONTEXTE LÉGISLATIF	37
5.1.	LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES OUVRIERS JUSQU'EN 1940: UN DÉSERT	38
5.1.1.	LA FORMATION DES OUVRIERS JUSQU'AU DÉBUT DE LA GUERRE: LE SEUL CADRE DE LA LOI ASTIER.....	39
5.1.2.	LE TOURNANT DE LA GUERRE ET UNE STRUCTURATION BIENVENUE	42
5.2.	DE SEPTEMBRE 1939 A JUIN 1940, LE SECTEUR PIONNIER DE L'ARMEMENT POSE LES FONDEMENTS.....	42
5.3.	APRÈS LA DÉBÂCLE JUSQU'EN JUIN 1942: LES CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE: FORMATION TECHNIQUE OU MORALE ? DES CHANGEMENTS DE TUTELLES SIGNIFICATIFS	43
5.4.	L'APPORT SIGNIFICATIF DE VICHY DANS LA CONSTRUCTION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES OUVRIERS.....	45
6.	LA PRISE EN COMPTE DE LA PRÉOCCUPATION DU CHÔMAGE DES JEUNES DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE	47
6.1.	LE CHOIX DES SECTEURS DE L'ÉNERGIE.....	47
6.1.1.	LE CHOIX DU SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ: UNE ORIENTATION RÉSOLUE VERS LA FORMATION DES OUVRIERS.....	47
6.1.2.	DANS L'INDUSTRIE DU GAZ: DES SOLUTIONS PROCHES	48
6.2.	LE GESTIONNAIRE OPÉRATIONNEL PAR DÉLÉGATION DU SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE: LE RÔLE CAPITAL DU COMITE SULLY.....	49
7.	LA MISE EN ŒUVRE OPÉRATIONNELLE DE GURCY: UNE MISE EN PLACE PROGRESSIVE	51
7.1.	LE FAISCEAU DES ACTEURS INSTITUTIONNELS À L'ORIGINE DE L'ÉCOLE DE GURCY-LE-CHÂTEL	52
7.2.	FÉVRIER- MARS 1941: LA CRÉATION DU CENTRE: UNE OPPORTUNITÉ DE FORMATION À BON COMPTE	54
7.2.1.	LA CRÉATION D'UNE STRUCTURE À FINALITÉ DE FORMATION: UNE OPPORTUNITÉ À SAISIR.....	54
7.2.2.	EN MARS 1941: L'ACQUISITION D'UN DOMAINE POUR EN FAIRE UN CENTRE RURAL.	56
7.3.	UNE LÉGENDE TENACE: GURCY ET LE STO	58

7.4.	LE DOMAINE DE GURCY ET LE CHÂTEAU.....	59
7.4.1.	LE DOMAINE.....	59
7.4.2.	LE CHÂTEAU.....	61
8.	LES PREMIÈRE, DEUXIÈME ET TROISIÈME PROMOTIONS JETTENT LES BASES DES PRINCIPES FONDATEURS.....	63
8.1.	LES PREMIÈRES PROMOTIONS.....	64
8.2.	CONDITIONS D'ADMISSION ET NIVEAU DES CANDIDATS.....	66
8.3.	UNE VOIE PRIORITAIRE DE RECRUTEMENT.....	69
8.4.	LES MONITEURS ET LEUR FORMATION.....	70
8.5.	UNE FORMATION QUI PARAÎT SÉDUISANTE MAIS UNE RÉALITÉ PLUS COMPLEXE.....	72
8.6.	UN ENSEIGNEMENT SPORTIF ALTERNATIF: L'HÉBERTISME.....	78
8.6.1.	LA MÉTHODE HÉBERT.....	79
8.6.2.	SON APPLICATION AU CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE GURCY.....	79
8.7.	UNE FORMATION COMPLÉTÉE PAR DES STAGES EN ENTREPRISE.....	81
8.8.	LE « BRICOLAGE » DES PREMIERS MOIS.....	82
8.9.	LA QUESTION DU FINANCEMENT DE LA FORMATION DES ÉLÈVES.....	84
8.10.	L'OMBRE DU SECRÉTARIAT GENERAL À LA JEUNESSE.....	86
9.	LES PRÉMICES D'UNE HISTOIRE CULTURELLE.....	87
9.1.	UN « ESPRIT » ET DES VALEURS.....	88
9.1.1.	UNE ABSENCE NATURELLE DE MIXITE.....	88
9.1.2.	UNE VIE COMMUNAUTAIRE EN INTERNAT.....	88
9.1.3.	DES VALEURS ESSENTIELLES.....	89
9.1.4.	LA DISCIPLINE.....	91
9.2.	LA MISE EN PLACE D'UNE CULTURE PROPRE.....	92
9.2.1.	LE NOM DE FULGUR'S ET L'ÉCUSSON: DEUX SYMBOLES.....	92
9.2.2.	LES « TRADITIONS ».....	93
10.	LE BILAN DU CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE GURCY- LE-CHÂTEL EN 1943.....	94
	CONCLUSION.....	96
	PRÉCISIONS SUR LES SOURCES.....	99
	ANNEXES.....	109



Blason de l'école de Gurcy-le-Châtel, créé par Michel Clément, élève de la promotion « Ampère » (seconde promotion) en 1942